M-2792-78-8,00 FF
ISSN 0223-078

N° 78-8,00 FF
SPECIAL ETE JUILLET AOUT 83

AFRIQUE DU SUD : l'apartheid assassin

sans frontière

«QU'IL ME SOIT PERMIS DE DECOUVRIR ET DE VOULOIR L'HOMME, OÙ QU'IL SE TROUVE» FRANTZ FANON

VOUS AVEZ DIT BOUGNOULES ?

Les sportifs basanés qui font la France

l'excision en France

ALGERIE 7 D.A. CANADA 1,50 $. COTE D'IVOIRE 400 C.F.A. MAROC 5,00 D.H. TUNISIE 6,00 M. SENEGAL 400 C.F.A. SUISSE 250 FF

Aux lecteurs

Le numéro de SF *que vous avez en main est un numéro spécial qui restera en vente au mois de juillet-août.*

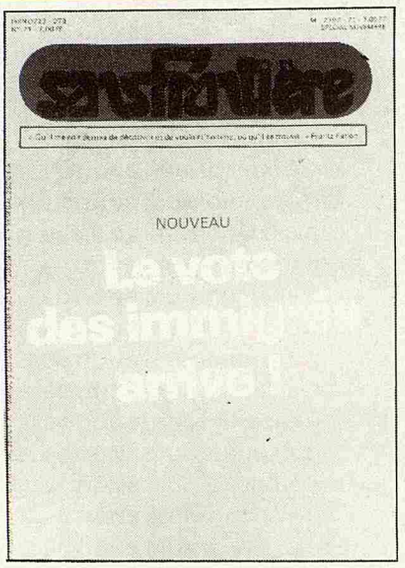
La formule mensuelle adoptée au mois de septembre 82 semble mieux convenir aux lecteurs un peu moins à l'équipe, mais on s'y fait. La question est reposée de nouveau, à l'occasion de cette interruption « estivale » *de savoir quoi faire, quel bilan tirer de nos quatre années d'existence, depuis ce mois de mars 79, où le premier numéro est apparu. Avons-nous, depuis répondu aux énormes besoins d'information des communautés immigrées. Le journal est bien reçu quand on le trouve, mais il s'adresse quand même à un public* « avancé » *dans les différentes communautés.*

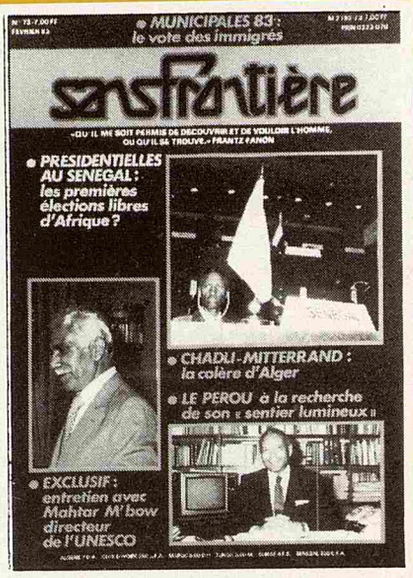
Nous nous adressons à toutes les communautés, à toutes les générations mais et cela est évident avec quelques points forts et quelques points faibles certains. Ce magazine mensuel s'est ouvert aux problèmes du tiers-monde. Avons-nous réussi ? Ce n'est pas évident puisque nous nous sommes un peu enfermés dans une logique agressive qui attaque tous les gouvernements, et qui peut s'expliquer par l'absence d'information sur la situation réelle de ce pays...

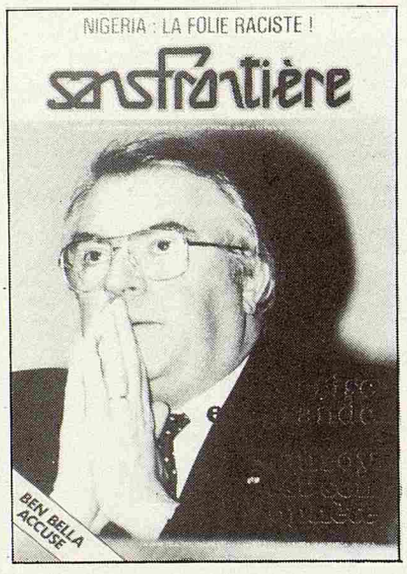
Faut-il « recentrer » *(pour utiliser un mot à la mode) le* « journal » *? Ou bien continuer à être (avec plus ou moins le bonheur) un espace d'expression de toutes les forces d'opposition ici ou là ?*

Alors à la revoyure en septembre sous d'autres formes peut-être. Si vous souhaitez de nouvelles rubiques, si vous avez des écrits, des idées, n'hésitez pas à enrichir SF *qui demeure votre journal à tous.*

SANS FRONTIERE







SOCIAL
Driss KHAMAR EL YAZAMI
Mamadou DIA
Fabienne MESSICA
Marc WEITZMAN
Daniel LACERDA

INTER
Raphaël CONSTANT
Macodou N'DIAYE
Fatima BELHADI
Patrick RANDESTRA
Arlette BRAVO

CULTUREL
Aline N'GOALA
Leïla SEBBAR
Mustapha AMMI
Nourredine BOUSFIHA
Anne VALLET
Henri KALA LOBE
Birham N'DIAYE
Mohamed NEMMICHE

PHOTOS
Amadou GAYE
DJMAÏ

FABRICATION
PACO
Farid MOUGHLAM
Nidham ABDI
Samira DOBALLAH
Mustapha MOHAMMEDI
Françoise PLANCHAND

PUBLICITE ABONNEMENT
Driss MOURAD
Amadou GAYE

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin Paris.
Tél : 278.44.78.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar ».
Directeur de publication : Farid Aïchoune
Directeur administratif : Saïd Bouziri
C.C.P. : 420900 F Paris.
Commision paritaire n° 61715.
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie E.T.C. — 76 Yvetot.

SOMMAIRE

SOCIAL

☐ *S.F. A RETROUVÉ VOS INTÉGRISTES M. MAUROY !* P.5

☐ *DOSSIER :*
« La commission Dubedout du côté d'un quartier : les Grésillons à Gennevilliers » P.6 à 9

☐ *JEUNES* P.13 à 15

☐ *LES ÉLECTIONS ET LES IMMIGRÉS EN GRANDE BRETAGNE* P.20 et 21

☐ *ENQUÊTE :*
« L'excision en France » P.24 à 26

☐ *SPORT :*
« Ces sportifs basanés qui font la France » P.29 à 32

INTERNATIONAL

☐ *LES ANTILLES A L'HEURE DES ATTENTATS* P.33 à 37

☐ *DOSSIER AFRIQUE DU SUD :*
« L'apartheid assassin » P.38 à 41

CULTURE

☐ *LITTÉRATURE AFRICAINE* P.48 et 49

☐ *LITTÉRATURE AMÉRIQUE LATINE* P.50 et 51

☐ *L'AFFAIRE PAPON* P.53

☐ *IL Y A DIX ANS MOURRAIT JEAN SÉNAC* P.54 et 55

☐ *ENTRETIEN AVEC LINTON KWEZI HOHNSON* P.56 et 57

TARIF D'ABONNEMENT P. 28

POUR TOUT COURRIER : 33 Bd Saint-Martin 75003 Paris

Les dés en sont jetés

La gauche et les immigrés

Le PS, avait décidé (enfin) d'organiser une réunion avec un certain nombre d'immigrés et de non-immigrés représentants d'associations ou d'individus. Ce fut une grande première oú chacun a pu librement s'exprimer sur la situation acutelle et à venir. Une aute série de rencontres de ce type sont déjà programées pour les mois à venir.

Il était temps que le PS prenne l'initiative de ce genre de rencontres ouvertes. Il est grand temps que d'autres structures en fassent autant. Cela aura le mérite au moins de poser une série de problèmes. Si j'en privilégie un, c'est afin de montrer qu'une certaine logique empreinte de générosité certaine peut conduire à des situations piégeantes. Je m'explique : un point a été discuté assez brièvement : « *c'est le contrôle des flux migratoires* ».

Le gouvernement, en la personne de membres du cabinet de Mme Dufoix — présents à cette réunion — insiste sur cet aspect pour mieux répondre aux besoins (énormes) d'insertion des communautés immigrées.

Pour certains intervenants, (Jacqueline Costa-Lascoux, Stanislas Mangin) le contrôle aux frontières diffuse à l'intérieur même du pays le contrôle des populations étrangères vivant en France. Or cette logique, aboutit inévitablement aux « *bavures* » du septennat précédent avec son cortège de chasse aux « *faciès* ». Et il s'agit bien là d'un problème important, accentué par le fait que la logique institutionnelle nationale (de la France) par exemple est insuffisante pour régler un problème international (les flux migratoires) et qu'ils aboutissent à des effets pervers.

Mais il est une autre conclusion à tirer : elle se situe au niveau du décalage croissant qui existe entre ce que les immigrés souhaitent, espèrent et ce que les « *opinions publiques* » en France manifestent.

Ce danger est réel, d'où l'importance que chacun assume ses propres responsabilités.

Car qu'on le veuille ou non, que les immigrés soient de gauche ou pas, ils sont liés à cette expérience comme par un mariage de raison qui n'exclut ni la passion, ni l'incompréhension, mais qui nécessite la concertation.

Les dés en sont jetés depuis les dernières élections municipales. Tout le monde l'a senti car « *ils* » ont osé utilisé le racisme comme argument politique.

Leur retour éventuel au pouvoir ne touchera pas à certains acquis sociaux, mais touchera sans aucun doute les quelques acquis de l'immigration, si ce n'est l'immigration elle-même.

Et c'est sur cette analyse, que nous pouvons dire notre déception que du haut de sa charge le président de la république n'ait pas encore affirmé à la population de ce pays, cette simple petite idée, qui changerait bien des choses : « *les immigrés sont bien là et ils vont rester...* ».

Méjid Daboussi « Ammar »

L'équipe de *SANS FRONTIERE* souhaite à tous ses lecteurs musulmans une bonne fin de Ramadhan et leur présente ses meilleurs voeux à l'occasion de l'Aîd...

M.MAUROY:

S.F. a retrouvé vos intégristes!

Souvenez-vous, c'était en janvier dernier, et la tension à Citroën était à son paroxsysme, lorsque Pierre Mauroy, Gaston Defferre et Jean Auroux accusèrent les grévistes de Citroën d'être manipulés par des intégristes. L'affaire fit grand bruit et la presse se mit, *Sans Frontière* compris, à la recherche de ces imams grévistes, qui tireraient, tapis dans l'ombre, les ficelles des conflits de l'automobile. Personne ne les trouva et pour cause... Pourtant, il y a des intégristes à Citroën, ou du moins des gens qui se réclament de l'islam, mais contrairement aux déclarations des responsables gouvernementaux, ils seraient plutôt du genre anti-syndicalistes. Jugez-en.

Il y a quelques mois, tous les travailleurs de Citroën eurent la surprise de trouver dans leurs vestiaires un tract en arabe, signé par une mystérieuse *« Ligue des fondements islamiques sunnites en France »*. A coups de citations coraniques, le pamphlet invitait le musulman de Citroën à *« ouvrir les yeux »* et à *« prendre conscience de ce que faisaient les communistes »*. Dans certaines usines (Levallois, Saint-Ouen...) les travailleurs essayèrent, mais en vain, de surprendre les distributeurs de ces tracts violemment anti-communistes, et qui opéraient presque tout le temps de nuit.

Ce procédé fut par ailleurs utilisé par une autre association, tout aussi inconnue, et qui s'appelle *« l'Association des Marocains Indépendants »*. Dans un tract, écrit lui aussi en arabe, et distribué dans toutes les usines aux mois de février et mars 1983, les travailleurs marocains de Citroën étaient invités à réfléchir au conflit en cours. Mais au lieu de jouer sur le registre islamique, *« l'association des marocains indépendants »* a préféré elle, solliciter le sentiment national des marocains. Le tract soulignait que *« la communauté marocaine est maintenant divisée en deux groupes contradictoires qui se détestent, alors que l'opinion française regarde ce spectacle sur les écrancs de TV »*

Les distributeurs de ce tract ne furent eux aussi jamais connus malgré des tours de garde nocturnes organisés par les travailleurs de Citroën et une manifestation qui a eu lieu à l'usine de Saint-Ouen pour demander des comptes à la direction.

Il est en effet bizarre que ces deux associations aient pu (sans être le moins du monde inquiétées par les services de surveillance) distribuer leurs tracts dans des usines où la maîtrise et le personnel d'encadrement sont pourtant réputés pour leur *« activisme »*.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là.

Bien plus graves sont en effet les correspondances que reçoivent les marocains de Citroën à leurs domiciles.

Tout a commencé en octobre dernier lorsque la quasi-totalité de ces marocains trouvèrent dans leurs boîtes à lettres des enveloppes, *expédiées de Belgique* et contenant un journal intitulé *« Afrique Express »*, imprimé au Maroc.

Fac-similé d'Afrique-Express.

Sur 16 pages de format tabloid, dont une en arabe, *« Afrique Express »*, déclare vouloir *« informer l'émigré, l'étudiant, le citoyen »*, et avoue dans son numéro 4 son *« penchant pour les affaires ombreuses »*, penchant apparemment si prononcé que le directeur de publication ne signe que de ses initiales (Z.F.) et que le journal donne deux adresses à Casablanca, une pour le courrier normal et une autre *« pour tout courrier confidentiel »* !!!

Parmi les articles, on notera tout de même un papier sur les conflits de l'automobile qui sont, dit le journal, *« une affaire strictement française... »*.

Plus loin, on lit que *« malgré les appels aux Emigrés les invitant à s'abstenir de s'immiscer dans les affaires intérieures des français, tous les médias ont rapporté que partout où il y avait des frictions, des maghrébins étaient aux avant-postes »*. *« Ils ont ainsi,* poursuit le journal, *offert eux-mêmes à leurs détracteurs les armes pour les combattre quant à leur présence dans les Usines de France.*

Des journaux envoyés de Belgique, des tracts islamiques anti-cégétistes distribués dans les vestiaires, des lettres envoyées au domicile des travailleurs, les immigrés de Citroën sont l'objet d'une bien mystérieuse campagne.

Les immigrés de Citroën recevèrent trois de ces numéros, et toujours aux adresses personnelles qui sont comme par hasard en possession de la direction de Citroën. Les travailleurs ont en effet remarqué que ceux d'entre eux qui avaient deux adresses recevaient ce journal au domicile déclaré à la direction du personnel. Cet envoi n'est d'ailleurs pas le seul, puisque les marocains — toujours eux — viennent de recevoir une autre correspondance venant cette fois-ci du Maroc, mais adressée aux seuls travailleurs employés à Levallois. Ces lettres expédiées de diverses villes marocaines (Rabat, Khemmiset, Marrakech, Maknés, Tetouan...) arrivèrent d'ailleurs au moment où la campagne pour l'élection des délégués du personnel battait son plein et contenaient un appel d'une autre association, *« l'Association de l'Etoile Verte »*. Le tract contient lui aussi une exhortation au calme *« et à la préservation de la renommée des marocains émigrés »*.

Ces tracts et ces envois posent plusieurs questions. Qui est derrière ces envois et quel en est le but et surtout comment a-t-on obtenu les adresses personnelles des travailleurs marocains de Citroën ? On aimerait bien entendre la réponse de Messieurs Mauroy, Defferre, et Auroux ainsi que celle de la direction de Citroën.

Driss Khammar El Yazami

Faut sortir le dimanche, M. le Maire

Depuis les évènements de l'« été chaud » 1981, une commission, présidée par l'ex-maire de Grenoble, est chargée de réfléchir sur le problème de ces banlieues où s'entassent les plus démunis des habitants deFrance. Elle vient de publier son rapport qui propose un bouleversement dans les remèdes et la gestion pratiqués dans ces quartiers.
Nous sommes allés au quartier des Grésillons, voir comment la commission Dubedout et la municipalité comptent s'y prendre, quels sont leurs projets, et enquêter sur les réactions des habitants.

La commission Dubedout, du côté de Gennevilliers

La France, était, en ce mois d'Août 1981, sous l'effet de *« l'état de grâce »* lorsque les médias révélèrent l'image d'une autre France.

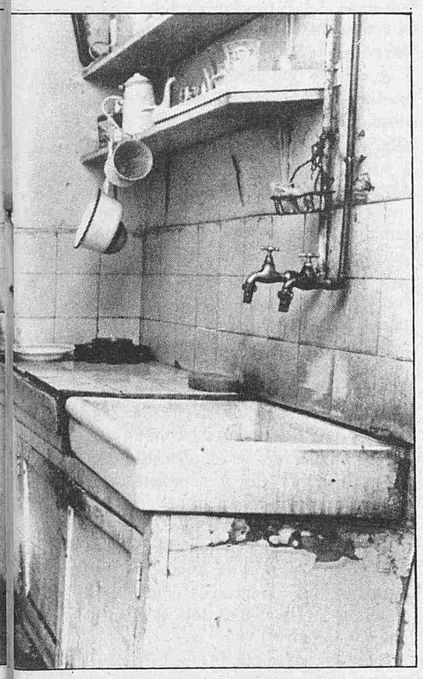
A Vénissieux et Vaux-en-Velin, communes de l'est lyonnais, des jeunes, souvent d'origine étrangère, s'adonnaient à un jeu inconnu jusque là du grand public : les rodéos. Volant des voitures, de préférence luxueuses, ils s'amusaient quelques temps avec, avant de les brûler, histoire d'égayer leurs tristes soirées de banlieue.

L'effet grossissant des médias aidant, l'opinion publique découvrait **l'existence de ces banlieues sinistrées,** édifiées dans la précipitation des années de croissance, et où l'on avait parqué, aux côtés des plus pauvres des Français, les familles venues du Maghreb ou des Antilles rejoindre leurs O.S. de maris.

La réaction gouvernementale fut **rapide. En octobre 1981, le Premier Ministre, Pierre Mauroy, s'adressant** aux assises nationales du logement social annonce la constitution d'une *« Commission nationale pour le développement social des quartiers »*, directement placée auprès de Matignon. Regroupant tous les ministères compétents, des élus et divers partenaires sociaux (organismes gestionnaires, syndicats...), la commission est chargée de *« la mise en oeuvre de véritables plans de développement économique et social »* de ces quartiers. Elle doit en outre réfléchir à une nouvelle politique de traitement des quartiers dits d'habitat social. A la tête de la commission, on nomme un homme unanimement loué pour sa gestion municipale, Hubert Dubedout, à l'époque maire de Grenoble (voir encadré).

Dix-huit mois après, la commission vient de rendre public son rapport *(1)* et seize opérations sont d'ores et déjà en cours. A Vénissieux bien évidemment mais aussi dans des villes aussi différentes que Marseille, Strasbourg, Roubaix et Dreux. En Janvier 1983, la **première convention entre la commission et une municipalité était** signée à Gennevilliers, municipalité communiste de la proche banlieue parisienne.

Viel ami d'Hubert Debedout, Lucien Lanternier, le maire, est, dans la multitude des élus communistes de *« la ceinture rouge »* un homme à part. Premier magistrat d'une commune relativement riche, il a rapidement compris tout le bénéfice que pouvait tirer sa municipalité d'une *« opération Dubedout »*. Et d'abord au niveau de l'immigration, même si Lanternier, plus respectueux des principes ou plus habile, s'est toujours gardé de suivre ses collègues de Vitry ou de Montigny dans leur campagne pour *« une répartition équitable des populations immigrées »*. Ainsi, au moment où Mercieca, le maire de Vitry, allait **souhaiter la bonne année, à coups** de bulldozer, aux Maliens d'un foyer, **le maire de Gennevilliers invitait la** presse et le Président de la République à venir visiter une cité de transit où **habitait une centaine de familles immigrées.** Bien évidemment, les journalistes se déplacèrent mais pas M. Valéry Giscard D'Estaing. Deux ans après, les immigrés de Gennevilliers, que Lanternier appelle ses *« frères de classe »* s'en souviennent encore.



Un quartier « qui a mal évolué »

Implantés depuis très longtemps dans la ville — le premier foyer qui **porte encore son appellation d'origine, *« le foyer musulman »*, date de 1926 —** les immigrés sont fortement représentés dans le quartier des Grésillons (cf encadré) qui fait partie de l'opération de développement **social. De prime abord, le quartier** n'a rien à voir avec ces enfers de banlieue décrits par les médias depuis *« l'été chaud »* de 1981.

« C'était un quartier composite, explique M. Figeat, secrétaire général de *« la commission Dubedout ». « Il y a en majorité un habitat pavillonnaire plus ou moins confortable, un certain nombre de petits immeubles oscillant entre le garni et le foyer où habitent de nombreux célibataires marocains, et puis quelques HLM, habités par des familles immigrées et françaises très modestes ».*

Curieux quartier en effet. Isolé du reste de la ville par les immenses ateliers de l'usine Chausson, les **Grésillons, une maison qui abrite** de longues ruelles et d'impasses, où le petit pavillon (acquis par de vieux couples de travailleurs français après une vie de labeur), côtoie de sordides maisons où s'entassent depuis des décennies ces faux célibataires qui sont les Marocains de Gennevilliers. *« Avec eux, la population n'a pas de problèmes »*, s'étonne M. Bourgoin, professeur de 32 ans et conseiller municipal du quartier qu'il habite depuis huit ans. A l'antenne des Gresillions, une maison qui abrite l'équipe opérationnelle de cinq personnes chargées de suivre l'opération, M. Pépin, le directeur, fait le même constat. Ce juriste de 35 ans, spécialiste de l'aménagement urbain explique que *« le quartier a surtout mal à ses extrémités »*.

Près de la station de métro, il y a *« Les 3 F »*, un ensemble géré par le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille, un organisme gestionnaire du 1% patronal. A l'autre bout du quartier, **deux autres ensembles : *« le 115 »*,** avenue des Grésillons, qui regroupe en fait deux cités construites dans les années soixante, et *« le 74 »*, rue J.P. Vaillant Couturier, qui date de l'entre-deux-guerres.

Entre ces deux ensembles et la zone **pavillonnaire, il y a donc une différence** de bâti mais aussi et surtout une différence de type de population : au milieu, les vieux *« indigènes »* et les faux célibataires étrangers *« mais **calmes » ; aux extrémités les familles et leur nombreuse progéniture,*** *« source »* de bien de problèmes. C'est cela le quartier des Grésillons, *« un quartier qui a mal évolué,* diagnostique M. Bourgoin, *« et qui risque de devenir un ghetto »*, même s'il reconnaît lui même que le mot est *« peut-être un peu fort »*. Pourtant, le quartier ne manque pas d'atouts.

Outre la présence de l'usine Chausson, toute proche, il y a dans le quartier, disséminées ici et là, de petites entreprises artisanales et **quelques PME.** ***« C'est très important,*** commente M. Figeat. *Ce n'est pas un quartier complètement enclavé où il y a une coupure entre le logement et le reste de la vie économique et sociale. Il y a, en plus, un grand ensemble culturel sur les lieux, le Théâtre de Gennevilliers ».*

...

Seulement cinq associations

Ghetto

• ***Une population qui se renouvelle :*** *en 1975, il y avait 8.600 habitants dans le quartier. Aujourd'hui, ils sont 7.525, dont 2.400 arrivés durant les huit dernières années. Le quartier a donc renouvelé sa population dans la proportion de 40%.*

• ***Une forte présence étrangère :*** *4.252 habitants ne sont pas originaires de la métropole ; cela fait un pourcentage de 56%. Dans la tranche de 0 à 9 ans, cette proportion est de 60%. Cette population non métropolitaine est composée de 62% de maghrébins et de 11% d'originaires des DOM-TOM. Il y a très peu d'immigrés d'origine européenne ou d'Afrique noire.*

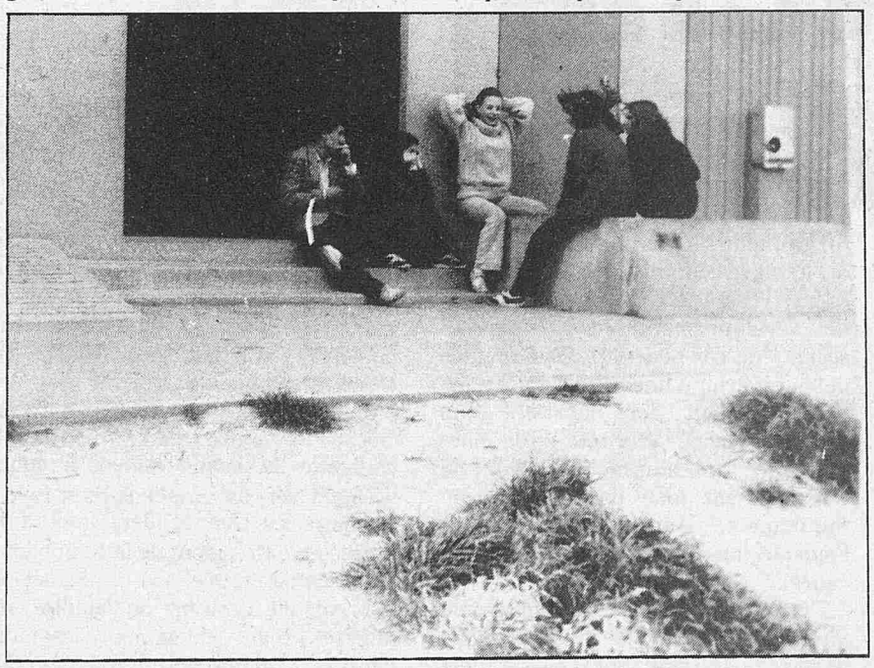
• ***Une situation sociale précaire :*** *sur 3.900 actifs, il y a 670 chômeurs et seuls 70 jeunes chômeurs se sont présentés pour solliciter un stage de formation professionnelle. On constate une assez forte assistance sociale : 18% de l'aide facultative de la ville est versée à la population du quartier.*

• ***Un très fort taux d'échec scolaire :*** *c'est l'un des plus fort taux du département, de l'ordre de 31 à 40%. Plus de la moitié des enfants du CM2 ont une ou plusieurs années de retard. Un enfant sur deux entré en sixième accomplit un premier cycle normal. Chaque année, 250 élèves gennevillois sortent du circuit scolaire sans formation professionnelle.*

• ***Une très faible vie associative :*** *à la veille de la signature de la convention entre la ville et « la commission Dubedout », il n'y avait que cinq associations sur le quartier. 0,6% des habitants avaient une activité sportive pour une moyenne locale de 6%.*

...

Ce caractère quelque peu hybride des Grésillons a plaidé en faveur de la municipalité dont le projet a été retenu par la commission. Et M. Figeat récuse l'argument de l'observateur qui lui fait remarquer que la liste des 16 villes retenues par M. Dubedout comporte une majorité de communes de gauche. « *Nous avons tout simplement procédé en interrogeant les membres de la commission* », répond-t-il en nous faisant remarquer que des villes comme Strasbourg et Nancy ont été retenues. « *Après le changement de majorité lors des dernières élections municipales,* ajoute-t-il, *nous avons tout renégocié avec les nouvelles équipes élues* ».



Cette importance accordée à l'engagement des élus locaux est en effet une des lignes majeures de « *la commission Debedout* ». Ce n'est pas la seule.

« *Un des points déterminants pour nous dans la conduite des opérations, est la réorganisation profonde de tous les services et organismes qui interviennent à un titre ou un autre sur le quartier* », explique M. Figeat.

Aux Grésillons, cela s'est traduit par la mise sur pied d'une commission inter-partenaires, d'un comité de quartier et d'une équipe opérationnelle.

Installée à dessein dans une maison du quartier, l'antenne des Grésillons mène de front les enquêtes et recherches nécessaires tout en servant de relais entre les habitants, la municipalité et les divers services.

« *Nous sommes un support technique avec toutes ses ambiguités,* constate M. Pépin, *et parfois on s'adresse à nous* ***comme si nous étions des élus*** ». « *Ce n'est pas grave,* estiment les **responsables,** ***car c'est le seul moyen*** *pour les habitants de ne pas se perdre dans le labyrinthe administratif* ». « *Cela permet,* ajoute M. Pépin, *un diagnostic de tous les jours et une réponse rapide aux problèmes* ». Cette nouvelle forme de gestion sociale du quartier est possible aussi grâce à la commission inter-partenaires. « *La* ***commission,*** nous dit **M. Bourgoin,** ***regroupe tous les services et*** *organismes qui gèrent le quartier et qui ont un pouvoir de décision* ». Les dossiers, tant individuels que collectifs, élaborés avec l'aide de l'antenne, y sont discutés et y trouvent, affirme-t-on une réponse très rapide. Récemment et pour pallier les retards que subissent les associations dans leurs demandes de subventions, la commission a créé « *un fonds d'initiatives locales* », alimenté par l'ensemble des partenaires.

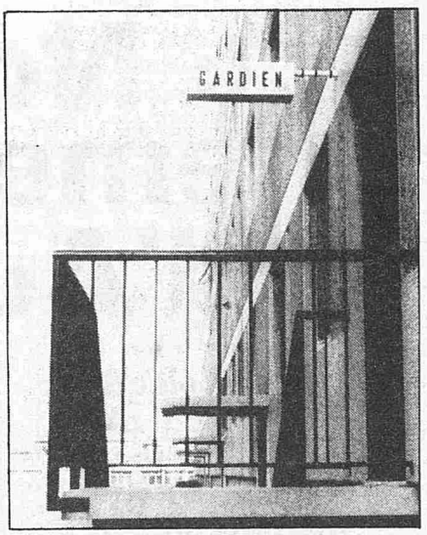
Le comité de quartier est, quant à lui, une structure plus ouverte. « *il se réunit au moins une fois par trimestre et chaque fois qu'il y a une grande question à débattre,* explique M. **Bourgoin.** ***En fait, ce sont les habitants les plus actifs qui y viennent, sauf*** *lorsqu'on tient des réunions éclatées sur tel ou tel ensemble* ». Ainsi, l'assemblée tenue en janvier dernier au « *74* », a permis la création d'une amicale des locataires qui vient **s'ajouter aux amicales déjà existantes** au « *3F* » et au « *115* ».

D'autres associations ont été créées,

ou sont en voie de l'être, notamment **chez les jeunes d'origine immigrée.**

Au « *115* », autour de Said, 25 ans, marchand de fleurs et Bernard Legrand, un prêtre-ouvrier, un groupe de jeunes est depuis longtemps en place, et organise sorties et activités culturelles. « *Cette année,* explique-t-il, *nous avons déposé à l'antenne des demandes de subventions, créé une troupe théâtrale et nous préparons une fête de quartier pour le 14 juillet qui correspondra cette année à la fin du Ramadan* ». A la Cité du Port, une autre association a vu le jour, et a organisé deux grandes fêtes qui ont eu un écho dans tout le département, alors qu'au « *3F* », un groupe de jeunes, soutenu par Driss et Barbara, deux éducateurs de prévention, réclame auprès de l'organisme gestionnaire une salle d'activités. « *Grâce à la commission inter-partenaires,* **se félicite M. Bourgoin,** *le gestionnaire a accepté et a débloqué 2 millions pour les travaux. Reste à trouver le reste et nous nous y employons* ». Enfin, à cent mètres de l'antenne, une association de femmes, « *Elles ouvrent la porte* », vient d'inaugurer ses locaux.

Mais derrière ce bilan associatif que tout le monde s'accorde à souligner **(on est passé en un an de 5 à 12** associations), il y a des réalités plus sombres. Et d'abord celle de l'emploi. La mission locale installée à la suite du **Rapport Schwartz ne peut répondre à** toutes les demandes de formation des jeunes du quartier et reste pour un grand nombre d'entre eux une mystérieuse institution. « *Nous leur avons demandé d'aller voir les jeunes dans les cages d'escaliers et de tenir des réunions avec eux,* explique un habitant, *la réunion qui s'est tenue au « 115 », a failli mal tourner car les jeunes en attendaient beaucoup et se sont rendus compte qu'elle ne pouvait pas tout résoudre* ». Depuis, la mission s'est tout de même rapprochée et tient **une permanence hebdomadaire à l'antenne.**



Un képi reste un képi

Autre source d'inquiétude, l'arrivée sur le quartier de 12 ilôtiers, précédée par « *un tapage municipal et sans préparation de tous les habitants* ». Bien accueillis par le troisième âge, ils le sont beaucoup moins par les jeunes **et les éducateurs. Les sollicitations** n'ont pourtant pas manqué. A l'inauguration du nouveau poste de police, les jeunes furent invités, et quelques jours plus tard, les ilôtiers disputaient un match de foot contre une équipe de jeunes de la cité du port. Du jamais vu. Mais la méfiance reste de mise. « *Un képi reste un képi* », dit un jeune alors qu'un deuxième affirme qu'il n'y a rien « *à attendre de la volaille même s'ils nous laissent faire joujou avec leur talkie-walkie* ».

Mais les problèmes sérieux risquent de se poser à l'avenir lorsque la municipalité commencera à mettre en

La mère kabyle de M. le Maire

« *On digère* ». Ce lundi 7 mars 1983, Didi, responsable d'une radio libre immigrée de Grenoble, Radio Tropic, est encore sous le choc de la défaite d'Hubert Dubedout, battu dès le premier tour des élections municipales, par un jeune candidat RPR, Alain Carignon, 34 ans. Didi ne fut pas le seul surpris par ce résultat.

En 18 ans de mandat, H. Dubedout, qui faisait encore la une des journaux quelques semaines avant le scrutin du 6 mars, avait modernisé et équipé sa ville, transformée en un grand laboratoire, une sorte de vitrine du socialisme municipal, où il faisait bon vivre et que l'on venait de loin admirer et analyser.

Parce que la pression n'arrive pas dans sa baignoire, H. Dubedout, ingénieur au Centre d'études nucléaires, fonde en 1964, « *le syndicat des usagers de l'eau* » et se retrouve très rapidement maire de Grenoble, à la tête d'une équipe municipale composée de quelques PSU, de militants du mouvement associatif et des **groupes d'action municipale. En** 1974, H. Dubedout adhère au Parti Socialiste et se fait élire député, et au lendemain de l'élection de F. Mitterrand, on évoque sa nomination comme Ministre du Logement. Sa politique de réhabilitation du centre ville qui maintient sur place les habitants démunis, même lorsqu'ils sont immigrés (et donc non-votants) le désigne pour un tel poste. Louis Mermaz, Président de l'Assemblée nationale, l'autre homme fort du département, s'y serait opposé et H. Dubedout se retrouve président de la Commission nationale pour le développement des quartiers. L'ex-maire de Grenoble s'investit à fond dans cette tâche, et le rapport remis au Premier Ministre en janvier 1983, est marqué par son expérience.

But essentiel de ce rapport : résoudre le problème de la difficile cohabitation entre français et « *étrangers* ». Ironie du sort, H. Dubedout se fera battre, entre autres raisons, à cause de sa politique équilibrée dans ce domaine... « *Il suffit d'être algérien pour avoir un logement* », colporte la rumeur raciste qui attribue à H. Dubedout une mère kabyle...« *un crime* » impardonnable pour certains. Depuis M. Dubedout a démissionné de la Commission.

Possibilités de crédit.

LES PROGRAMMEURS RÉUNIS
Etablissement Technique Privé
Stages agréés C.P.E.
Programmeur . Analyste
Comptabilité Informatisée
Comptabilité du personnel
Opérateur s/terminal d'ordinateur
77, rue Pascal, 75013 Paris
M ° Gobelins **Tél. 336.43.3[illegible].**

« Notre horizon demeure la plaine d'Auschwitz »...

Alors que les élections municipales ont placé au centre du débat la question de l'immigration, il conviendrait de ne pas oublier certaines vérités fondamentales et de récuser les amalgames honteux comme l'association jeunes immigrés/ violence/délinquance qui fait l'objet de campagnes de presse démesurées.

...
oeuvre sa politique concernant le logement des immigrés. L'objectif dans ce domaine est clairement énoncé dans la convention signée entre la municipalité et la « *commission Dubedout* » : refuser tout nouvelle arrivée de familles immigrées ou originaires des DOM-TOM, résorber les deux cités de transit en relogeant ceux qui travaillent à Gennevilliers sur place et en faisant appel, pour les autres à la solidarité inter-communale.

Rien ne permet d'affirmer que les autres communes accepteront de jouer le jeu, ni que les habitants immigrés visés par ces projets accepteront sans rechigner de se déplacer. Les OS de Citroën et les jeunes immigrés de Lyon viennent encore d'illustrer les mouvements qui agitent les immigrés de France. Comme disait un jeune de Gennevilliers « *il faut sortir le dimanche, monsieur le maire, l'immigration a changé* ».

Driss El Yazami Khammar

(1) « Ensemble, refaire la ville » Hubert Dubedout. La documentation française, 29-31 quai Voltaire 75340 Paris.

De telles pratiques sont dangereuses et masquent la réalité. On ne peut, sans réagir, laisser se développer un mouvement désignant les immigrés et plus généralement tout ce qui n'a pas l'apparence du bon français comme les boucs émissaires dont l'immolation symbolique ou non, rendrait pureté et prospérité à ce pays. Or comment ne pas être inquiets devant l'embarras de nombreux responsables politiques de l'actuelle majorité lorsque cette question leur est posée ? Avant de céder au simplisme des propos racistes et aux réactions irrationnelles qu'ils provoquent nous demandons à chacun d'examiner les quelques faits et réflexions que nous rapportons.

Nous sommes dans une économie ouverte où la main d'oeuvre est considérée comme une marchandise qu'il est possible d'importer à loisir. Quel que soit le jugement que nous portions sur cette logique, c'est elle qui régit le fonctionnement de nos sociétés. Or aujourd'hui parce que ce type de développement est en crise réapparaît miraculeusement le thème du territoire national à défendre « *face à l'invasion de ces b... qui bientôt feront la loi chez nous* ». Que ceux qui tiennent ce langage sachent que les « *pays en voie de développement* » ont les moyens de réagir, que s'ils subissent les conséquences (appauvrissement et émigration) du développement inégal sur lequel s'est fondée la croissance exceptionnelle des sociétés industrielles, ils peuvent refuser de continuer à accepter les règles du jeu économique et financier, se replier à l'intérieur de leurs frontières et suspendre l'exploitation de leurs ressources naturelles. Nous laissons chacun juge des conséquences d'un tel engrenage. Cela suffirait à montrer, en nous plaçant sur leur propre terrain (celui d'une pseudo efficacité économique) l'absurdité des propositions visant à rejeter et à contrôler toujours plus les immigrés.

En réalité la société industrielle s'est avérée incapable de fonder une légitimité propre lorsque s'est effondrée la référence à l'état-nation classique. Aussi, en période de crise, est-ce cette notion qui ressurgit comme le seul point d'ancrage dans la tourmente et l'errance. De ce point de vue la logique protectionniste et celle du rejet des immigrés sont semblables. Elles sont fondées sur une peur identique, sur le même sentiment illusoire d'une sécurité et d'une protection par la fermeture des frontières, sur des préjugés et un apparent bon sens qui ignorent les réalités économiques et sociales. Il suffit à ce propos de rappeler la campagne protectionniste du

P.C.F. et son attitude face aux immigrés, ainsi que les thèses et tentations d'une partie de la droite française.

Si aujourd'hui, nous constatons une désagrégation du tissu social, une marginalisation de couches entières de la population avec un accroissement des situations précaires et un reflux **des solidarités traditionnelles, nous** sommes persuadés que la réponse à ces questions est à inventer, qu'en aucun cas elle ne peut se trouver dans le repli sur soi et l'exclusion de l'autre. Tout le sens d'un projet socialiste devrait donc résider non seulement dans l'effort nécessaire et indispensable de justice sociale mais aussi et surtout dans l'émergence d'une légitimité qui prenne en compte la nouvelle citoyenneté des immigrés. Nous ne voulons pas nous étendre sur ce point (objet d'autres débats) mais seulement affirmer que la prise de conscience et la volonté exprimées par les immigrés est une chance pour l'avenir. Progressivement devrait se dégager, sur la base d'une reconnaissance de droits politiques et sociaux identiques pour tous (indépendamment de la nationalité d'origine ou de la couleur de la peau) un nouveau rapport au territoire national et aux pouvoirs qui ouvre une perspective historique réelle aux mutations qu'impose la crise.

Telle qu'elle est posée dans l'opinion publique la question de l'immigration nous semble l'exemple même du faux problème par où se révèlent toutes les frustrations sociales, tous les désirs d'un nouveau rituel de la purification, les instincts vengeurs trouvant contre qui s'exercer. Alors qu'une politique désastreuse a conduit à la constitution de véritables ghettos tout le débat semble tourner autour du pourcentage supportable d'immigrés. Quelqu'un **va-t-il oser crier ce qu'a d'odieux et** d'immonde un tel raisonnement ? Comprenons-nous encore le sens de nos paroles ? Faut-il vraiment rappeler qu'il s'agit d'hommes de femmes et d'enfants pas de bestiaux ou d'agents contaminateurs dangereux au-delà d'un certain seuil ?

La nausée nous envahit face à cette fièvre haineuse où on ne parle plus que d'expulsions, de sanctions, de fermeture des frontières, de quotas à ne pas dépasser. Si un seuil de tolérance est atteint c'est celui de notre patience face à l'insulte et au délire raciste. Nous connaissons la réalité des « *quartiers à forte concentration immigrée* » ce climat de camp retranché, de désert, d'isolement. On y a parqué tous les maghrébins qui arrivaient et rien ne fut réellement fait pour améliorer les conditions de vie. Aussi est-ce particulièrement détestable **qu'au moindre événement les médias** se livrent à ce petit jeu de la peur identifiant jeunes immigrés et violence. Lorsqu'on dénie à une population tout droit effectif, que de plus elle est condamnée à vivre dans les conditions les plus difficiles et à être largement rejetée et sans perspective on ne doit pas s'étonner lorsqu'elle refuse de se **laisser pressurer et insulter en silence,** ni lorsque certains de ses membres enfreignent les lois d'une société qui n'a pas respecté à leur égard les règles les plus élémentaires de l'accueil et de la dignité.

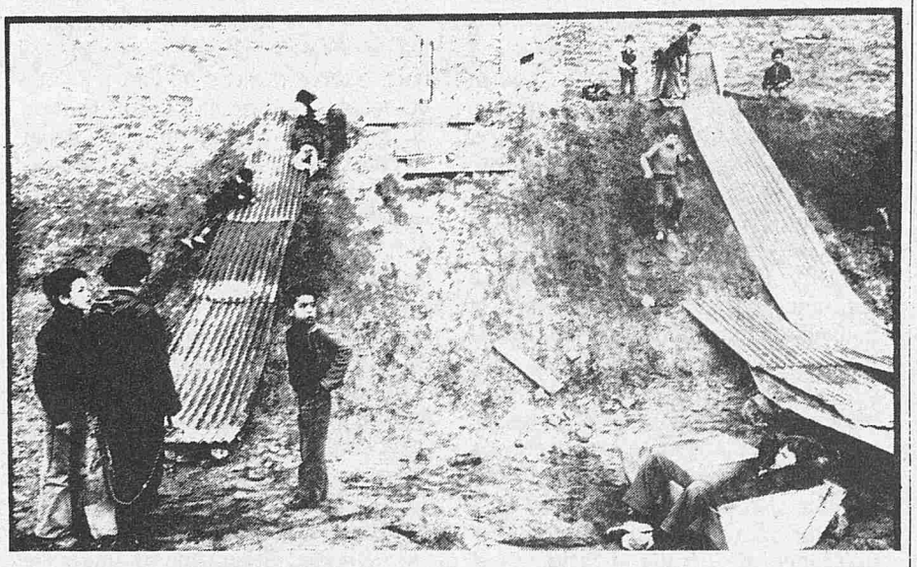
Notre horizon historique demeure la plaine d'Auschwitz ; ne prenons pas la responsabilité de nous taire alors que sous nos yeux la bête immonde accouche d'un monstre identique. Aujourd'hui, nous ne pourrons plus jouer l'innocente surprise ou la bonne conscience abusée.

Alain Redoutey
et Ali Djebablah

Photo Amadou Gaye

9ème congrès de la FASTI :

«Les immigrés, des citoyens à part entière»



Les 21, 22 et 23 mai dernier, s'est tenu à Melun le 9ème Congrès de la FASTI. Une soixantaine d'ASTI (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) y étaient représentées par 170 délégués en majorité immigrés.

Parmi eux, beaucoup de jeunes issus de l'immigration et, chose plus nouvelle dans un Congrès de la FASTI, un nombre non négligeable de militantes immigrées. De fait, la composition de la FASTI et ses activités sont très liées à la situation de la population immigrée et l'engagement dans la FASTI d'un nombre croissant de jeunes issus de l'immigration et de femmes immigrées, témoigne que l'immigration est devenue un fait économique structurel et un fait social et culturel permanent.

Aussi dans cette période où l'extrême droite discrètement soutenue par le reste de l'opposition cherche à destabiliser la société en particulier en développant le racisme, il est important que tout le monde prenne conscience que les immigrés installés et vivant depuis longtemps en France avec leur famille et formant un maillon indispensable à l'économie française, font partie du paysage de la France à tous les niveaux : social, économique, culturel, sportif etc.

Le côté multi-ethnique et multiculturel de la société pose problème si une politique adaptée n'est pas entreprise pour permettre une cohabitation harmonieuse et canaliser les initiatives vers un enrichissement mutuel des communautés.

Le Congrès de la FASTI, conscient de cette situation, a débuté dans une ambiance de pessimisme. Les ASTI il y a deux ans, n'avaient pas envisagé que le gouvernement de gauche puisse être si peu à la hauteur des exigences de cette situation. Avec le recul de ces deux années, les autocritiques ont été vives pour avoir trop cherché la concertation avec le gouvernement et pas assez cherché à imposer de manière combative la satisfaction des revendications des immigrés.

Le pessimisme n'a pas débouché sur la démobilisation jugée déjà beaucoup trop grande parmi nos partenaires. La journée consacrée aux travaux en carrefours a abouti à l'élaboration des priorités d'action :

- Régularisation des sans-papiers
- L'obtention d'une carte unique de 10 ans automatiquement renouvelable et non informatisée pour tous les immigrés,
- L'obtention du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales
- La lutte contre le racisme

et des moyens d'action.

En particulier les ASTI s'attacheront dans les prochains mois à créer ou développer des collectifs locaux sur l'un ou plusieurs des quatre priorités pour mobiliser la population.

Ainsi donc le résultat primordial du Congrès de la FASTI est le constat de la détermination du Mouvement à arracher de nouveaux droits sociaux et politiques pour les immigrés, condition préalable à la possibilité d'une cohabitation sans violence entre les différentes communautés.

Mais les travaux des carrefours, tous préparés par une réflexion déjà longue dans le Mouvement, à travers les rencontres nationales qui ont lieu régulièrement au sein de la FASTI et qui sont généralement ouvertes largement aux autres associations d'immigrés et à travers des commissions de travail permanentes de la FASTI, ont été très fructueux notamment sur les femmes immigrées, la formation, les problèmes de scolarité des enfants immigrés, les jeunes issus de l'immigration, le logement et le séjour.

La FASTI a le double but d'une contribution à l'élaboration de proposition et de mener localement des expériences interculturelles.

D'autre part, de participer à la constitution d'un rapport de force favorable pour arracher de nouveaux droits.

Dans ce sens, le rôle de la FASTI est très important car elle regroupe des militants des différentes ethnies immigrées et françaises. Elle regroupe en son sein à la fois les immigrés de la 1ère génération et les jeunes de parents immigrés, à la fois des militants et des militantes immigrées (notamment maghrébines).

Ainsi le Mouvement ASTI expérimente ce que peut être une société interculturelle, seul projet alternatif valable au projet de violence et de racisme de l'extrême droite.

Michel Lefranc
Président de la Fasti

Hargne policière à Vaux en Velin

C'est plus de la justice, c'est du chantage !

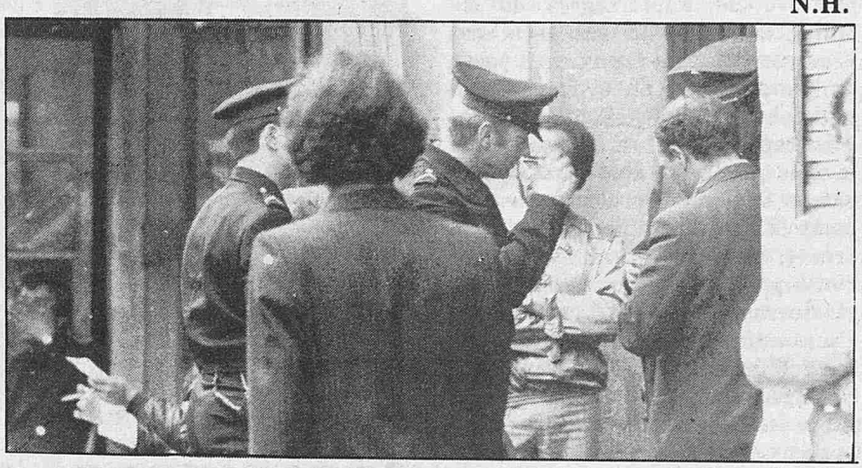
Vaulx-en-Velin, Les Minguettes : deux régions de Lyon où on parle beaucoup des jeunes enfants d'immigrés. La hargne policière semble toujours présente. Deux témoignages nous expliquent mieux ce qui s'y passe...

Mercredi 27 avril 83, 6h du matin : une cinquantaine de flics en civil ou en uniforme et des maîtres chiens perquisitionnent des familles dont ils ont la liste précise, munis de pieds de biche et de cisailles pour forcer les portes au cas où elles refuseraient d'ouvrir.

Au total, dix personnes interpellées, pères de famille, frères et soeurs. Après 3 jours de garde à vue, Luigi Gallieri et Mohamed Ferhat sont placés sous mandat de dépôt. Depuis, aucune visite de parents possible.

La police et le juge voudraient ouvrir un dossier d'assises et essaient d'inculper les deux jeunes d'une tentative d'homicide contre une jeune femme morte dans un accident de voiture d'un prétendu « *vol au constat* » (qui peut être défini ainsi : provoquer un accident pour, au moment d'établir le constat, dérober le véhicule percuté). Les frères de Luigi et de Mohamed parlent de coup monté. Une grève de la faim des deux jeunes entamée en prison a été interrompue au bout de quatre jours par manque de soutien extérieur. Un témoin, victime d'un autre « *vol au constat* » aurait reconnu son agresseur lors d'une confrontation. Mohamed qui mesure un mètre soixante et pèse tout au plus cinquante-cinq kilos alors que lui mesure 1,85 et pèse 95 kilos. « *Des témoins fabriqués de toutes pièces* » diront les frères. Comme pour l'affaire du jeune Saadane qui avait été reconnu par dix-sept témoins pour l'agression d'une station service : à l'heure précise de l'agression, Saadane était au poste de police de Vaulx-en-Velin, en train de faire valider sa carte d'identité. Quand Saadane a demandé au juge de téléphoner au poste de police pour vérifier, il avait fait quatorze jours de prison pour rien. Tout est valable pour essayer d'enfoncer les jeunes des Echarmeaux. On les charge au maximum espérant les faire craquer. En prenant les familles comme otage. Un scénario déjà trop connu : c'est notamment celui de plusieurs affaires aux Minguettes. Aux Echarmeaux, les jeunes n'admettent ni la provocation du 27 avril, ni les motifs de ces arrestations, ni les affirmations de l'inspecteur Sabatier : « *Un jour, les Echarmeaux, je vous aurais* ». « *C'est plus de la justice, c'est du chantage* » rétorque le frère de Luigi Gallieri.

N.H.



...et aux Minguettes

Libérez Kamel !

Samedi 4 juin, 21h : une douzaine de flics accompagnés de maîtres-chiens font irruption à la Cafétéria Casino des Minguettes, et s'en prennent à un groupe de jeune attablés. Coups de matraques et de muselières, lâché de chien... Bilan : 5 blessés (traumatismes crâniens, bras cassés, morsures...), et plusieurs interpellations. Parmi eux, Kamel Lazara, un des onze grévistes de la faim de ce printemps qui sera maintenu en détention. Il est cité sur commission rogatoire à comparaître comme témoin pour les évènements du 21 mars. Seulement, le juge chargé de l'affaire est en vacances

Jeudi 9 juin : Destruction de la tour 106 : 500 policiers prennent position dans le quartier Monmousseau pour parer à une éventuelle action des jeunes en signe de protestations contre l'emprisonnement de Kamel. Perchés en haut d'une autre tour, un groupe d'entre eux tracent en effet à la peinture : « *Massacre à la Cafétéria : Libérez Kamel* ». Mais ils n'en feront pas davantage, tenus par un marché avec les flics : laissez faire la destruction de la tour et Kamel sera libéré. Bluff, chantage... aux dernières nouvelles, Kamel est toujours au trou, et des menaces graves pèsent désormais sur d'autres jeunes actifs pendant et après la grève de la faim.

Malgré la volonté affichée d'ouvrir une nouvelle ère de réhabilitation et de dialogue aux Minguettes, les policiers ont rompu la trêve conclue après l'intervention de M. Figeat. Cela, au lendemain des manifestations séditieuses de policiers à Paris !

Agence Im'média

La justice en accusation

A la mémoire de Wahid Hachichi

« *Un drame de l'auto-défense* » dira la presse qui titre sur « *la vie brisée* » de Nicolas Bardelli, 20 ans, meurtrier-victime d'une tentative de vol de BMW. Depuis le 6 mai dernier, il est libre, sous contrôle judiciaire.

Aujourd'hui, la famille et les amis de Wahid, qui se sont constitués partie civile, s'interrogent sur les multiples anomalies qui entachent l'instruction d'un meurtre en passe de devenir une nouvelle affaire judiciaire.

Le rapport d'autopsie indique que la balle qui a tué Wahid a traversé de bas en haut, et non comme l'a rapporté la chambre d'accusation et la presse, de haut en bas. En outre, son corps porte des traces de coups en plusieurs endroits ainsi que la trace d'une autre balle au coude. Allant dans le même sens, de multiples témoignages patiemment recueillis par la famille infirment la thèse de la tentative de vol et laissent entrevoir une mise en scène pour maquiller un meurtre de sang froid...

Mais la justice fait la sourde oreille et refuse jusqu'à présent de procéder à la reconstitution et à délivrer les conclusions de l'expertise balistique. Pour couronner le tout, le dossier a changé cinq fois de juge d'instruction. Un de ces juges aurait même été le professeur de musique de Bardelli.

Bardelli libre, la famille et les amis ont décidé de porter l'affaire sur la place publique et entendent mener leur propre enquête, avec, bien des rebondissements en perspective d'ici les Assises...

Un forum sur la justice aura lieu début juillet à Lyon, en présence de M[e] La Phuong et Paul Bouchet, ex-bâtonnier du barreau, et des mères des jeunes récemment assassinés à Paris, à Lyon et à Marseille. A l'instar des folles de la place de mai en Argentine, les mères veulent rappeler aux mémoires leurs enfants disparus en se réunissant elles aussi, sur la place publique.

Agence Im'média

Wahid Hachichi, un lycéen de 18 ans, a été assassiné le 18 octobre 82 sur le qua Général Serrail, à proximité de l'ex-commissariat Vauban et du consulat d'Algérie à Lyon.

Témoignage de son frère

Au lendemain d'un meurtre d'un jeune maghrébin tout le monde appelle au calme. Educateurs, adjoints, consul, etc, même des jeunes issus de notre propre communauté — et je l'ai entendu de mes propres oreilles — qui nous demandent de ne pas élargir le fossé entre Français et Immigrés. Un jeune de 18 ans se fait flinguer et après on voudrait que l'on soit comme avant. Si un gars perd son frère et qu'il continue à réagir comme avant, c'est ça qui me ferait peur. Quand je pense que Wahid a eu une mort stupide et absurde, qu'il est mort dans une rue, atteint par deux balles en plein coeur. Je suis incapable d'admettre qu'un crétin tire froidement sur un adolescent sans raison, pour le plaisir de faire un carton sur un Arabe. C'est parce que Wahid est arabe que Bardelli a tiré. On ne peut pas me bourrer le mou, question violence. Pour moi pas de doute : c'est un assassinat pur et simple. Cette affaire m'a foutu un choc dingue, l'atmosphère de sympathie à l'égard de Wahid était si grande que tout le monde a bien réagi, que ce soient ses amis, le lycée ou lors des manifestations de jeunes immigrés le 11 novembre. Il a fallu une semaine entière avant que je ne sois capable de bouffer et de dormir. J'étais tellement parti que je ne me rendais plus compte de rien. Personne n'a vraiment compris dans quel état je me trouvais. Tu ne sais plus que faire et en plus tu constates que le récit sur la mort de ton frère fait par la presse, est accepté tel quel par les autres. Jamais je n'oublerais le jour de la mise en terre, le 4 novembre, après la manifestation des lycéens le matin.

L'ambiance me prenait aux tripes : des cris, des pleurs... Après avoir tenu Wahid pendant dix minutes dans mes bras à la morgue, on m'a enlevé de force des évanouissements des personnes proches de la famille. Au cimetière 200 personnes environ, le photographe n'a pas pu prendre de

...

Quinzaine de la Cimade à Lyon

Construire la paix sociale

Suite à un week-end organisé par la CIMADE avec les jeunes sur l'emploi, les 19 et 20 mars 1983, à Saint-Fons, au Sud-Est de la communauté urbaine de Lyon ; suite à la grève de la faim qu'une douzaine de jeunes du quartier *Monmousseau aux Minguettes* à Venissieux ont observé 12 jours pour protester contre les provocations et demander l'ouverture d'un chantier les occupant à la transformation du quartier ; suite à la réponse positive donnée aux jeunes par Monsieur Figeat du Cabinet du Premier Ministre, beaucoup de détermination et une large collaboration se manifestent ce printemps dans l'Est Lyonnais.

Mais la crainte d'un été chaud demeure qui remettrait en cause tout l'acquis de ces semaines.

Pour étayer les chances d'un été constructeur de paix sociale, la CIMADE croit bon de prendre une initiative dans cette région-test pendant les derniers jours du Ramadan (première quinzaine de juillet à Saint-Flons, Villeurbanne et Vénissieux).

Il s'agit d'offrir un droit de répondre aux propos entendus sur les étrangers de France pendant la campagne municipale.

Répondre en dix soirées.

Répondre par le silence d'abord pour exorciser l'ombre de l'apartheid projetée par le spectacle « *L'Arme à l'oeil* » du théâtre silencieux *Barkane l'Ange.*

Répondre par un forum d'idées ensuite pour chercher les conditions de plus de paix sociale et en débattre avec les invités de chaque soirée : des élus locaux et nationaux, des autorités religieuses, les pouvoirs publics, des associations d'étrangers, des mouvements de défenses des Droits de l'Homme et des Droits des Peuples, des organisations syndicales, etc.

Pour mieux épouser l'histoire, cette campagne à vocation nationale partira de la *Maison des Jeunes et de la Culture à Saint Fons* dans le Sud-Est Lyonnais, un jour du Ramadan 1983, le *mardi 5 juillet.* Elle se développera jusqu'à son point culminant, la *Maison du Peuple des Minguettes,* pour la soirée du samedi 16 juillet, organisée par l'association née de la grève des jeunes en avril 1983 : *SOS Avenir Minguettes.*

Pour mieux orienter l'histoire, le mot d'ordre *Droit de réponse, Devoir de paix* lie le droit au devoir, la paix à la réponse. La Paix est en effet un Devoir, celui de chercher les remèdes à ce qui traumatise la vie légitime d'un groupe social, celui de trouver des solutions aux problèmes de logement, d'emploi, d'éducation, d'existence juridique, etc... qui génèrent la violence réciproque. Ce *devoir de paix* donne le *droit de répondre* à tous ceux qui, dans leur conquête du pouvoir, jouent sur la peur des gens, misent sur les réflexes d'auto-défense et gagnent dans la provocation. *Droit de répondre devoir de paix,* n'est pas un slogan mais un mot d'ordre de résistance active et constructif d'une paix sociale qu'il faudra toujours arracher par un effort collectif coûteux de créativité.

Georges Combet
CIMADE

La larme ou les armes

photos, l'ambiance était trop dure, dira-t-il. Je me souviens d'une dernière longue discussion que j'ai eu avec Wahid la veille de sa mort. Il arrivait avec [illegible] casque de Walkman sur les oreilles et tout en dansant, il m'avait dit « *écoute cette musique du groupe Orient Express, elle est super* ». Mais deux jours plus tard, je l'ai trouvé à la morgue, je l'ai vu à côté de moi, j'ai su tout de suite qu'il était mort : son visage fermé, aucun geste n'était possible. Quand je pense à son sourire, à sa joie de vivre qu'il savait nous faire partager, à sa façon de parler, à son regard toujours rêveur ce qui lui donnait un air mystérieux et lointain, sa façon de marcher vite et silencieusement avec son corps tout en longueur. Je me souviens de nos longues discussions sur les points d'actualité ou sur nos problèmes personnels. Je me souviens de nos vacances cet été 82 où nous allions danser tous les soirs, et chaque soir, c'était au tour de chacun de payer un coup à boire, je me souviens de cette dernière cigarette que tu m'avais roulé, assis à une table d'un bar, moi qui ne fume pas. Il ne parlait jamais pour ne rien dire, son contact était facile, et il savait aider ses amis dans les moments difficiles. Il refusait de fermer les yeux devant tous les problèmes qui touchent ce monde, la violence, les crimes, le scandalisaient, c'était sa façon d'affirmer sa personnalité d'adolescent inquiet face à un monde difficile. Son engagement politique était profond, aux manifestations lors de l'invasion d'Israël au Liban, et après les massacres de Sabra et Chatila, il était présent, et portait sur lui souvent un badge : « *une terre pour les Palestiniens* ». Maintenant Wahid est mort. La famille et ses amis feront tout pour que Wahid survive dans une certaine justice, pour que sa mémoire reste gravée dans la tête des gens. Un livre va être édité sur les écrits de Wahid et ceux de ses amis. Un film en 16mm est en projet, pour préparer le procès. Parce que sa mémoire doit être respectée.

Hachichi.

Controles d'identité

Comment réagir ?

Conversation, un soir très ordinaire, dans le métro parisien....

Il est 22h, je suis assise dans le métro depuis une ou deux stations, quand un jeune homme « *basané* », comme on dit, monte, une cigarette allumée à la main et s'installe en face de moi. Je réprime l'envie de lui faire une remarque, il a l'air si fatigué.

Quelques minutes après, s'avance un homme (25 ans environ), en civil, tiré à quatre épingles qui s'approche de l'homme assis en face de moi, une sorte de porte-clefs à la main.

— « *Eteignez votre cigarette* » !
L'autre obtempère.
- « *Vos papiers d'identité* » !
Doucement, le jeune homme assis demande :
— « *Vous me demandez mon identité et vous* » ?

Alors un homme plus âgé, 55 ans peut-être, portant un imperméable et tenant une pochette à la main intervient :
— « *Vous n'avez pas vu ce qu'il vous a montré* » ?
L'homme de 25 ans, ressort alors ce que j'avais pris pour un porte-clefs et le montre au jeune assis qui le regarde avec attention (il s'agissait probablement d'une plaque de police).
L'homme âgé reprend :
— « *Alors, tu as vu ou tu veux une photocopie* » ?
Le jeune homme assis sort alors un vieux papier froissé que le « *jeune au porte-clefs* » examine avec soin et dont il recopie les données sur un carnet.
— « *Il n'y a pas d'adresse* » ?
— « *Où habitez-vous* » ?
— « *Rue...Montreuil* ».
C'est l'homme le plus âgé qui continue l'interrogatoire :
— « *Où allez-vous* » ?
— « *Gare d'Austerlitz* ».
— « *Ça m'étonnerait dans cette direction* ».
— « *Où allez-vous* » ?
— « *A... chez ma femme* » et il sort un billet de train.
— « *A quelle heure partez-vous* » ?
— « *23h15* ».
L'homme plus âgé regarde sa montre et dit :
— « *Ça peut aller, vous l'aurez* » !
Pendant cet interrogatoire absolument injustifié, j'étais écoeurée qu'on puisse dans notre pays interpeller ainsi les gens qui circulent tranquillement et ce, seulement parce qu'on a une apparence non française, non blanche ; mais je ne réagissais pas, je n'osais pas intervenir dans cette scène qui se déroulait devant moi, et pour-

tant, je ne pouvais laisser faire sans réagir. C'était une question d'honnêteté, de solidarité envers quelqu'un en situation d'infériorité.
Quand les deux hommes se sont détournés du jeune assis pour descendre à la station suivante, je me lançai :
— « *Vous ne contrôlez pas tout le wagon* » ?
Le plus âgé répondit d'un air furieux :
— « *Oh ça va hein* » !
Je repris :
— « *Ce n'est qu'une question* » !
Alors avant de descendre :
— « *Ne posez pas de question idiote...* »
— « *Merci* », dis-je très fort, avant qu'il ne disparaisse.
Le jeune homme qui avait procédé au contrôle d'identité passa devant moi, regarda sans rien dire et descendit.
J'étais furieuse devant ce qui venait de se passer, je dis alors au jeune homme qui était toujours assis en face de moi :
— « *C'est honteux* ».
Il répondit :
— « *Je vous remercie* ».
— « *Vous savez, je risque rien* » !
— « *Non, mais c'est le geste, merci beaucoup* ».
Je descendis à la station suivante...

Claude Mangin

P.S. : *En attendant le feuilleton de la loi « sécurité et liberté » continue. Le projet de loi a été porté 3 fois devant les députés et il doit être examiné en 3e lecture par les sénateurs avant d'être adopté définitivement par le parlement. L'amendement sur les contrôles d'identité est très ambigu : vu les pratiques dont on peut être témoin quotidiennement, il faudrait au moins que la loi soit précise et garantisse réellement la liberté de chacun. Nous sommes tous concernés et la question reste posée de savoir quelle attitude chaque citoyen doit avoir quand il est témoin de pratiques abusives.*

Publicité

Stages en Informatique

I.F.A. Forme à Paris

OPERATRICE I.B.M.
OPERATEUR
PROGRAMMEUR

Ouvert toute l'année

Cours IFA : 770.01.11
68, rue du Faubourg Sant-Denis

Municipales:la nouvelle bataille de Dreux

Le tribunal administratif d'Orléans a annulé le lundi 14 juin les élections municipales de Dreux. On se souvient que les scrutins du 6 et 13 mars 1983 avaient été marqués par une forte campagne xénophobe et que la liste de gauche conduite par le député-maire sortant, Françoise Gaspard, avait gagné in-extremis par 7 voix. Au lendemain du 13 mars, F. Gaspard avait d'ailleurs démissionné au profit d'un de ses co-listiers pour se consacrer à la lutte anti-raciste.

La nouvelle bataille de Dreux risque d'être sensiblement différente puisque le RPR et l'UDF ont déjà décidé de refuser l'alliance proposée par le Front National de J.M. Le Pen ; cela n'empêchera sûrement pas le groupe d'extrême-droite d'attiser la haine, quitte à négocier un désistement lors du second tour. La mobilisation des jeunes d'origine immigrée (votants potentiels) et de la communauté française-musulmane, fortement représentée à Dreux, que l'on avait sentie après le 6 mars 1983, risque d'être plus accentuée et de peser sur l'issue du scrutin prochain.

Radios météques:les dérogées et les autres

Les premières autorisations officielles ont commencé à arriver aux sièges des diverses associations de radio. A Paris, Média-Soleil qui regroupe Soleil Ménilmontant, Soleil Goutte d'Or, Antenne Pili-Pili et Fréquence Sorcier, devra partager la fréquence 102,7 avec Afrique FM qui regroupe deux autres radios.

Radio Beur qui refuse l'adjectif de radio immigrée se retrouve avec Radio Rencontre et Radio Ask, la radio arménienne dépêchée par la commission Galabert. Ces dérogations sont fortement contestées par d'autres radios, nées plus récemment et qui estiment que la communauté musulmane se retrouve sans fréquence. A Paris, toujours l'exclusion de Radio Voca de la fréquence DOM-TOM suscite beaucoup de remous.

En province par contre, la situation est beaucoup plus simple. Trait d'Union (Lyon), Tropic (Grenoble), Gazelle (Marseille), Nessim (Montpellier), et Rencontre (Dunkerque) ont reçu un avis favorable et les autorisations ne sauraient tarder. Plusieurs autres projets ont par ailleurs été déposés auprès de la haute autorité notamment à Nice et à Marseille.

Immigrés portugais en lutte

Le 10 juin, plusieurs centaines de Portugais ont manifesté à Paris, protestant contre la détérioration des conditions de travail des enseignants de portugais et des fonctionnaires consulaires, contre les conditions méprisables à l'égard de l'enseignement du portugais (Circulaire du 23 avril) et pour le droit à une vie sans discriminations en France.

Dans toute la France de dix jours, car une grande part des fonctionnaires n'ont pas de status professionnel et sont victimes de toutes sorte d'injustice. D'autre part, les autorités scolaires françaises se dérobent à leurs devoirs de création de cours de portugais dans les collèges et lycées. Pour une centaine de demandes, qui ne répondent qu'à une partie des besoins, elle n'ont accepté que 8 !

Cette manifestation, qui a reçu un large soutien des associations de portugais, est une première réaction. La situation dans l'enseignement de la langue et culture d'origine, qui préoccupe énormément les parents avec la suspension des animateurs linguistiques devient de plus en plus aigüe.

Un malaise s'installe parmi les portugais à propos des conditions de son insertion dans la société française.

D.L.

Urgence

La récente campagne électorale a été caractérisée par le développement d'arguments xénophobes qui risquent de ne pas être sans conséquences pour la société française si nous n'y prenons garde.

C'est pourquoi, il nous parait indispensable, en partant des faits, que le PSU soit aux premiers rangs d'une lutte idéologique qui risque d'être difficile mais qu'il faut absolument gagner sous peine d'évolution fascisante du régime en France.

Depuis plus d'un siècle, la France est un pays d'immigration, pratiquement le seul en Europe, de telle sorte qu'un Français sur cinq a, au moins, un arrière grand parent d'origine étrangère. Mais jusqu'à ce jour la France a su, après avoir broyé les provinces assimiler tous les immigrants. La situation actuelle est nouvelle par certains aspects.

Il y a en France plus de quatre millions d'immigrés, plus d'un millier et demi de naturalisés, plusieurs centaines de milliers de ressortissants des DOM, sans compter les musulmans rapatriés, les enfants d'immigrés qui ont la nationalité française, les travailleurs clandestins, les réfugiés, soit 7 à 8 millions de personnes « *allogènes* ».

Parmi ces étrangers ou ces Français d'origine étrangère, un certain nombre ne veut pas ou ne peut pas s'assimiler pour des raisons politiques (guerre d'Algérie), culturelles (religion) ou raciales (couleur de la peau). C'est là un phénomène nouveau qu'il faut prendre en compte.

Devant cette situation, plusieurs positions sont possibles :

• Le rejet simpliste qui consiste à affirmer que l'explusion des immigrés résoudrait tous les problèmes. Il est inutile d'insister, cette proposition n'est possible ni économiquement, ni politiquement, ni humainement.

• Le refus de voir la situation en face qui peut prendre des formes diverses et simplificatrices : « *Français — Immigrés, même patron, même combat* », un peu passé de mode. « *Les Immigrés fer de lance de la révolution tiers mondiste en France* », ou encore plus ringard ; et la plus à la mode actuellement : le multiculturalisme, pluriculturalisme, interculturalisme ou tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil.

Malheureusement, cette dernière proposition, prise sous cette forme simplifiée à laquelle elle se réduit souvent, est aussi inopérante que les précédentes. Certes il faut prendre acte que l'Islam est la deuxième religion de France, qu'il existe une minorité noire et que ces faits sont désormais irréversibles.

Mais à partir de ces faits, affirmer l'avenir sans problème du multiculturalisme, sauf opposition des méchants réactionnaires qui ne comprennent rien, est un aveuglement. Les exemples étrangers sont multiples qui montrent les difficultés du multiculturalisme et les dangers qu'il porte en lui. Et c'est, dès aujourd'hui, qu'il faut construire les moyens qui permettront de mettre en place cette société interculturelle riche de son fond commun et de sa diversité.

Tant que la droite imposera son idéologie sur tout ce qui touche à l'immigration, tant que les immigrés seront marginalisés par l'école, l'habitat, l'emploi, la politique, la justice, la police, le droit... les diverses cultures traduiront la hiérarchisation des rapports sociaux et les jeunes issus de l'immigration n'auront d'autre moyen d'expression ou de résistance

que la révolte immédiate ou différée qui passe par l'intégrisme religieux, culturel ou racial.

Il nous appartient donc de faire en sorte qu'à la politique du rejet succède celle de convivialité, que soient reconnus les apports des immigrés au niveau culturel, social, politique, sportif, que soient combattues toutes les formes d'inégalité des droits sociaux aux droits politiques. Il faut aussi donner aux immigrés les moyens de revendiquer leurs droits en apportant une aide politique et matérielle aux organisations qu'ils se donnent ou luttes qu'ils mènent sans renoncer pour cela au droit de dialogue et de critique.

C'est dans cette perspective que se situe la campagne pour la carte unique. Il est évident que la carte unique, à elle seule, ne résoud rien. Elle est un pas vers l'égalité des droits par la reconnaissance du droit au séjour sans restriction.

Mais de multiples propositions peuvent être faites : le droit de vote, (proposition malheureusement oubliée par Mitterrand, mais les élections européennes approchent et il parait invraisemblable que les électeurs vivant dans un autre pays de la Communauté soient exclus, de droit ou de fait de ce vote), droit au séjour (par la carte unique, concertation, (mise en place de Commissions consultatives Immigrés au niveau municipal, départemental, régional, national, désignation d'un médiateur spécifique qui pourrait être saisi directement par les associations)...

Il est urgent de réparer des dégâts accumulés pendant plus de 20 ans. Il est évident que tout ne peut être fait en un seul jour, mais il est tout aussi évident que certains utilisent trop facilement le langage de la droite. C'est un jeu dangereux. Un simple incident demain, une bavure peuvent dégénérer en affrontement. Il n'est pas dit alors que Beaufs, policiers ou gouvernants sachent éviter les dérapages. Nous ne voulons pas d'une nouvelle guerre d'Algérie.

Paul Oriol
Commission Immigrés PSU.

C'est le préjugé mon frère

Ras-le-bol du racisme ! Passons à autre chose !

— Mais non, il est quotidien ! Il faut le dénoncer. Les gens quand ils sont informés, ils se remettent en cause... Tu ne penses pas ?

— Tu ne vas pas me dire que tu changeras les mentalités ?

— Ne sois pas fataliste comme ça ! Réfléchis, observes, mobilises toi, dénonces les bavures. Peut-être que tu aimes vivre ta douleur silencieusement, mais crois-moi là tu fais ton propre ennemi ! Tu as ta dignité, tu n'es contre personne. Parfois on dirait que tu as honte de parler du racisme. Il n'y a pas à avoir honte. Il y a des gens braves qui t'écoutent et te comprennent. Ne sois pas lâche ! Mais bien-entendu sans haine aucune et contre personne. Tu es responsable, tu sais.

— Responsable moi... de quoi... Ce sont eux !

— Les autres croient bien faire, tu sais. C'est à toi de leur expliquer et d'intervenir auprès de qui tu peux.

— Ils sont tous pareils ! Il y a un grand préjugé sur les étrangers en France.

— Tous le monde sait qu'il y a un préjugé, il faut l'atténuer. Tiens, je te raconte quelque chose : ce vendredi à Vilgénis (établissement scolaire de Massy) j'ai vu une pièce théâtrale qui m'a fait vraiment plaisir. Ce qui m'a d'abord émerveillé c'est le clivage ethnique des spectateurs-élèves que je trouve formidable. Sur la scène, il y avait Samera dans le rôle d'un ange qui pédale sur une bicyclette imaginaire. Il y avait aussi Samira qui a joué un rôle assez ambigu d'un tueur assoiffé de sang, le pistolet au poing. Elle tirait dans tous les sens et demandait à Dieu de lui envoyer des âmes à massacrer.

— Tu as l'air emballé.

— Il y a de quoi, quand tu vois des jeunes de la deuxième génération se mêler à leurs camarades français pour faire des choses intéressantes.

— C'était quoi le thème ?

— La pièce n'a pas de titre mais ça pourrait s'appeler 250 ans de dictature à travers la science et la stratégie sur la religion, la noblesse, le peuple, le travail, le rêve...

— C'est fait par qui ?

— Chacun des acteurs, parait-il, a proposé le rôle qu'il voulait jouer et le réalisateur a fait de l'ensemble des propositions une pièce. Une demi-heure avant la fin, c'est devenu fabuleux, avec une fresque qui mérite un poster !

— Comment as-tu été informé de la pièce ?

— C'est par une amie dont la fille jouait dans la pièce. Mais cherches mon vieux. Tu veux que le fruit te tombe mûr entre les mains et en plus c'était gratuit pour ce que j'ai vu, cela ne m'aurait pas dérangé de payer pour aider. Il y avait aussi un prénommé Ali qui jouait le rôle d'un savant qui appelle à faire les mathématiques et non l'amour.

— La fin était comment ?

— Tout le monde est mort suite à l'explosion d'une bombe à retardement. Tiens, j'allais oublier un détail durant la pièce, il y avait trois filles devant moi Orsay, pendant la visite j'ai pris un accroupie entre les deux autres. Lorsqu'elle avait mal, elle se relevait involontairement elle me cachait la scène, à chaque fois je le lui ai fait remarquer. A un moment qui était presque creux sur scène, elle est partie se dégourdir les jambes et subitement, elle est revenue en vitesse chuchoter quelque chose à ses deux copines. Elles m'ont jeté un rapide regard accusateur et ont regardé le porte-document qu'elle avait laissé sur place.

— Tu vois ce que je t'ai dit : c'est le préjugé.

— Mais moi, j'ai feint de n'avoir rien vu. Je faisais l'attentif à la scène. D'ailleurs c'est ce qui m'intéressait. Mon voisin de gauche, un jeune, il doit être un élève de l'établissement, d'un air sympathique m'a dit : « *Tu as vu les connes* » ?. J'ai largué un sourire sans donner de suite. Ce même vendredi, j'étais invité à un vernissage à Orsay, pendant la visité j'ai pris un pot, une adolescente était à côté de moi, avec indélicatesse elle a dit à son voisin : « *J'ai les pieds qui me démangent* ». Est-ce qu'elle s'est adressée à moi ? Et puis des fois on a des doutes mon frère, on se sent fragile quand certains regards te fusillent dans le métro, dans les cafés, dans les salles de cinéma et dans la rue.

— C'est le préjugé mon frère !

— Ne restes pas les bras croisés à me répéter : « *C'est le préjugé, mon frère* ». Fais quelque chose !

— Les gens sont de mauvaise foi !

— Oui, mais malgré leur mauvaise foi, lis sur l'immigration par exemple, c'est un sujet intéressant. Informes-toi et informes les autres. Crois-moi, mon frère on a vraiment besoin les uns des autres.

Jemmah M'Hamed

GRANDE BRETAGNE

Comment s'assurer le vote des non-blancs

Blacket/ou British

Est-ce que le parti conservateur a trouvé le meilleur moyen de s'attirer le vote des non-blancs en insérant dans quinze hebdomadaires ethniques une page de publicité montrant la photo d'un noir pour la presse caribéenne, ou d'un indo-pakistanais pour la presse asiatique sous le slogan « *Pour le Labour c'est un Noir, Pour les Tories c'est un Britannique* » ? Le « *Caribbean Times* », journal le plus radical et le plus militant de toute la presse noire a refusé l'affiche qualifiée par l'éditeur : « *insulting, obnoxious and immoral* ». En opposant les deux catégories, « *britannique* » et « *noire* », les tories ont soulevé le dilemme quotidien de la population en provenance du Commonwealth, progressivement exclue du Royaume Uni par des lois sur l'immigration, ségrégationnistes, mais ayant la possibilité de participer à la vie publique avec les mêmes droits que les anglais car, citoyens du Commonwealth ayant le statut de sujets britanniques.

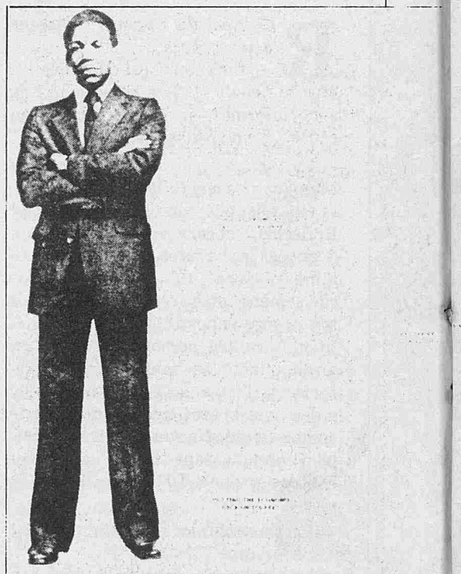
Le parti conservateur et le parti travailliste ont dû tous deux céder au vote anti-immigré au cours des deux dernières décennies ; ils doivent maintenant faire place aux voix des minorités dites ethniques car celles-ci font partie de la population des « *floating voters* » (vote flottant) qui pourraient être déterminants dans les circonscriptions où la majorité du candidat élu est inférieure à la population du Commonwealth ayant le droit de vote. Aux élections de février 1974, il y avait 76 circonscriptions de ce type ; en octobre 1974, le nombre s'était élevé à 85 : et en 1979, quand Thatcher fut élue, il y en avait 41 dont 22 à Londres. Le 9 juin en aura 37.

Bien sûr, il ne suffit pas d'avoir le droit de vote, encore faut-il s'inscrire sur les listes électorales pour l'exercer. On observe une augmentation distincte du pourcentage des minorités inscrites qui était de 63% en 1974 et de 81% en 1979 pour les Afro-Caribbeans et pour les Indo-Pakistanais, 73% en 1974 et 77% en 1979, et également un taux de participation plus élevé que dans la population locale. Les voix des minorités vont plutôt vers les travaillistes.

L'établissement des minorités du Commonwealth à prédominance urbaine a amené un changement dans les enjeux électoraux. En 1964, le candidat conservateur, Peter Friffith, de Smethwick, banlieue ouvrière de Birmingham et fief travailliste lance le slogan « *If yow want a nigger neighbour, vote labour* » (si vous voulez un voisin noir, votez travailliste) qui lui vaut le siège ; et ce fut un choc très rude pour les travaillistes malgré leur victoire électorale. Harold Wilson qualifia Griffith de « *parliamentary leper* » (parlementaire lépreux) en public ; mais, dans les réunions du Cabinet, le parti reconnaît que l'immigration des travailleurs du Commonwealth est un enjeu brûlant et, en 1965, il annonce un quota annuel pour leur entrée. Cette capitulation face au racisme tel qu'il fut exprimé dans le vote prit de l'ampleur quand Enoch Powell, député conservateur à l'époque, monta sur les planches en 1967 attirant l'attention du public vers l'entrée non-contrôlée au Royaume Uni des Indiens Britanniques en provenance d'Afrique orientale, prédisant « *rivers of blood* », (rivières de sang), c'est à dire d'inévitables conflits raciaux si cette immigration devait continuer. Là-dessus, les travaillistes introduisent le « *grandfather clause* » (clause du grand-père) c'est à dire la libre entrée au Royaume Uni aux seuls sujets britanniques ayant un parent ou un grand-parent qui y soit né, faisant ainsi du Royaume Uni un pays qui exclut un certain nombre de ses propres citoyens en raison de leur origine ethnique.

Enoch Powel fut exclu du parti conservateur, mais il est probable que ses déclarations aient contribué à la victoire inattendue des Conservateurs en 1970 et ouvert la voie aux activités électorales du Front National fascisant qui conteste 10 sièges en 1970, 54 en février 1974, 90 en octobre 1974 et 303 en 1979 sans le moindre succès. Cette fois-ci 61 candidats. Il est également probable que cette activité anti-immigrés brisa toutes les illusions que les minorités pouvaient avoir quant au contenu du statut « *britannique* » alors qu'ils étaient surtout perçus comme « *black* » ou, à cette époque, « *coloured* ».

La décennie 1970 fut marquée par d'importantes luttes de la part des travailleurs du Commonwealth, qu'il s'agisse des grèves menées par les travailleurs indiens dans les usines qui obligèrent le mouvement syndical à prendre la discrimination raciale en considération — la grève la plus importante, celle de Grunwick, en 1976 par une Indienne Mrs Desai, ou la campagne par les afro-caribéens contre le Vagrancy Acte de 1824 et les campagnes contre le Vagrancy Acte de 1824 et les campagnes contre la législation sur l'immigration, pour



Affiche électorale du Parti Conservateur, ou comment s'attirer le vote des non-blancs.

l'égalité des droits des femmes et le droit à la vie familiale.

La lutte se poursuit également sur le plan électoral, à la fois municipale et nationale. A partir de 1976, le succès des candidats ethniques aux élections municipales amène les Tories à créer l'Anglo-Asian Conservative Society et le Anglo-West Indian Society, les travaillistes créant une Race Action Group. Aux élections nationales de 1979, 5 candidats des minorités ethniques sont présentés :

2 tories,
1 travailliste,
2 par les libéraux.

Ces trois partis distribuent des tracts traduits dans plusieurs langues et les enjeux électoraux sont largement commentés dans toute la presse ethnique. Mme Thatcher gagne, malgré son allusion à la télévision nationale en janvier 1978, au fait que les immigrés « are swamping us with their culture » (Les immigrés nous inondent de leurs cultures).

Le succès de 76 candidats des minorités ethniques aux élections municipales de 1982 pour le compte des 3 partis principaux est sans doute une explication partielle au fait que 17 candidats furent présentés le 9 juin :

3 Tories,
6 travaillistes,
4 libéraux,
4 sdp.

Mais aucun de ces candidats n'est présenté dans une circonscription par le parti local. Un autre facteur est exprimé dans le Sunday Times 29 may par un jeune militant à Leicester — « They won't ever again shut us out. They must decide where we say it, in Parliament or on the streets » (Ils ne nous excluront jamais plus. Il faut qu'ils se décident. On doit s'exprimer ou dans le Parlement, ou dans la rue.)

En effet les insurrections de 1981 notamment dans le quartier de Brixton à Londres ont démontré le désespoir des voix qui ne trouvent plus d'écho. Qui a entendu les slogans du Black Peoples Day of Action quand, un mois avant les insurrections à Brixton, 20.000 personnes ont traversé Londres pour protester contre la mort de 13 jeunes dans un incendie à New Cross en janvier 1981 — incendie d'origine criminelle ? Par la suite, Lord Scarman a prêté l'oreille à certains d'entre eux pour conclure que, si le racisme institutionnel n'existe pas à son avis au Royaume Uni, le désavantage racial et la discrimination raciale n'ont pas encore été éliminés.

Au début de cette année, le « *Greater London Council* » (municipalité de Londres) présidé par le travailliste Ken Livingstone, fait un effort dans ce sens, en inaugurant une campagne pour faire de Londres une zone anti-raciste. Des experts ont été recrutés pour mettre en oeuvre une politique qui s'illustre par exemple par la directive donnée en mai aux 20 000 compagnies qui produisent et travaillent pour le « *Greater London Council* », de fournir une liste analytique de leurs employés par sexe et par race s'ils veulent rester sur la liste des fournisseurs agréés. Dans la municipalité de Brent à Londres, tous les employés doivent déclarer leur origine ethnique pour toute demande de poste. Sept postes de conseillers ethniques doivent être créés par cette municipalité travailliste. Dans le même sens, le conseil des West Midlands vient de voter 20 000 livres pour aider les commerçants noirs.

Les temps ont changé. Le vote ethnique estimé à 1 200 000 est stratégiquement situé dans les centres urbains et surtout dans les centres inscrits dans la politique de rénovation. Enoch Powell à 71 ans voit son siège Unionist en Ulster menacé par Ian Paisley. La révélation que leur candidat à Stockton a contesté un siège à Birmingham, pour le compte du Front National à deux reprises en 1974, a semé la confusion chez les Conservateurs. Selon Mrs Thatcher, dans une démocratie, tout le monde devrait avoir le droit de changer d'opinion. Le Daily Telegraph montre en première page la photo du Candidat Tory pour Ladywood Birmingham, une indienne en sari. Roy Jenkins fait une tournée le samedi matin au marché de Brixton.

La publicité des Conservateurs, déclarant que la personne présentée est britannique, est particulièrement ambigue si l'on se rappelle que la nouvelle loi sur la nationalité britannique votée par les Conservateurs, entrée en vigueur au 1er janvier de cette année, crée trois grandes catégories de citoyens britanniques :

British citizens (citoyens Britanniques)
British Overseas citizens (citoyens d'Outre-Mer)
British Dependent Territory citizens, (citoyens des colonies)

qui se distinguent essentiellement par le fait que les premiers ont libre accès au Royaume Uni, alors que les deux autres catégories ne l'ont pas tout en ne pouvant pas accéder à une autre nationalité. L'un des effets de cette loi est de donner libre accès au Royaume Uni à environ un million de Sud-Africains blancs en tant que « *British Citizens by Descent* » ! Tout en voulant attirer le vote ethnique, cette affiche révèle chez les Conservateurs, tout comme leur pratique, une certaine incapacité à réconcilier la notion de Black avec celle de British. Est-ce que le parti travailliste qui inclut dans son manifeste un programme de « *positive action* » pour les minorités ethniques, avec une proposition de lois concernant la citoyenneté et l'immigration sans discrimination à l'égard des femmes et des britanniques, indo-pakistanais et noirs, réussira à mieux prendre en considération les revendications d'une minorité ? ; cette minorité s'imposera de toutes les manières et l'existence des partis marginaux pour le 9 juin, tels le Campaign for Black and White Unity, Ethnic Minority Party, Stop déportation of Black People Party, Multiracial Political Party, en reflète les préoccupations ainsi peut-on le constater dans les paroles d'un de leurs représentants qui déclare qu'actuellement « the house of Commons is not a multi-racial Society by any strecth of agination » (La chambre des Communes est très loin d'être une société multi-raciale).

Kristin COUPER
Ulysses SANTAMARIA

BELGIQUE

L'offensive raciste

Après le déferlement de démagogie xénophobe des dernières élections communales à Bruxelles, les champions de la campagne anti-immigrés n'ont pas cessé de fomenter un climat de haine et d'insécurité, marquant même plusieurs points sur le plan juridique.

Il est indéniable, que les arguments de Nols, Bourgmestre (maire) de Schaerbeek, (l'une des dix neuf communes de l'agglomération bruxelloise) leur chef de file, qui accuse les immigrés de provoquer la faillite des finances communales en déficit chronique depuis 1935 et ruinées par sa politique de spéculation et par la paupérisation des habitants ont payé électoralement. Néanmoins, il serait excessif d'en conclure pour autant à une forte poussée des sentiments xénophobes de la population bruxelloise d'origine belge.

En effet, dans un dossier intitulé *« préjugés et opinion publique » ; « réponse aux stéréotypes sur l'immigration »* fondé sur les résultats d'une enquête menée avec le concours de sociologues de l'Université catholique de Louvain, il apparait que les Belges, sont loin d'avoir une opinion aussi négative à l'égard des immigrés que veulent le faire croire Nols et consorts qui orchestrent un *« pseudo ras le bol »*.

51% des Belges francophones, pensent que le droit de vote et d'éligibilité des immigrés est une revendication à appuyer ou une revendication normale, indiquait une brochure publiée par le Centre Socio-Culturel des immigrés de Bruxelles. 87,6% des sondés ne sont pas d'accord pour que l'on considère normal que des travaux pénibles soient faits par les travailleurs immigrés. Il n'y a que 7,1% des sondés à classer les immigrés parmi les deux catégories principalement responsables de la crise.

Même si l'on ne saurait se montrer trop prudent à l'égard de ce type de consultation dont les résultats sont trop souvent fonction de la manière de poser des questions, il est intéressant de relever quelques convergences entre cette enquête et un sondage postérieur réalisé par Dimarso Gallup à propos de la décision prise par Nolls de créer des classes séparées dans les écoles pour les enfants d'immigrés et les enfants belges. Une décision, masquée derrière l'introduction de conditions d'admission qui font fi de problèmes d'adaptation des enfants et des normes de l'éducation nationale.

32% des Belges consultés se sont déclarés contre l'apartheid scolaire et 28%, approuvent l'attitude de Nols, le reste, n'est pas au courant ou n'émet pas d'avis. Remarquons toutefois qu'à Bruxelles, la tendance est inverse : 54% des sondés approuvent Nols et 33% le désavouent. Car Nols fait école. Malheureusement lui qui s'est illustré récemment en décrétant la fermerure de dix écoles primaires comptant quelques 3.000 élèves (dont 90% d'immigrés) pour assainir le budget communal n'est pas isolé dans sa politique. Force est de reconnaitre, qu'il a su créer un courant important dans l'électorat bruxellois. A telle enseigne qu'il a pu se permettre de claquer la porte du FDF (Front Des Francophones) avec la plupart des élus de cette formation à Schaerbeek. Pire, Nols est suivi par ses pairs dans sa politique de refus d'inscrire les étrangers hors CEE résidents aux registres communaux en conformité avec la loi belge.

Si bien, qu'à présent, il y a entre 1.500 et 2.000 refus d'inscriptions dans toute l'aglomération bruxelloise, ce qui signifie pour les intéressés un surcroit de difficultés pour faire valoir leurs droits en matière d'aide sociale, d'allocations familiales et d'indemnités de chômage.

Les bourgmestres socialistes de Saint Josse, de Saint Gilles et d'Andeslecht ont emboîté le pas à Nols. Quant à Philippe Mouraux, le bourgmestre socialiste de Molenbeek, principal artisan de la loi de juillet 1981 réprimant les actes de racisme et de xénophobie lors de son passage au ministère de la justice, il est [illegible] lors des conférences réunissant les 19 bourgmestres de l'agglomération.

Cette *« densité »*, substituant le *« seuil de tolérance »* dans le vocabulaire des maires xénophobes, fixe à 24% soit la proportion moyenne de la population immigrée dans l'agglomération bruxelloise, le nombre tolérable par commune d'assimilés *« terroristes »*, de supposés *« délinquants »* et de baptisés *« porteurs d'épidémie »*.

Plus grave, non seulement le gouvernement n'agit pas pour faire respecter la loi qui enjoint aux communes d'inscrire les habitants demeurant sur leurs territoires et dûment autorisés à séjourner en Belgique, mais de surcroît, Jean Gol l'actuel ministre de la justice et vice-premier ministre (libéral francophone) vole au secours des bourgmestres.

Un mouvement est en marche

Gol, est l'auteur d'un projet de loi, prévoyant des restrictions en matière de regroupement familial abaissant de 31 à 18 ans l'âge limite où un enfant peut rejoindre ses parents.

En outre, si son projet obtient l'agrément du parlement, des étrangers qui sont en attente du statut de réfugié politique octroyé par le Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, n'auront plus droit à l'aide sociale. Cela concerne 485 Pakistanais, dont un bon nombre sont membres du « *Pakistan People Party* » du défunt Ali Bhutto opposés à la junte militaire de Ziq-Ul-Haq. 392 Indiens Penjabis de la communauté Sikh et 217 Ghanéens fuyant les excès des « *People Defense Commitis* » partagent leur sort.

Assez adroit pour récuser la notion de seuil de tolérance, Gol veut limiter le séjour des immigrés auteurs d'actes de délinquance condamnés à six mois au plus de détention. Il admet en outre la possibilité d'empêcher l'établissement d'étrangers nouveaux dans certaines communes et en propose les modalités : pour ce faire, un avis motivé du conseil communal pris à la majorité des deux tiers, assorti de l'approbation de l'autorité de tutelle doit être soumis au roi qui, par arrêté délibéré en conseil des ministres, statue sur la demande.

Les libéraux redoutent la démagogie de Nols et s'enfoncent dans la surenchère ; déjà le 1er mars, Gol a fait rétablir les visas à l'entrée du pays pour les ressortissants du Maroc, de la Tunisie et du Sénégal. Hansenne, ministre du Travail (social-chrétien) ne demeure pas en reste, il préconise plusieurs mesures destinées à limiter les octrois « *en cascade* » de permis de travail.

Sur toute une série de points, la législation modifiée viendra-t-elle entériner une situation de fait ? C'est à redouter car jusqu'à présent, les bourgmestres qui se sont placés dans l'illégalité n'ont pas été sanctionnés.

Impunis également restent les auteurs de faux ordres de quitter le territoire distribués l'hiver dernier par la police communale d'Anderlecht à 80 ressortissants étrangers marocains pour la plupart.

Idem pour le refus de service pratiqué sur l'ordre de Barca, le bourgmestre socialiste de Saint Gilles qui ordonne la fermeture du bureau des étrangers, mesure « *prophylactique (sic) destinée à protéger l'hygiène des locaux et la santé du personnel communal* ».

Dans « *Schaerbeek-info* » le canard de Nols distribué dans toutes les boites aux lettres de cette commune de plus de cent mille habitants s'expriment tranquillement un rédacteur de l'organe néo-nazi « *nouvelle Europe magazine* ». Ses délires sont amplifiés par le « *pourquoi pas* », le principal hebdomadaire francophone du pays qui, sans craindre le ridicule s'est offert à la une le titre « *immigrés islamiques : la guerre sainte en Belgique* » ?

Cette démagogie aveugle pousse à l'affrontement dans un contexte démographique où les statistiques appellent de façon criante la nécessité d'une meilleure compréhension entre les résidents d'une Belgique vieillissante. Si les immigrés représentent aujourd'hui 24% de la population bruxelloise, 22% de la population wallone et 4% de la population flamande, demain si l'on projette les données recueillies dans les maternités, Bruxelles comptera 41% d'immigrés, la wallone 19% et la Flandre 8% en admettant l'hypothèse d'un solde migratoire nul.

Quelle riposte ? Devant toutes ces attaques, une mobilisation non négligeable s'est réalisée comme l'a démontré la manifestation du 8 mai 15.000 personnes dont la moitié de Belges. Tout l'éventail des partis de Belges. Tout l'éventail des parties de gauche belge, une partie des écolos étaient représentés aux côtés des centrales syndicales CSC et FGTB. Les partis étaient également présents chez les immigrés mais surtout les associations culturelles (*Ahl el hijra, dar el maghrib, foyer Abdelkrim Khatabi Hajitkoum, etc.)* L'église catholique depuis le mois de mars s'était manifestée par un appel du collège des doyens de la capitale aux fidèles pour qu'ils soutiennent les mouvements et les organisations « *oeuvrons en faveur d'une législation accordons un minimum de sécurité aux étrangers* ».

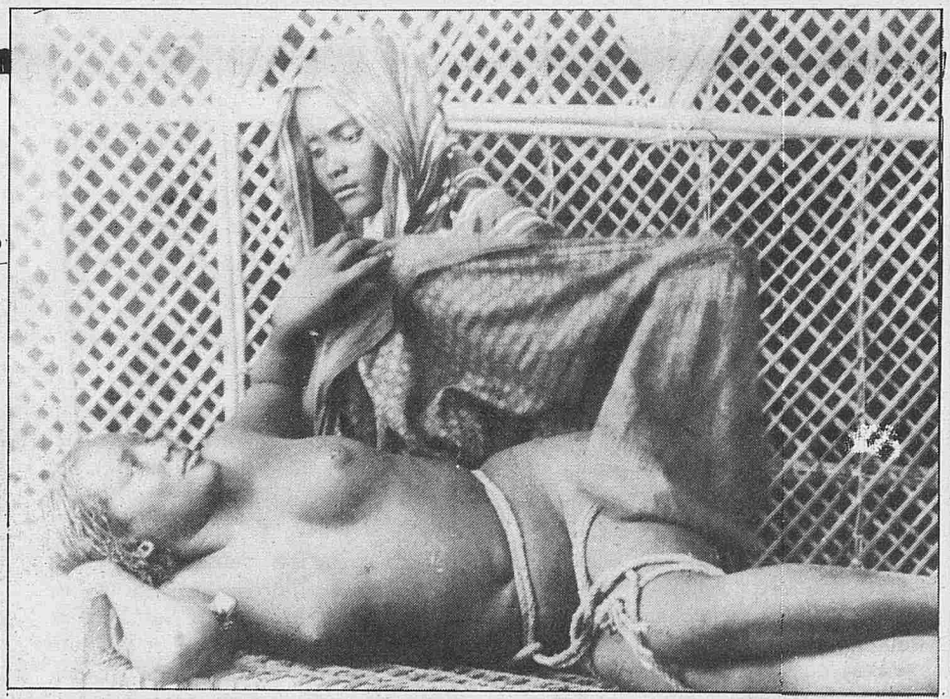
Un mouvement est en marche. Mais plusieurs arrêts demeurent : peut-on se contenter d'invoquer la loi ? Que fera-t-on le jour où les politiciens de droite l'auront modifiée ? Comment vaincre les réticences des principaux intéressés à gagner des organisations style Front Antiraciste de Schaarbeck au comité Anderlechois de défense des immigrés ? Comment se débarrasser des tentatives de récupération par les différentes formations de gauche belge ?

François Nisser

Manifestation pour les imigrés, le 8 mai 83 à Bruxelles. Dirigeants syndicaux et politiciens au 1er rang de la manif.

30 janvier, un étudiant zaïrois, Mukuna, se fait tirer comme un lapin par les vigiles de la Cie de chemin de fer.

En France, treize mille femmes mutilées



Musée de l'Homme

Un crime quotidien

Soixante quatorze millions de femmes dans le monde sont physiquement interdites de plaisir au nom de coutumes millénaires qui, bien qu'ayant perdu leur sens pour la plupart de ceux qui les suivent, ne régressent pas pour autant. Aussi répandues qu'elles ont été ignorées jusqu'à présent, aussi horrifiantes que soigneusement cachées, l'excision et l'infibulation, les deux pratiques les plus courantes de mutilations sont entrées dans la réalité des « mille et une formes de l'oppression des femmes ».

Mantessa Baradji avait six semaines lorsque son père, travailleur immigré malien, est sorti *« faire un tour »*. Il ne supporte pas les cris de l'enfant. Elle a dû hurler et se débattre, bien que tenue fermement par sa mère et la deuxième femme de Baradji, lorsque l'exciseuse professionnelle a tranché d'un coup net son clitoris. Cette mutilation, ses deux soeurs et des millions de femmes dans le monde la subissent. Cette fois-ci, opération mal faite, traumatisme ou infection foudroyante, Mantessa n'a pas survécu.

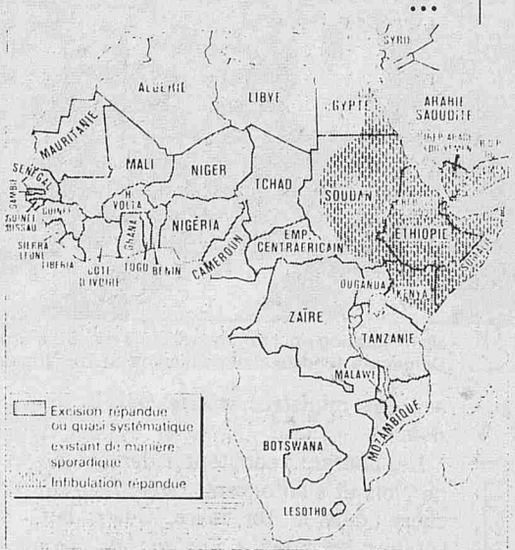
Ce n'est pas la première fois qu'une excision tourne mal dans les vingt-six pays d'Afrique et du Moyen-Orient qui pratiquent ces mutilations... et même en France, parmi les 80.000 originaires de ces pays. En 1979, l'Organisation Mondiale de la Santé est tardivement sortie de son mutisme, grâce à l'obstination de quelques hommes et femmes, directement concernés ou simplement révoltés. Elle organise une conférence à Khartoum. Depuis, ces coutumes ne peuvent plus être ignorées en France. Surtout pas au nom d'un soi-disant respect des cultures. 74 millions de femmes dans le monde, 13.000 en France (d'après une récente estimation) ainsi torturées, deviennent des *« invalides érotiques »*, selon l'expression de l'écrivain Benoîte Groult parmi les premières à dénoncer ces pratiques.

Amour = souffrance

« Exposer ces coutumes au grand jour est le premier pas vers leur abolition », affirme le tout récent rapport du Minority Rights Group (M.R.G., Groupement pour les droits des minorités) sur la circoncision, l'excision et l'infibulation des femmes.

Batou en 1980, Bobo en juillet dernier, Mantessa aujourd'hui : on ne peut plus désormais, en France, fermer les yeux. Cependant, le juge Delafollie, chargée de l'affaire Bradji au tribunal de Pontoise : *« C'est le cas le plus difficile que j'aie eu à traiter*

...



Cette carte doit être lue en tenant compte des réserves qu'impose le caractère fragmentaire des informations sur ce sujet ; il convient également de noter que les centres urbains de certains pays signalés paraissent moins touchés par ces pratiques.

...

jusqu'à présent ». Les parents agissent en toute bonne conscience ; **cette pratique participe à une** culture largement détruite par le colonialisme, d'où culpabilité pour beaucoup de Français ; une pratique qui choque, bonne occasion pour certains de rejeter encore plus loin ces « *immigrés aux coutumes barbares* »... De quoi mettre la justice française dans l'embarras. Un embarras d'autant plus grand qu'elle sait que les parents inculpés « *couvrent* » probablement l'exciseuse. Youssayani Doucara, père d'une excisée de trois mois (qui a survécu à une hémorragie) **attend toujours son procès qui devrait** avoir lieu le 13 juin prochain : l'accident s'est produit voici trois ans déjà !

« *En inculpant Bradji et sa femme de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner, on applique une qualification de droit français pour juger une affaire pour laquelle on n'est pas qualifié* » remarque le juge Delafollie. Il ne s'agit pas de coups et blessures, mais bien d'une mutilation, punie, d'après le code pénal d'une réclusion criminelle de dix à vingt ans. Impossible de condamner à dix ans de prison quelqu'un qui a agi en toute bonne foi : « *La mère (en fait l'exciseuse) a-t-elle fait un geste avec l'intention de lui faire du mal ?* ». Non. La tradition fait dire à beaucoup de femmes : « *Je ferai exciser ma fille. Ma grand-mère l'a fait, ma mère aussi, je le ferai* ». Aucune intention de nuire, c'est vrai.

Et pourtant... les conséquences physiques, sexuelles et psychologiques de ces pratiques sont nombreuses et graves. Personne ne peut affirmer, en revanche, qu'une femme excisée ne connait pas la jouissance, si variées peuvent être les formes de plaisir. Mais on ne doute plus aujourd'hui que l'orgasme chez la femme soit le plus souvent d'origine clitoridienne. Les pratiques d'excision privent donc les femmes de l'organe essentiel de leur plaisir.

L'infibulation, elle, entraîne fatalement la frigidité. Au Soudan, le docteur Shandall a constaté que 80% des femmes infibulées examinées n'avaient jamais expérimenté le plaisir sexuel. Quatre-vingt d'entre elles ignoraient jusqu'à son existence... Une simple description de l'infibulation suffit pour comprendre qu'une femme ne puisse plus ressentir l'amour qu'en souffrance imposée par l'homme.

Ces souffrances millénaires, dont on ne connait pas l'origine mais qui datent d'avant l'Egypte pharaonique, ont progressivement **perdu leur valeur** initiatique.

Elles sont pratiquées de plus en plus tôt « *afin que l'enfant soit trop jeune pour résister* ». On dit aujourd'hui que c'est nécessaire. On ne sait pas « *pourquoi mais on le fait* », explique

Les femmes, gardiennes de traditions

une femme du Centre d'Echange et de Rencontre des Femmes Africaines (CERFA).

Les femmes justifient leur mutilation... et celle à venir de leurs petites filles. Une non-excisée serait « *impure* », en proie à la nature « *hypersexuelle* » de la femme : il faudrait atténuer leur désir afin qu'elle puisse résister à la tentation et arriver vierge au mariage. Il n'existe pas de pire insulte au Soudan, à **Djibouti et en Somalie que d'être traitée de « *non-excisée* ». Toute femme ciseuse Oum Attiya : « *Réduis, mais ne***

Ni le Christianisme, ni l'Islam, n'a su modifier ces pratiques ; bien que le Coran ne mentionne nulle part les mutilations sexuelles, la religion est souvent invoquée par ceux qui les pratiquent. Affirmer que l'excision est non-conforme aux lois de l'Islam est donc une condition nécessaire à sa disparition. Cependant, certains chefs religieux ont encouragé la circoncision féminine (dite « *sunna* ») au nom de la tradition (le prophète aurait dit à l'exciseuse Oum Attiya : « *Réduis, pas ne détruis pas* »).

C'est au nom de cette « *tradition* » que le monde entier ferme les yeux.

Dans les sociétés africaines et du monde arabe, les pressions s'exercent **la plupart du temps pour maintenir le** statu-quo. Le consul du Mali en France affirme : « *Cette coutume fait partie de l'homme malien* ». Mais il ajoute deux minutes plus tard : « *C'est une affaire de femmes. Aucun homme, même* ***politique ne peut parler de ça. Ça*** *serait injurieux* ». A ce type d'argumentation contradictoire et hypocrite, les femmes qui se battent pour abolir l'excision répondent : « *L'appartenance à une culture* ***ne peut-elle se traduire autrement que*** *par une mutilation sexuelle* » ? comme le dit l'écrivain Awa Thiam. Juliette Fonda Hondoa du G.A.M.S. en France **précise : « *C'est à nous de choisir ce*** *que nous voulons garder dans nos traditions et celles que nous voulons changer* ».

Personne en effet, ni leurs frères arabes et africains, ni leurs soeurs occidentales ne pourront parler au nom des femmes excisées. « *C'est à elles de dire qu'elles ne veulent plus de ces coutumes* ».

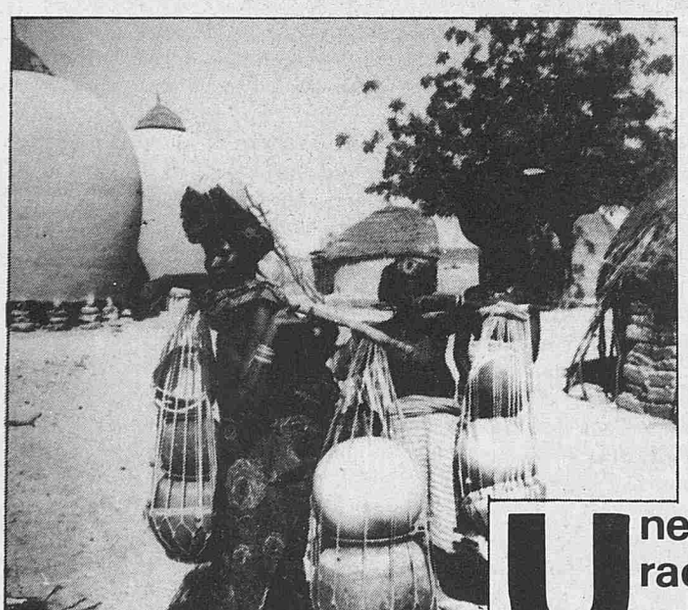
Malgré cette conviction, le G.A.M.S. affirme qu'il a besoin des institutions nationales et internationales pour mener à bien son action. Comme cela existe déjà en Suède, le G.A:M.S. soutient une loi actuellement à l'étude au Ministère des Droits des Femmes : l'article 312 du code pénal concernant les coups et blessures serait complété par la mention, « mutilations, amputations ou privation d'usage de tout ou partie des **organe sexuels ». « *Cette loi est nécessaire,* dit le G.A.M.S., *parce qu'il y a souffrance mais surtout violation des principes essentiels des droits de l'homme* ». « *Ces coutumes regresseront difficilement,* reconnait Juliette Fonda, *parceque les femmes*

n'ont pas assez de valeur aux yeux de la société. Cette loi est un cadre de lutte dont nous avons besoin ».

Le plan d'action du gouvernement prévoit de faire connaître l'interdiction de telles pratiques à la population concernée, accompagné d'une brochure éducative sur les risques médicaux. L'information et la sensibilisation du corps médical sont primordiales. *« Certains médecins accouchent des femmes excisées sans s'en rendre compte,* insiste Simone Iff ».

« C'est une action de solidarité avec les femmes des pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Cette loi peut influer sur les gouvernements » pense Simone Iff. Ces mesures juridiques provoquent des discussions au sein des différentes organisations et parmi les Africains en France.

Les hommes, politique de l'autruche



L'U.T.M.F. (Union des Travailleurs Maliens en France) a rencontré un groupe de femmes maliennes afin d'essayer de définir leur attitude par rapport à la loi à venir. C'était la première fois qu'ils abordaient la question en public... *« Certaines disaient que c'était pour elles un mal irréparable, d'autres refusaient d'en parler ». « Ça fait partie du mystère de la femme africaine,* entend-on au cours d'un débat sur l'excision ». Sans l'affirmer aussi clairement, de nombreux africains et africaines avouent ne s'être jamais *« posé la question ».*

Aujourd'hui, la discussion s'impose.

L'objectif principal d'une loi serait d'éviter la médicalisation de cette pratique. Un autre danger : la marginalisation avec ses risques accrus. En Egypte et au Soudan, l'interdiction de l'infibulation et de l'excision a eu pour effet immédiat un mouvement massif pour faire exciser les petites filles avant que la loi n'entre en vigueur. Les gouvernements ont du abandonner l'application du nouveau droit et trouver d'autres moyens d'action. Jusqu'à présent, aucun gouvernement n'a obtenu de résultats significatifs : 80% de femmes mutilées au Soudan, 60% au Kenya, 50% en Egypte encore aujourd'hui.

En France, la première réaction des femmes africaines est de dire : *« On enverra exciser nos filles au pays ».* A l'U.T.M.F. et au consulat du Mali, on dit : *« On a déjà commencé à expliquer qu'ici, en France, il ne faut pas le faire. Mais ce qui se passe au Mali, c'est l'affaire des Maliens ».*

Une loi raciste, parlons-en

A l'heure actuelle, il semble que la décision des organisations de travailleurs maliens de ne plus défendre leurs compatriotes qui auraient pratiqué l'excision en France, tient plus de la résignation que de l'adhésion. *« Dans le contexte de racisme actuel, envers les immigrés, on ne peut pas se permettre de continuer ces pratiques qui choquent les Français,* dit l'U.T.M.F ».

Si la loi est vue de cet oeil par l'ensemble des Africains en France, elle aura très probablement l'effet inverse de celui souhaité : les mutilations sexuelles seront revendiquées en tant que résistance à un gouvernement, lui aussi, raciste.

Seule une campagne d'explication et surtout une prise de conscience impulsée par les groupes de femmes arabes et africaines, donneront une chance d'efficacité à cette loi.

Aucun des groupes de femmes que j'ai rencontrés n'a pourtant parlé de la lutte contre l'excision comme d'une priorité : la lutte contre la polygamie, l'alphabétisation, le droit au travail et à la formation paraissent tout aussi essentiels à l'ensemble de ces femmes, que l'abolition de l'excision et de l'infibulation. Le refus des mutilations sexuelles est le reflet d'une nouvelle prise de conscience.

En France, des groupes de femmes africaines prennent la parole et commencent à se faire entendre.

Juliette Rouillon

Une véritable mutilation

La circoncision des femmes ou excision du prépuce ou capuchon du clitoris est le type de mutilation le plus limité. Il n'affecte qu'une petite proportion des millions de femmes excisées.

L'excision signifie l'ablation du clitoris et des petites lèvres en totalité ou en partie. C'est la mutilation la plus répandue.

Plus de 26 pays d'Afrique, de l'Atlantique à la Mer Rouge, de l'Océan Indien à la Méditérannée occidentale ; on retrouve l'excision à Oman, au Yemen du Sud et dans les Emirats Arabes Unis. Selon Awa Thiam, elle serait aussi pratiquée en Syrie, Jordanie, Irak et dans le Sud algérien.

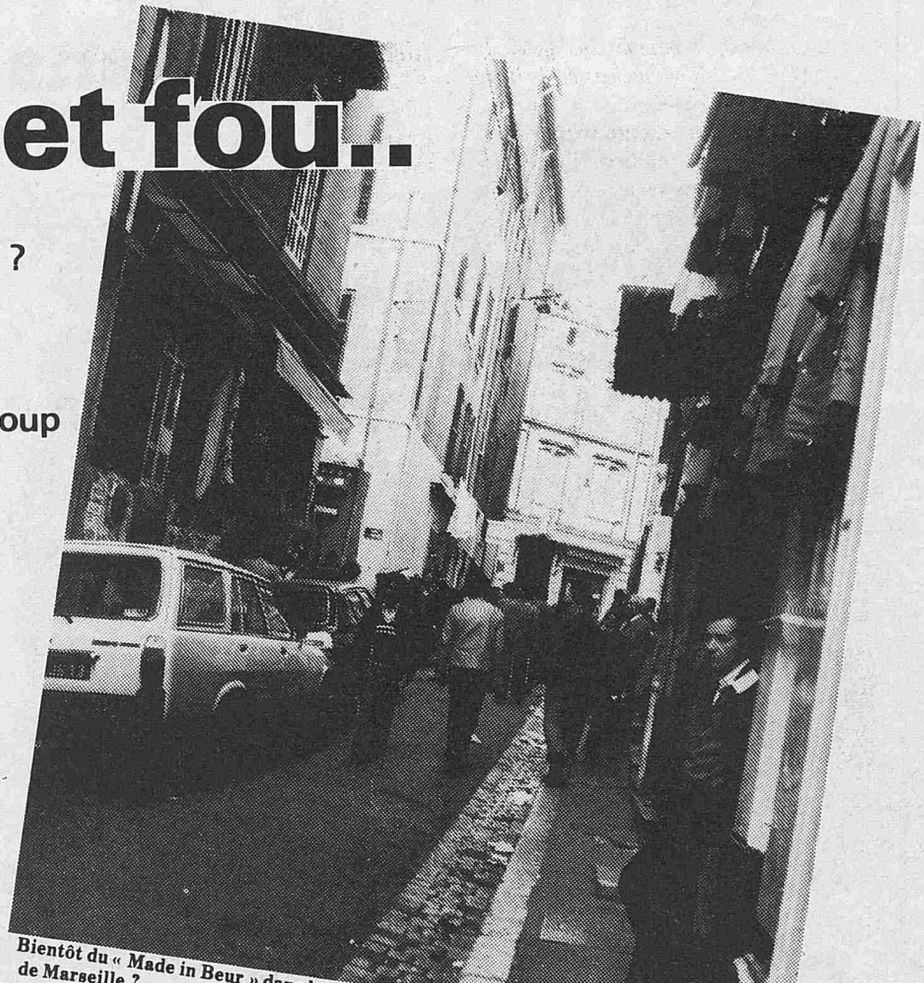
L'infibulation : on excise le clitoris, les petites lèvres et au moins les deux tiers antérieurs, sinon toute la partie médiane des grandes lèvres ; puis les deux côtés de la vulve sont fixés ensemble par des sutures ou au moyen d'épines. L'entrée est ainsi fermée, sauf une très petite ouverture que l'on préserve au moyen d'un morceau de bois ou de roseau pour permettre le passage de l'urine et du sang menstruel. Les jambes de la fillette sont ensuite liées ensemble, de la hanche à la cheville, et elle est maintenue immobile pendant 40 jours pour permettre la formation de tissus cicatriciels.

L'infibulation semble toucher presque toutes les femmes de Somalie, Djibouti et du Soudan, du Sud de l'Egypte, de la bordure de la Mer Rouge en Ethiopie, du Nord du Kenya et d'une grande partie du Mali.

Marseille:

Un projet fou..

**Connaissez-vous l'ARPTT ?
Non ?
Alors retenez bien
ce nom.
Vous en entendrez beaucoup
parler à la rentrée.**



Bientôt du « Made in Beur » dans les quartiers de Marseille ?

Derrière ce sigle, se cache une des initiatives les plus originales des derniers mois : l'Association pour la Recherche et la Promotion du Travail dans le Textile. Le projet est né de la rencontre d'une vingtaine de jeunes fils et filles d'immigrés de Marseille, qui ont en commun d'avoir touché par un bout ou un autre, à la confection.

« *Nous avons constaté,* raconte Gharib, un des fondateurs de l'ARPTT, *que 60% des filles immigrées finissent leur scolarité dans la confection. En plus, quelque soit leur qualification, elles sont souvent employées à la pièce, dans les pires conditions* » Souad, sa femme, en sait quelque chose. Titulaire d'un BTS (brevet de technicien supérieur) elle n'a trouvé jusqu'ici que des boulots sous-qualifiés. « *J'ai travaillé pendant 2 ans dans la confection,* se souvient-elle. *Ce sont presque toujours des ateliers clandestins. Les grosses usines de confection ferment et confient le travail à ce genre d'ateliers. Souvent, le patron ferme et vous dit d'aller voir chez un ami à lui qui vient d'ouvrir un nouvel atelier toujours clandestin* ».

Souad n'est pas seule dans ce cas. Parmi la vingtaine de membres fondateurs de l'ARPTT, il y a des modélistes, des stylistes, un décorateur...

Certains comme Souad étaient jusque là obligés de travailler dans ce réseau de petites boîtes en marge de la légalité, d'autres trouvaient un autre boulot en attendant des jours meilleurs.

Ainsi Gharib qui a obtenu un diplôme de styliste est actuellement animateur à la cité Bassens : « *j'ai trouvé l'animation comme forme de lutte et d'expression* » commente-t-il.

Face à cette situation où le travail clandestin va de pair avec la sous-qualification, les jeunes qui ont créé l'ARPTT ont plusieurs objectifs dont le premier démarrera à la rentrée. Il s'agit, d'un stage d'insertion à l'issue duquel les stagiaires créeront une coopérative.

« *Le stage, monté en collaboration avec la mission locale, sera un stage de qualification,* explique Gharib. *Le stagiaire apprendra l'un des métiers de la confection mais aussi comment créer sa propre entreprise ou gérer une scop. C'est pourquoi, nous prévoyons des cours de gestion, l'analyse du marché de la confection, et puis la compréhension et la réflexion sur notre situation de jeunes. Parce que nous avons connu le travail clandestin de l'intérieur nous sommes contre la parcellisation du travail et de la formation* ».

Mais au-delà du stage, les jeunes de l'ARPTT veulent fabriquer et vendre leurs produits ; « *nous nous sentons tout à fait capables de créer, d'inventer de nouveaux modèles, et nous sommes sûrs de pouvoir écouler notre production* » expliquent-ils.

Maîtrisant tous les circuits de la confection locale, l'ARPTT fourmille d'idées : « *nous avons rassemblé quelques machines à coudre et nous avons déjà commencé à produire nos propres modèles* ». Une partie de cette production a été d'ailleurs présentée le 25 juin lors d'une journée d'information et de vente qui s'est tenue au CIDIM, centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb.

Pour septembre, d'autres projets sont en perspective : Une vente d'habits d'enfants « *à des prix fous* », dans toutes les cités populaires des Quartiers Nord de Marseille, la veille de la rentrée scolaire et un défilé de mode pour présenter les créations de membres de l'association. Chaque cité « *immigrée* » de Marseille sera représentée à ce défilé par un garçon et une fille qui ont déjà accepté d'être les mannequins.

D. K.

Il y a mille raisons de lire Sans Frontière

Il y a mille moyens de voir le monde sans oeillères

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

TARIF D'ABONNEMENTS

A L'ORDRE DE «SANS FRONTIERE» 33 bd SAINT MARTIN 75003 PARIS - C.C.P: 420900 F PARIS

soutien à partir de 400 francs

en francs français.	1 an	6 mois
FRANCE.	220f	120f
EUROPE, AFRIQUE.	280f	160f
PAR AVION.	320f	170f

ABONNEMENT ☐ REABONNEMENT ☐ CHEQUE ☐ CCP ☐

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL. VILLE.

HOMMAGE

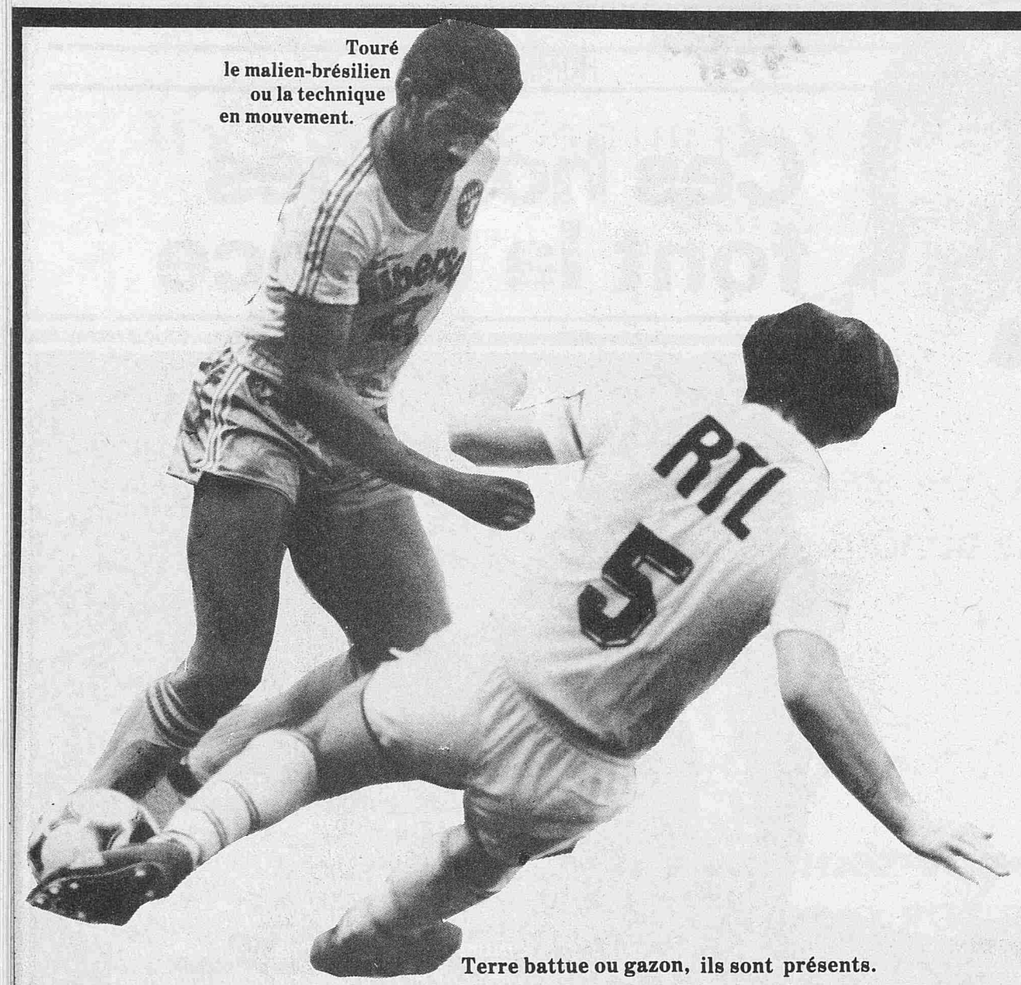
Ces hommes font la France

Photo du Monde du Tennis

*Dimanche 5 juin, Yannick Noah vient d'inscrire pour la première fois depuis 1946 le nom d'un joueur français au palmarès de Roland Garros. Un des trois titres prestigieux du Grand Chelem, le « **must** » des champions... A l'unisson, venant de la France profonde, un grand cocorico a retenti.*

*Samedi 11 mai, finale de la Coupe de France de football. Nantes affronte Paris Saint-Germain sur les pelouses du Parc des Princes. Les stars du PSG ont pour nom, entre autres : Toko, Dahleb, Fernandez, Susic, celles de Nantes : Touré, Adankor... Et comme nous a déclaré lors de la mi-temps, le président Mitterrand (mi-figue, mi-raisin) : « **C'est du football bien français** ».*

Touré
le malien-brésilien
ou la technique
en mouvement.



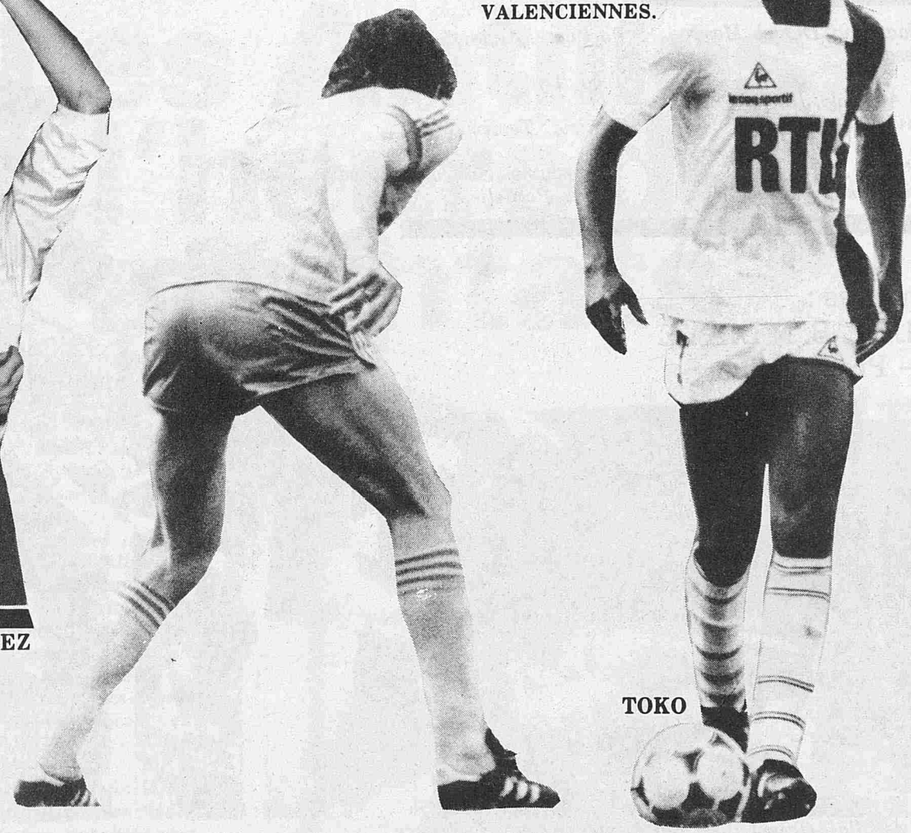
Terre battue ou gazon, ils sont présents.

Des Minguettes
au Parc des Princes,
le chemin a du être long.

DAHLEB

FERNANDEZ

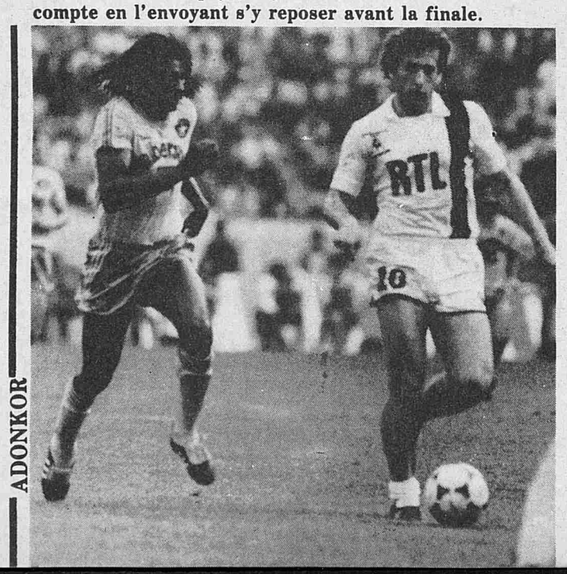
Toko, la foudre.
PSG via NICE, STRASBOURG,
VALENCIENNES.



TOKO

Une finale riche de nos couleurs

Susic ou le mal du pays, Peyroche en a tenu
compte en l'envoyant s'y reposer avant la finale.



ADONKOR

Le Président du PSG, M. Borelli né à la Goulette (Tunis) adore le complet poisson.

ALHILODZIC

Quelques noms prestigieux du football professionnel :

Algérie : Djaadaoui, Dahleb, Maroc, Gamouh, Assad.

Cameroun : Abossolo, Joseph, Milla, Tokoto, M'Bida.

Congo : M'Pelé.
Côte d'Ivoire : Tokpa, Pokou.

Mali : S. Keita, Diallo.

Maroc : Ben Barek, Akesbi, Bettache, Chicha, Krimau.

Portugal : Alyes.

Togo : Djibril.

Tunisie : Temime.

Yougoslavie : Skoblar, Alhilodzic, Susic, Surjak, Pantelic.

Commentaires :
A. VALLET B. N'DIAYE
Photos — Press — Sport.

A St Ouen, les Antillais étaient aussi représentés en coupe de France.

Le championnat français moins impitoyable que celui des autres grands pays professionnels convient mieux à la technique chatoyante des footballeurs africains. On continue à dire de ces sportifs qu'ils sont naturellement doués ; là n'est pas le problème. Coupés de leur pays, n'étant pas totalement installés dans leur pays d'accueil, leur champ de créativité est en ébullition permanente, tout est fluide, aventureux et spontané.

Leur prise de conscience du fait politique finit de les motiver.

Qu'on se le dise.

N'Gom le sénégalais est aussi le jocker de luxe du P.S.G.

Les Antilles à l'heure des attentats

Dans la nuit du 28 au 29 mai derniers, une série d'attentats aux Antilles, en Guyane et à Paris endommageait des bâtiments et édifices publics significatifs de la présence française (conseils généraux, Air France, monuments aux morts ...).
Quelques jours plus tard, un communiqué de l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caribéenne) signait ces attentats et réclamait « l'indépendance totale » *des trois colonies françaises. L'ARC se déclarait déterminée à* « aller jusqu'au sacrifice » *de ses membres* « si c 'est le prix de la liberté » *et se donnait pour alternative* « la liberté ou la mort ».
Sans chercher à gloser sur l'ARC, de faire de la politique fiction ou de jouer au détective, une chose nous apparaît, claire : les jeux sont faits. L'empressement des partis de la gauche dite classique, *qui misent sur la décentralisation, à dénoncer la violence et à rappeler leur* « hostilité totale à la violence comme moyen d'émancipation aux Antilles » ... (P.P.M.) *nous indique que cette gauche n'est pas prête à aller plus loin que ce que les socialistes français lui proposent pour la libération de son pays respectif. Les réactions de Monsieur Lemoine et des socialistes sont sans surprise. François Mitterrand, en Corse, déclare que son gouvernement* « combattrait sans merci » *ceux qui recourent à la violence. 1954-1983 : le pouvoir central français prête à recommencer ?*
Décidément, on aura beau faire semblant, le colonialisme ne consent pas à se laisser aménager, ni par des lois ni par des assemblées. Le colonialisme même français de la fin du XX^e siècle, ne se réforme pas.

Aline N'Goala

« Milan »

Les commentaires allèrent bon train, les suppositions les plus rocambolesques ont été émises. Bref ! De l'encre a coulé, de la salive a été gaspillée pour cet événement inédit. 18 attentats à la bombe commis simultanément en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane et à Paris dans la nuit du 28 mai 1983.

C'est la surprise qui caractérise toutes les réactions populaires. « *Rien de nouveau dans la situation économique et politique, ne laissait présager cette phase de révolte et de violence dans laquelle les DOM se sont engagés* » dira un intellectuel bien pensant.

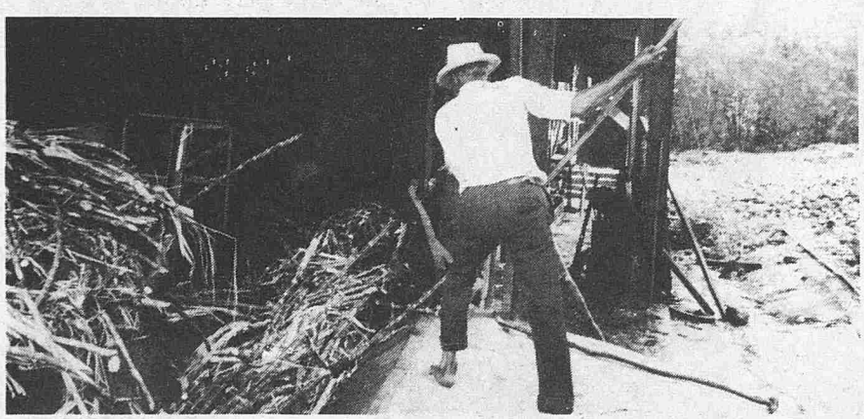
« *Au contraire,* affirmera une jeune employée des P.T.T., *on en a marre de notre état et il fallait le dire d'une façon ou d'une autre* ».

certains. « *C'est la signature de révolutionnaires ayant cotoyés à la fois palestiniens et cubains* ».

« *Ce sont des saboteurs de la nouvelle politique du gouvernement socialiste* ». Bref ! « *Des couillons* » a expliqué un jeune étudiant en dentaire « *car ils sont pour l'indépendance et représentent une minorité* ». Un homme d'âge mûr a éclaté en sanglots lorsqu'il a appris la nouvelle, des larmes de joie, de soulagement. « *Depuis tant d'années que j'attendais un tel événement* » a-t-il confié.

Pour certains détectives amateurs les militants de l'ARC ne sont autre que des « *blancs provocateurs* ».

Un fait est certain, l'émigration antillaise, même si elle apparait divisée sur les motivations de cette organisation, même si elle n'adhère



Tandis qu'une dame d'une cinquantaine d'années, regrettera la violence propre à tout attentat.

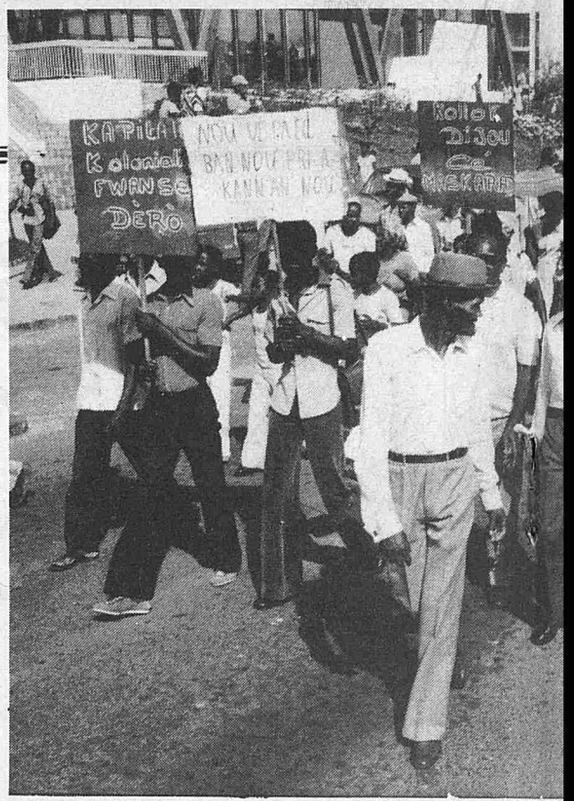
Pour une jeune employée de la sécurité sociale « *les Antilles retrouvent leur dignité. On a toujours dit que nous étions des incapables, des peureux et des soumis, alors peut-être, cela pouvera-t-il le contraire* » a-t-elle ajouté.

Les avis divergent et se regroupent parfois ; mais les affabulations les plus cocasses sont de mise. On s'interroge sur cette fameuse organisation, Alliance Révolutionnaire Caraïbe (A.R.C.) qui a commandité les 19 attentats : qui cache-t-elle ? Que recherche-t-elle ? « *C'est l'oeuvre de Rastas en colère décidés à venger les squatters de la rue de Flandres, délogés par la police* ». « *Non* » disent pas un peu aux méthodes choisies, semble accueillir la nouvelle avec étonnement mais aussi avec une certaine fierté ; fierté de savoir que Antillais et Guyannais sont capables d'utiliser le langage de la bombe tout comme les Irlandais, les Palestiniens et les Corses et les Bretons ; fierté de savoir que l'opinion française et peut-être internationale sera de ce fait au courant même partiellement de leur situation, car d'une façon unanime toutes les personnes rencontrées qui condamnent ou pas ces attentats reconnaissent qu'il y a , pour reprendre leur expression « *quelque chose qui ne va pas* ».

Mais jusqu'où ira cette violence qui a déjà coûté la vie d'un homme ? C'est aussi leur interrogation.

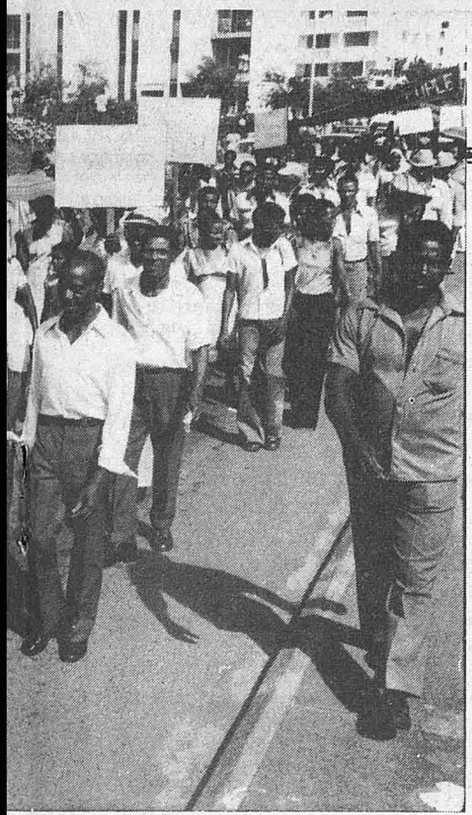
* *Milan = ragots*

A.B.



Manif anti-coloniale - Guadeloupe

On l'appelle le « camarade Jean » en Guadeloupe. Il n'est ni clandestin, ni personnage public. A mi-chemin entre le grand frère et un leader d'envergure. Lors de notre passage à Pointe à Pitre, à l'occasion du colloque sur Fanon en 1982, il avait accepté pour Sans Frontière, de répondre à quelques questions sur les moyens, les buts poursuivis par ce qu'on appelle le mouvement indépendantiste en général et l'UPLG (Union pour la Libération de la Guadeloupe) en particulier.
Cette interview a donc été réalisée avant les derniers événements.
Mais nous avons jugé utile d'en publier aujourd'hui de larges extraits



Entretien avec le leader de l'U.P.L.G

« Sortir d'une dépendance pour tomber dans une autre Pas question !»

SANS FRONTIERE : ***Lors des attentats du GLA, l'UPLG avait déclaré qu'il ne pouvait s'agir que d'une provocation policière, car les conditions n'étaient pas réunies pour passer à l'offensive.***

UPLG : Nous avions des informations sur le GLA : sa composition sociale, sa structure, sa situation, son effectif. A cette époque, et dans un premier temps, nous avions eu une réaction partagée entre : soutenir et penser que cela pouvait être une provocation de la part d'éléments de droite. Nous avons eu en mains un communiqué du GLA signé GLA-UPLG. Autrement dit, c'était faire assumer à l'UPLG une action pour laquelle cette organisation n'était pas destinée. Nous pensons que si il y a des actions de ce type à entreprendre, il faut créer une structure qui puisse assumer la responsabilité effective de l'action. IL y a le soutien politique qui est une autre chose. Or ce communiqué était une tentative d'amalgame qui mettait l'organisation même de l'UPLG en danger.

Dans un second temps, après enquête, nous nous sommes rendus compte que le processus de développement de lutte de masse n'était pas arrivé à maturation. Ensuite, que le GLA était constitué de petits-bourgeois et cela nous inquiétait. Une petite-bourgeoisie qui veut arriver à la libération de notre pays par quelques actions d'éclat. Notre question était : quelle était la stratégie du GLA pour arriver à la prise du pouvoir, tenant compte que dans notre pays, on ne peut arriver à la libération par cette seule forme de lutte. Il fallait définir la liaison entre la lutte armée et la lutte de masse au niveau économique, politique et culturel.

Ainsi, pour nous, le GLA était condamné à plus ou moins longue échéance, même si dans ses rangs, il y avait des patriotes courageux. Il aurait dû chercher à harmoniser la lutte sur plusieurs fronts. Or, après ce communiqué, il nous a presque traité d'ennemis de la révolution. Pour nous préserver, nous avons dû mettre sur pied une structure officielle pour donner notre point de vue et nous protéger de la répression coloniale.

Nous avons dit que le vrai responsable de la violence c'était le colonialisme.

Notre position s'était peu à peu modifiée si bien qu'au moment de l'arrestation des membres du GLA, nous nous sommes associés aux luttes contre la répression.

Un consensus autour de la violence

S.F. : ***Cette union contre la repression signifiait-elle qu'il y avait un certain « consensus » autour de la violence comme moyen de libération au sein d'un certain nombre d'organisations ? Et qu'en est-il au sein des Guadeloupéens eux-mêmes ?***

UPLG : Absolument. Aujourd'hui, nous avons à tirer les leçons de l'expérience du GLA. Le passage à la lutte armée est important. Tenant compte de l'expérience du GONG ou de certains mouvements de masses, nous disons qu'à cette époque il était temps de passer à une autre phase de la lutte. Seulement il y a des limites objectives. Jusqu'à maintenant nous avons des carences organisationnelles.

D'autre part, on ne peut pas engager une action armée sans avoir un matériel suffisant pour résister longtemps. Une île est facilement contrôlable, il faut une filière bien rôdée, des arrières sûrs... Après le GLA nous avons été effectivement obligés d'en parler, de prendre des décisions concrètes pour paser à une autre phase de la lutte. A priori, nous ne pouvons pas prétendre à une victoire militaire sur le colonisateur mais à une victoire politique ce qui signifie que les masses populaires se mettent en mouvement. Et s'il est certain que du point de vue de l'action violente (attentats, sabotages...) nous pouvons agir, nous devons avant tout nous assurer du degré de conscience du peuple. Autrement dit, un certain nombre d'actions violentes peut avoir lieu et recevoir le soutien populaire, mais la question est de savoir si les masses sont prêtes à assumer leurs responsabilités. La question fondamentale est celle du rapport des forces entre assimilationistes et partisans de l'indépendance. Lors des événements du GLA, les organisations les plus assimilationistes ont soutenu le GLA,

• • •

• • •

alors qu'à priori ses membres devraient se situer résolument dans le camp patriotique. Pourquoi ? Parce que ces événements intervenaient comme un facteur de destabilisation des forces de libération nationale. Cela réduisait l'influence montante du mouvement de libération nationale autour de l'UPLG et la portée de toutes les actions des syndicats nationalistes.

S.F. : *A l'extérieur, avec le GLA on a eu l'impression que la Guadeloupe allait inévitablement vers l'indépendance.*

UPLG : Il y a un fait : la Guadeloupe ne peut se libérer que par la violence. Mais il faut que la violence soit inclue dans une stratégie d'ensemble. Ici, en Guadeloupe, à la différence de certains autres mouvements de libération nationale, nous avons la possibilité et l'habitude de faire descendre les masses dans la rue aussi bien du point de vue économique que politique ou culturel. Il faut habituer le peuple à exercer la violence. Mais dans la vie quotidienne, il faut que les gens soient capables de résister et d'affronter le

« Affronter le colonialisme en acteurs »

colonialisme non pas en tant que spectateurs mais en tant qu'acteurs, non pas par petits groupes mais en tant que peuple.

Aujourd'hui, face à l'ambiguité du Parti socialiste lorsqu'il tient en Guadeloupe le langage de la décentralisation et qu'ailleurs en Amérique Latine, par exemple, il tient un langage qui affirme *« le droit des peuples à l'auto-détermination »* et qu'il dit *« salut aux combattants de la liberté »*, il n'y a que la lutte armée pour obliger le colonialisme français soit à réprimer le peuple guadeloupéen et le faire s'unir soit à nous laisser conquérir notre indépendance.

S.F. : *Que croyez-vous que le gouvernement fera ?*

UPLG : Le problème est que les socialistes cherchent à nous diviser en durs et en modérés, à vouloir contacter des interlocuteurs modérés pour éliminer les plus radicaux. Le rôle du mouvement est d'empêcher que cette distinction se fasse et pour ce, nous devons nous entendre sur une stratégie commune.

Il faut que tous admettent la nécessité de la violence et à ce moment là, l'organisation armée peut agir car elle est assurée du soutien de tous...

S.F. : *Aujourd'hui, vous semblez être voués à prendre ces initiatives.*

UPLG : Absolument. Nous ne devons jamais être en position défensive. A l'époque de Giscard, c'était le pouvoir colonialiste qui était offensif pour nous détruire. Cependant, nous sommes arrivés à utiliser ses erreurs, ses failles. Ainsi lorsqu'il a voulu transformer 3.000 hectares de cannes en 3.000 hectares de bananes et d'ananas, nous avons déclenché des occupations de terres. Il a envoyé des *« képis rouges »* des C.R.S. et des gendarmes, mais nous avons pu résister et occuper 100 hectares. Actuellement, le gouvernement socialiste fait le vide, comme s'il disait *« tu veux te battre, mais tu ne trouveras pas d'adversaire »*. Il faut le coincer. Il faut avancer et l'attaquer sur ces points les plus névralgiques.

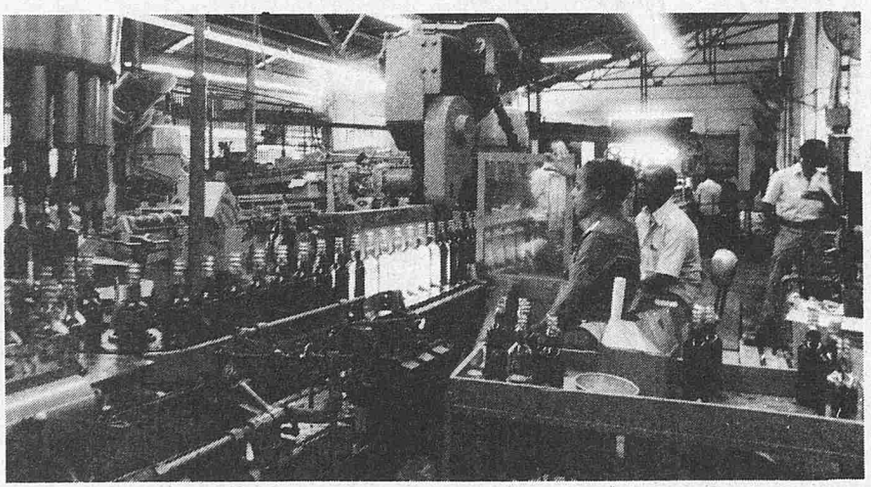
Pour le moment, il est incapable de tenir un autre discours que le discours colonialiste giscardien. Il travaille à coups de dossiers. Il a viré tous les chargés de mission politiques giscardiens et gardé les technocrates qui sont en train de l'enfoncer maintenant. Pour résumer, le gouvernement socialiste français est incapable non seulement d'accorder l'indépendance à la Guadeloupe, mais encore il est incapable de s'opposer à l'indépendance par d'autres moyens que les moyens classqiues.

S.F. : *Ne craignez-vous pas de quitter le giron français pour tomber sous la coupe d'un autre impérialisme ?*

UPLG : Nous sommes conscients de c danger là. Nous ne pouvons pas faire le bilan ici de toutes les expériences socialistes dans le monde.

Nous devons tenir compte non seulement des expériences concrètes mais voir qu'on ne peut pas faire l'impasse de certains types de rapports capitalistes jusqu'à un certain point de vue. On ne peut pas passer de l'économie coloniale à une économie socialiste d'un seul coup. Au niveau international, l'état guadeloupéen doit nécessairement avoir la possibilité de développer des relations avec tout le monde, avec les pays de la Caraïbe y compris l'impérialisme américain.

On ne pourra pas d'un point de vue général affronter de face l'impérialisme américain, sinon on sortira d'une dépendance pour tomber dans une autre.



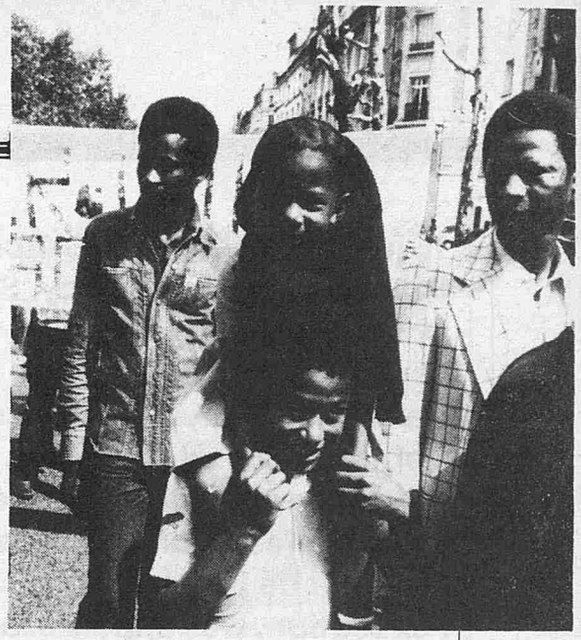
Rhumerie aux Antilles

S.F. : *Derrière le slogan que vous avez lancé :* « un seul chemin, un seul peuple, une seule organisation », *est-ce que vous ne préfigurez pas déjà le parti unique, la voix unique... L'expérience des différents pays du tiers-monde, si on l'oublie, vous le rappellerait avec vigueur...*

UPLG : C'est pourquoi, nous avons supprimé le mot d'ordre *« une seule organisation »*. Car avant tout, c'est un mot d'ordre de mobilisation utilisée à la création de l'UPLG. Mais c'est effectivement un mot d'ordre qui devenait dangereux...

Propos recueillis par

Méjid Daboussi



Alliance Révolutionnaire Caribéenne (ARC)

Fin de la trève

D'une façon presque générale, pour la presse antillaise, française et guyanaise, les attentats commis dans les « *DOM* » au cours de la nuit du 28 mai mènent sur la piste des indépendantistes, qualifiés tour à tour de désillusionnés, d'impatients, d'utopistes ou encore de déchaînés, d'irresponsables, ou de vulgaires fauteurs de trouble. Certains organes de presse poussent leur enquête plus loin, en se montrant plus précis, plus percutants et suggèrent alors que les auteurs de ces attentats pourraient être les membres du Groupe de Libération Armée (G.L.A.) démantelé en janvier 1981 et dont certains militants incarcérés ont été amnistiés car, ils poursuivent la Chambre de mise en accusation qui doit statuer dans le courant de ce mois sur le dossier de trois de ses militants non amnistiés. Cette thèse serait renforcée par le commissaire de la République en Guadeloupe qui faisait remarquer, dimanche 28 mai, que ces attentats coïncidaient avec la date de commémoration de l'abolition de l'esclavage (27 et 28 mai) et de celle de la mort d'un officier rebelle Delgres qui, en 1802 s'était tué après l'échec d'une révolte d'esclaves.

D'autre part, la presse souligne la concertation préalable et minutieuse qu'exige ce type d'action, c'est pourquoi elle est amenée à parler de « *réseau interdépartemental* » d'ailleurs la déclaration de l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe (A.R.C.) organisation jusqu'alors inconnue semble se présenter, à travers sa proclamation solennelle comme une organisation structurée et déterminée qui affirme que « *jusqu'à l'indépendance totale de nos pays, nous n'aurons de cesse de harceler et de frapper notre ennemi commun le colonialisme français même au sacrifice de notre vie* ».

C'est cet aspect nouveau qui fait frémir, réfléchir et s'interroger. « *France Antille* » quotidien « *départementaliste* » diffusé dans les trois départements a commenté l'événement en se demandant s'il y avait un lien entre les attentats et la fête des mères, hypothèse vite abandonnée toutefois devant la déclaration de l'A.R.C.

« *Justice* » du Parti Communiste Martiniquais (autonomiste) dénonçait à travers ces attentats le mal colonial et demande que l'on s'attaque aux « *vrais problèmes de la décolonisation* ».

Le Parti Communiste Guadeloupéen n'exclut pas l'hypothèse de l'intervention de la CIA ou du GLA. Pour certains partisans de la droite, le KGB pourrait être le premier responsable.

Pour l'hebdomadaire trotskyste antillais (indépendantiste) « Révolution Socialiste » cette méthode est une fuite en avant car il vaudrait mieux « *s'atteler aux tâches de construction de l'unité* ».

Quant à l'hebdomadaire chrétien : « *Aujourd'hui dimanche* », ces explosions indiquent une concertation préparée mais mal définie en Martinique, compte tenu des cibles choisies de « *l'Ordre et de l'Autorité* ».

En revanche, « *Combat Ouvrier* » journal Trotskyste (indépendantiste) comprend la signification de ces actes mais ne reconnait pas à l'A.R.C. le droit « *d'agir en lieu et place du peuple* ».

Réaction de la presse antillaise

Le Progressiste (décentralisateur) s'élève contre la violence et réaffirme son soutien à la décentralisation comme étant « *une étape importante sur la voie de la responsabilité martiniquaise* ».

Pour l'Union Pour La Libération de la Guadeloupe (Indépendantiste), la violence est normale dans le contexte de la Guadeloupe.

« *L'Echo des Antilles* » (décentralisateur) indique que ceux qui n'ont pu obtenir « *démocratiquement l'adhésion des masses lors de consultations électorales* » utilisent le langage de la bombe. (En suffrage exprimé abstention bien sûr non interprétée, les indépendantistes obtenaient en Guyane 8,92, en Martinique 4,85, en Guadeloupe 1,68. Ce journal craint que les touristes français apeurés ne délaissent les Antillais pour la Réunion.

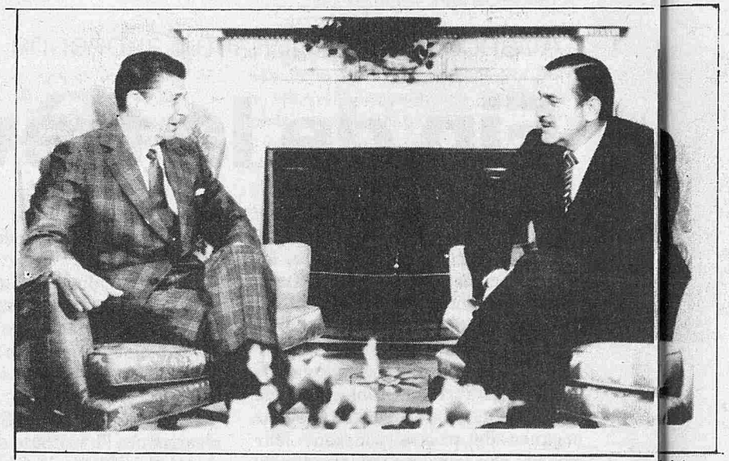
Face à cette montée de violence, M. Lemoigne, Secrétaire d'Etat aux *DOM-TOM* a déclaré dès le 28 mai que « *ce n'est pas en recourant à la violence qu'on résoudra les problèmes des DOM* » pour M.L. Mermaz, il faut des « *réformes économiques et sociales* ».

Le 1er juin le secrétaire d'Etat s'est montré plus ferme : « *l'Ordre Républicain sera respecté* » a-t-il annoncé. Répression ? Justice ? Prêts ? Partez ! Voilà qui réconfortera les membres de l'opposition qui crient justice, une justice qui ressemble fort à une vengeance si l'on s'en tient aux propos du député guadeloupéen de droite, M. Esdras qui a manifesté son regret devant la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat et l'amnistie dont certains membres du G.L.A. ont bénéficié, sans autre forme de procès, il condamne à nouveau et par avance les ex-membres du G.L.A. De plus, les termes du télégramme des présidents des Conseils Généraux de la Martinique (E. Maurice) de la Guadeloupe (L. Michaux Chevry) et de la Guyane (E. Bellony) envoyés à G. Defferre et G. Lemoigne protestent contre ces « *lâches attentats* » et invitent la population à observer la plus grande vigilance à l'égard des fauteurs de trouble.

Il n'en reste pas moins que la situation dans les *DOM* traduit un profond malaise auquel le gouvernement socialiste se trouve confronté. Si la répression a toujours été la tactique des gouvernements précédents, elle s'est avérée efficace et les policiers du GIGN, spécialistes de lutte antiterroriste risquent de ne pas être des remèdes utiles.

A.B.

16 juin 1976, Soweto. Prétoria 9 juin 1983 à l'aube, Jerry, Simon, Marcuse, trois militants de l'ANC sont pendus pour « haute trahison ». Ils avaient moins de trente ans. La veille à Paris, fut organisée par le MRAP et le MAA, une manifestation de solidarité à l'ANC et de protestations contre l'exécution. Des appels à la clémence engagés par certaines églises sud-africaines, l'ONU, les « Non Alignés » et Paris, sont restés sans réponse.
L'ANC de son côté, exige pour ses membres le statut de « prisonniers de guerre civile ».



Washington : le Président Reagan rencontre le ministre des Affaires étrangères R.F. Botha à la Maison Blanche en mai 81.

Après les pendaisons des trois militants noirs

Afrique du Sud : le tournant ?

« *C'est le commencement du début de la fin pour le gouvernement blanc* » déclarait à Newsweek (6 juin 83) John Makatini, représentant de l'ANC aux Nations Unies, trois jours après « *l'opération militaire* » de son mouvement, le vendredi 20 mai à Prétoria et qui fit 18 morts et plus de 200 blessés, victimes civiles de races blanche et noire . Comme à son habitude, Prétoria répondit le lundi suivant par un raid aérien sur la banlieue de Maputo tuant six personnes et en blessant une quarantaine, toutes civiles également. Fort du prétexte de la destruction de l'infrastructure de l'ANC et de ses rampes lance-missiles, la RSA n'atteignit aucun de ces objectifs pour la simple raison qu'ils n'existaient pas. On sait également que les cadres politiques de l'ANC se sont repliés au nord du Mozambique depuis plus d'un mois. Le gouvernement du premier ministre P. Botha n'ignorait sans doute pas à ce point ces faits, mais encore fallait-il répondre à l'émotion de l'électorat blanc qui devra se prononcer incessamment sur son projet de réforme constitutionnelle (participation au pouvoir des métis et des indiens) par référendum. Un projet controversé, assailli par une critique venant de tous bords.

Les commentaires des médias occidentaux n'ont cessé, pour une bonne part, de présenter l'évènement de Prétoria comme un tournant, voire une nouvelle offensive tactique de l'ANC. Faut-il s'en étonner ? Pas outre mesure, puisque cinquante opérations de même nature (sabotage industriel, attaque de commissariats, bombes), eurent lieu de janvier 1980 à avril 1983. Le raid meurtrier de Prétoria en décembre 1982 au Lésotho ne surprend que par la violation pour la première fois, des frontières juridiques de ce petit royaume, ce que le conseil de l'ONU a parfaitement compris en demandant « *dommages et intérêts* » à la RSA. En réalité, ni la puissance de feu sophistiquée et destructrice de Prétoria, ni l'offensive de la guérilla de l'ANC ne constituent des éléments nouveaux. Depuis le sabotage des usines SASOL en juin 1980 et la destruction partielle de la centrale nucléaire de Koeberg en décembre 1982, le champ d'action et la diversification des objectifs de l'ANC se sont élargis, comme le rappelle *(1)* Olivier Tambo président de l'ANC : « *Toutes les installations économiques étrangères sont des facteurs militaires et constituent des cibles pour notre lutte, le capital étranger est devenu une part du pouvoir militaire de l'apartheid* ». Il est toujours malaisé de distinguer le fait informatif des prétentions de la propagande, mais encore faut-il s'armer d'une volontaire vigilance. Prétoria qui n'y goûte guère, s'empressera d'ajouter les « *cadavres noirs* » du 20 mai, à la liste des excès du terrorisme « *communiste* » de l'ANC. Les propos d'un noir après l'action militaire suffisent au moins à relativiser l'évènement : « *Le peuple est très satisfait, on a perdu depuis longtemps l'espoir du changement pacifique, l'ANC frappe finalement les cibles réelles* ». *(2)*.

Depuis la visite à la Maison Blanche du ministre des affaires étrangères Pik Botha en mai 1981, et les mots choisis pour ne pas dire triomphants, « *d'engagement constructif* » de R. Reagan, la RSA tente de se dégager d'un isolement provoqué partiellement par la politique de l'ex-président Carter. L'administration Reagan s'est alors empressée de lui offrir un

Washington, Prétoria : la confiance retrouvée

plateau de promesses, garni d'un plan américain ambitieux sur la question namibienne, contrariant par ailleurs les efforts déjà vains, du groupe de contact (GB, France, RFA, Canada, USA). Mais l'intransigeance notoire de Prétoria fit tomber bien des illusions. Pour l'heure, on peut aisément prétendre, que les américains sont parvenus de manière intempestive à bloquer une situation déjà complexe, en établissant un lien entre le départ des troupes cubaines d'Angola et le règlement virtuel du conflit. Une politique du « *linkage* » (lier) prisée sous Carter, qui n'a ni le mérite de l'innovation et moins encore jusqu'à maintenant celui de l'efficacité. Le risque à l'impasse augmente à la faveur de la multiplicité des acteurs directs et indirects, et au grossissement des enjeux. De son côté, la RSA qui sait profiter de chaque nouveau délai, se hâte de consolider sa « *nouvelle administration* » en Namibie en attendant une consultation électorale d'où bien évidemment la SWAPO serait exclue. Le retour depuis six mois, à des négociations bilatérales et discrètes entre Prétoria et Luanda recentre les données, mais on ignore encore lesquelles seront finalement retenues. Du point de vue de Pik Botha « *l'avis de la SWAPO ne serait pas indispensable* » *(3)*. Quand à l'Angola, à la marge de manoeuvre plus réduite, elle espère convaincre Prétoria de cesser sinon d'atténuer, son appui logistique à l'UNITA, véritable fardeau pour Luanda.

Reste que la France en la personne de M. Cheysson, lors de la conférence à l'UNESCO du 25 avril sur le soutien au peuple Namibien et dans le cadre de l'ONU, a songé bien tardivement à quitter le groupe contact. Initiative qui n'aurait pas manqué d'encourager bien des états africains et surtout la SWAPO, face à l'entêtement de facto des USA. Mais à cela, la France n'offrait guère de propositions nouvelles, d'autant qu'elle a toujours priviligié un règlement en Namibie avant la question de l'apartheid.

L'Afrique du Sud qui affiche une bonne santé économique, doit pourtant faire face à une inflation courante de 15% en 1983 (17% en 82) qui d'évidence se répercute sur l'ensemble des noirs. Tandis qu'un effort budgétaire de 15% soit 3 millions de rands fut consenti pour l'essentiel à la sécurité militaire et aux agriculteurs blancs (pilier électoral des durs du régime pâle). Cette attitude d'autosatisfaction qui jette une fois de plus l'anathème sur la RSA (qui s'y habitue) n'inquiéterait pas d'avantage, si les partisans d'une économie restreignant les dépenses publiques africaines à tort ou à raison, ne cessaient d'introduire une partialité sous-jacente dans leur jugement.

...

Banlieue de Johannesbourg pour gens de couleur.

...

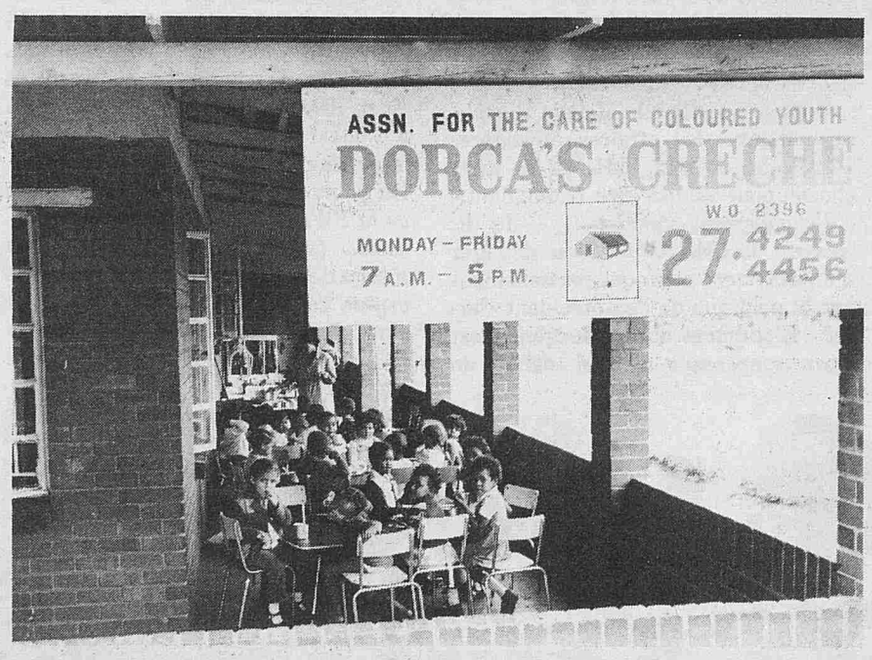
Parmi ces mêmes gourous de la restriction, on trouve bon nombre de représentants d'organismes financiers internationaux publiques ou privés. Or, rien n'est aussi stimulant que la cession d'un prêt d'un milliard de dollars du FMI à la RSA (sans précédent pour ce pays) en novembre 1982. Trois mois plus tard, le ministre des finances sud-africain O. Horwood annonca la levée du contrôle des changes (en vigueur depuis 1961), véritable appel à l'investissement étranger. Si la décision du FMI ne surprit personne, sa réponse aux adversaires de l'apartheid n'eut même pas le maquillage de la mauvaise foi. Confiante en son crédo immuable, la « *maison du crédit planétaire* » argua qu'en matière de choix le critère technique donc économique, prime sur

Un commerce tranquille

le critère politique. La raison du banquier aux formules jésuitiques, pêche par irréalisme et résiste mal à la confrontation d'expériences passées. Que dire du Chili d'Allende, ou du Nicaragua dont les appels à l'aide n'ont pas été jugés recevables. Par quel dédale de l'esprit passe donc la frontière entre « *technique et politique* », et jusqu'où peut aller la confiance des créanciers en la solvabilité de la RSA, frappée d'une dette estimée début 1982 *(4)* à 9 milliards de dollars.

On évaluait à 9 milliards de francs les échanges franco-sud-africains, tandis que la RSA demeure le troisième partenaire de la France en Afrique, après l'Algérie et le Nigéria *(5)*. La France importe du pays de l'apartheid essentiellement de l'uranium, du charbon, des métaux ferreux, et des fruits (4ème poste d'importation en 1982). Le fleuron à l'exportation automobile Renault, lança en Janvier 1983 sa R9 (montée par Leyland South Africa) en collaboration avec sa filiale Renault-Africa pour une production annuelle de 15.000 véhicules.

Côté financier, un document de l'ONU d'août 1981 démontre le rôle des banques dans le renforcement de la capacité militaire de la RSA. S'il est difficile d'évaluer celui des banques françaises, on sait qu'en 1982, douze d'entre elles ont participé à des prêts destinés à l'Afrique du Sud. (BNP, Crédit Lyonnais, Paribas). La France tente au mieux de respecter l'embargo sur les armes décrété par l'ONU en 1977, mais sa bonne volonté gagnerait en crédibilité si elle s'étayait d'exemples conséquents. Comme ce fut le cas



de l'Espagne qui refusa en avril dernier un contrat militaire avantageux d'une commande de sous-marins (sous licence française) par la RSA (Monde du 28 avril).

Quant à la centrale nucléaire de Koeberg, Framatone continue d'y apporter son concours sur la base de contrats signés en 1976, offrant son « *How Know* » et son intelligence « *artificielle* » (logiciel informatique).

L'affaire devait rebondir lorsqu'à la fin 1982, l'ESCOM (société sud-africaine d'électricité) fit savoir officieusement via FRAMATOME, son intention d'acheter deux réacteurs nucléaires français. L'ancien ministre J.P. Cot monta en première ligne contre le projet, M. Cheysson lui emboîta le pas. M. Jobert resta plus attentiste. A contrario, M. Chevènement défendit le programme nucléaire français, dossier bien compromis, au nom sans doute de la politique de l'emploi. Pour l'heure la question est en suspens, et l'on s'habitue mal au silence du ministère du commerce extérieur, retranché frileusement derrière ce « *conseil politique nucléaire extérieur* » à qui reviendrait l'avis ou la décision finale. A moins que le président, à la faveur des vacances soit amené à trancher à nouveau dès la rentrée.

Patrick Randretsa

(1) Financial Times 23.5.83.
(2) International H. Tribune 26.5.83.
(3) En mars 83. Monde du 4 avril 1983.
(4) Monde 6 oct. 1982.
(5) Mouvement anti-apartheid doc : 13 avril 1983.

Vous appréciez Sans Frontière ?
Abonnez des amis autour de vous.
Signalez-nous les points de vente où S.F. n'est pas.
Nous sommes diffusés par les N.M.P.P. et Diffusion populaire.

La R.S.A en chiffres

SUPERFICIE : *1.224.000 km²*
Population : *Plus de 21 millions de noirs ; 4,5 millions de blancs ; 3 millions de métis ; plus de 800.000 indiens.*

Les blancs possèdent 87 % de la superficie du territoire contre 13 % (homelands) pour les noirs.

Potientiel économique : première place dans le monde pour la production d'or et de diamant... En « *matières premières stratégiques* » la RSA occupe la deuxième place pour le platine, la troisième pour l'antimoine, l'uranium, le chrome, le manganèse, et le vanadium. Dans le domaine agricole, elle est au sixième rang pour le maïs et la laine, au neuvième pour la production de tournesol, et l'élevage bovin. Mais cette année, la RSA traverse une grave crise agricole surtout dans le nord, avec une chute très nette de la production de maïs et de la graine de tournesol. Cette baisse des récoltes, provoquée par la sécheresse, aménera la RSA à importer 2 millions de tonnes de maïs des USA.

Apartheid

Apartheid : signifie, séparation ou mise à part en afrikaans. Mais le discours politique des autorités blanches, jouant sur la terminologie plutôt que sur la réalité, a substitué les termes de « *développement multinational* », de « *démocratie pluraliste* » et enfin de « *différenciation verticale* » dernier néologisme inauguré par le premier ministre P. Botha en 1979.

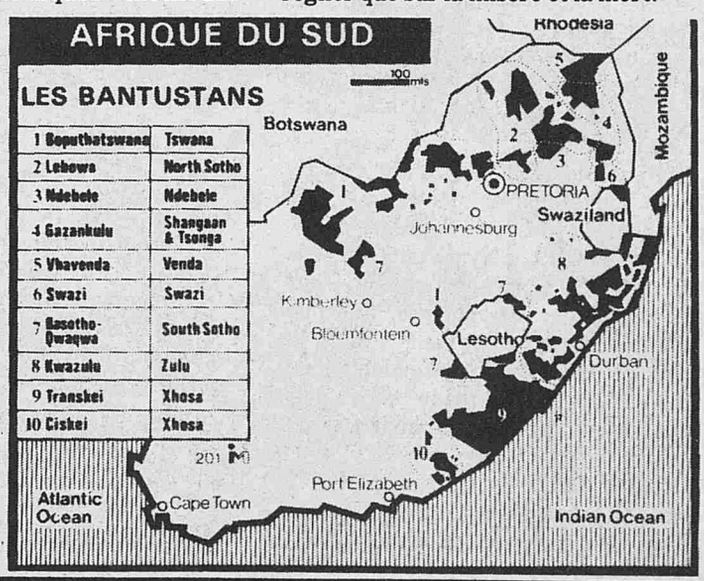
Homeland : est le nom dès 1972 des ex-bantoustans, désignés ultérieurement en 1913-1936 « *réserves délimitées* ».

Les dix bantoustans, devenus homelands, sont destinés à être des « *états nationaux indépendants* » ou chaque noir sud-africain sera de gré ou de force (et plutôt de force), citoyen de l'un de ces états. Quatre sont déjà indépendants le Transkeï (en 1976), le Bophuthatswana (1977), le Venda (1979), et le Ciskeï (1981). Le Kwandebele le deviendra d'ici peu. Plus de 8 millions de personnes auraient ainsi perdu leur citoyenneté (et leurs droits). Devenues étrangères dans leur propre pays et transférées dans un état artificiel qu'elles ne connaissent pas pour la très grande majorité. La radicalisation du système, soutenu par un arsenal juridique unique au monde, et particulièrement coercitif et répressif, permet un contrôle du flux migratoire entre « *zone blanche* » (villes et campagnes) et homelands. Ainsi en 1982, 206.000 personnes ont été arrêtées pour infraction à la législation sur les « *laissez passer* ». Hormis les quatre états, 16,3 millions de noirs vivent encore en Afrique du Sud.

Citoyen de gré ou de force

Les homelands constitués de territoires morcellisés, découpés arbitrairement sur des bases ethnolinguistiques fausses, et surpeuplés (1000 hab. au Km² dans la ville de Qwaqwa) ne sont plus que des réservoirs de main d'oeuvre (1,3 millions de noirs recrutés en 1981 pour l'industrie dans les dix bantoustans). Principale ressource, le salaire de l'immigré envoyé à la famille. Une base industrielle quasi inexistante, des terres pauvres ou en érosion, de faibles et archaïques méthodes agronomiques, une surexploitation des pâturages, une dégradation de l'environnement et une paupérisation constante sont le lot de chaque jour. Une misère que l'on fuit avec son cortège de maladies choléra, peste, rage, typhoïde. La sous-alimentation et la malnutrition (kwashiorkor) sont de fait présentes. Ainsi 96 enfants sont morts chaque jour. Enfin, le revenu moyen au bantoustan Kwazulu est de 100 rands par an (1 rand vaut environ 7 F). Aux conditions économiques tragiques, s'ajoutent l'éclatement familial (dû à la migration de la main d'oeuvre vers les zones blanches, surtout chez les hommes) et la désarticulation des communautés. Aujoud'hui, la sécheresse touche le nord du pays et six homelands sont concernés. Une catastrophe semblable à celle des années 1933-34 où 5 millions d'ovins furent décimés. Eglises et organismes d'aide ont donné l'alarme, mais cela reste insuffisant à ce jour pour enrayer la famine.

Si l'apartheid « *divise pour régner* », il divise aussi infiniment la vie, pour ne régner que sur la misère et la mort.



Après deux sommets manqués

La « vieille sagesse africaine» à l'épreuve

« Tout arrive en Afrique. Même les miracles ! » Cette déclaration serait de l'ancien chef de l'Etat malien, Modibo Kéita, lors de sa réconciliation avec le président Senghor au premier sommet de l'OUA, le 25 mai 1963 à Addis-Abeba.

Certes, tout arrive en Afrique. Et c'est, en quelque sorte, un miracle que, vingt ans après, subsiste encore une organisation se proclamant de l'unité alors que l'Afrique est traversée de courants contraires et que le continent fait, plus que jamais, caisse de résonance aux conflits idéologiques Est-Ouest.

A sa création, l'OUA s'était donné comme une de ses priorités la libération du reste de l'Afrique. C'est chose faite, si l'on excepte le cas particulier de l'Afrique du Sud et celui, en voie de règlement, de la Namibie.

Cette volonté de décoloniser tout le continent sous-tendait l'action de l'OUA. De ce fait, ses conflits internes étant presque relégués au second plan, ils se résolvaient plus facilement. On évoquait alors la « *sagesse africaine* ».

Aujourd'hui, le tableau est différent : ce sont les conflits entre Etats souverains et idéologiques qui prennent le dessus. Tout se passe comme si l'OUA, n'ayant plus d'objectifs pouvant mobiliser l'ensemble de ses membres... se mobilise, au contraire, sur tout ce qui peut la diviser. D'où le risque d'éclatement qui, malheureusement, plane plus que jamais sur l'organisation panafricaine.

Et pourtant, en vingt ans, l'OUA a connu et surmonté des crises. Elle a, à peine, cinq mois lorsqu'éclate, en octobre 1963, le premier conflit armé opposant deux de ses membres : le Maroc et l'Algérie, à propos de la souveraineté sur la région de Tindouf. l'OUA crée alors une commission d'arbitrage, la première d'une longue série. L'affaire sera réglée, — Tindouf restant algérienne — certes, davantage grâce à la volonté de conciliation de Rabat et d'Alger qu'aux actions de la commission d'arbitrage. Qu'importe : l'OUA s'est montrée capable de résoudre ses conflits internes.

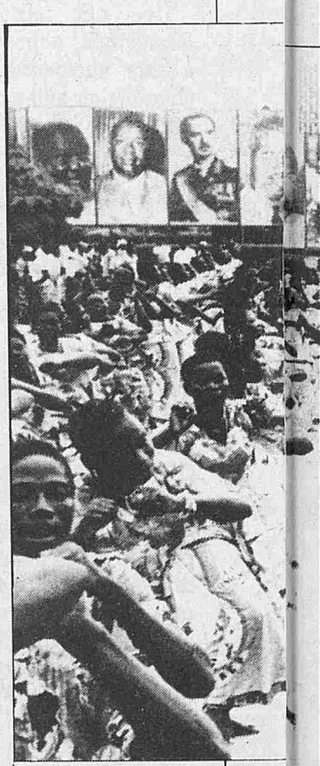
Début 1964, le principe sacro-saint de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation connaît des accrocs : Ethiopiens et Somaliens engagent la bataille dans l'Ogaden (région toujours disputée d'ailleurs). A la même époque, le Kenya accuse la Somalie d'avoir introduit ses troupes dans le Nord kényan.

En cette même année, la guerre civile au Congo (le Zaïre actuel) bat son plein. l'OUA n'en peut mais. Sauf à interdire à Moïse Tshombé de siéger au II[e] sommet de l'organisation au Caire, tant sa personne et son régime suscitaient l'hostilité d'une grande majorité des participants.

Vint la période des cascades de coups d'Etat qui, à partir de 1965-1966 commencera à remodeler la physionomie des sommets de l'organisation. Rappelons-en quelques-uns : en Algérie, le colonel Boumedienne renverse Ben Bella, tandis qu'au Congo-Kinshasa (le Zaïre depuis) le général Mobutu destitue Kasavubu. En Centrafrique, le colonel Bokassa évince Dacko, tandis qu'en Haute-Volta, le général Lamizana dépose Yéméogo.

Au Nigéria, la méthode est plus expéditive : le 14 janvier 1966, sir Abubakar Tafewa Balewa, premier ministre est assassiné. Six mois plus tard, son successeur, le général Ironsi, subit le même sort et est remplacé par le général Gowon.

Et, véritable coup de tonnerre : le président ghanéen, Kwame Nkrumah,



Inauguration au Togo de la conference Lomé II en 1979.

le chantre des Etats-Unis d'Afrique, est renversé le 24 janvier 1966 par le général Ankra, alors qu'il effectuait un voyage officiel en Chine.

Ainsi, à chaque sommet de l'OUA, ce ne sont pas seulement les portraits qui changent, mais les méthodes d'analyse, l'approche des problèmes. « *Des intrus ont forcé le club* » raille un diplomate après le pompeux discours-fleuve de Bokassa au III[e] sommet à Addis-Abeba en 1966. Et c'est en route pour ce même sommet que la délégation guinéenne, conduite par Lansana Béavogui est « *enlevée* » lors d'une escale à Accra par les nouveaux dirigeants ghanéens qui en proposent l'échange contre Nkrumah réfugié en Guinée. Elle sera libérée grâce à l'intervention de l'OUA.

La première crise grave qui secoua l'organisation panafricaine fut, sans conteste, la sécession de la province nigériane du Biafra qui, en 1967, s'est proclamée Etat. Un Etat reconnu officiellement par quatre pays africains (Côte d'Ivoire, Gabon, Tanzanie et Zambie). Ce qui faillit conduire, déjà, à l'éclatement de l'OUA.

Le vieux démon des clivages

Les premières années de la décennie soixante-dix seront relativement calmes pour l'OUA. Il y a eu, certes, la brouille sérieuse (1971) de la Guinée avec la Côte d'Ivoire et le Sénégal, la première accusant ses deux voisins d'abriter des opposants au régime de Conakry. La réconciliation intervient tout de même après sept ans de guerre... des ondes et le gel des relations diplomatiques.

Il y a eu, également, l'intrusion d'Amin Dada dans le club des chefs d'Etat. Ce qui a posé quelques problèmes au VIII[e] sommet à Addis-Abeba en 1971, la représentativité de la délégation du nouveau maître de l'Ouganda ayant été contestée par certains participants « *choqués de voir Milton Oboté remplacé par un clown* ».

Mais il y a eu aussi cet élan de solidarité avec les Etats arabes qui a conduit les pays membres de l'OUA à rompre (en 1973) leurs relations diplomatiques avec Israël.

C'est à partir du XII[e] sommet, à Kampala en juillet 1975, que l'OUA renoue avec ses crises et ses vieux clivages entre les régimes dits « *progressistes* » et ceux qualifiés de « *modérés* ». Le détonateur : la rivalité autour du Sahara occidental, anciennement espagnol. Alors, foin de la charte ! On ne libère plus, on annexe. La vieille sagesse africaine — faite de dialogue, de concertation, de diplomatie — est mise au rancart, et l'on donne du canon.

Cette affaire — dont l'évolution jusqu'à présent est bien connue — empoisonne, depuis lors, l'OUA et constitue la plus grave menace d'éclatement de l'organisation.

Un autre « *miracle* » surviendra-t-il à Addis-Abeba ? Toujours est-il qu'il existe une réelle volonté d'éviter l'éclatement. Le scénario généralement admis serait que la délégation de la République arabe saharouie démocratique (RASD) assiste muette à la séance d'ouverture du sommet et laisse ensuite les chefs d'Etat débattre des modalités d'un référendum dont le principe est acquis.

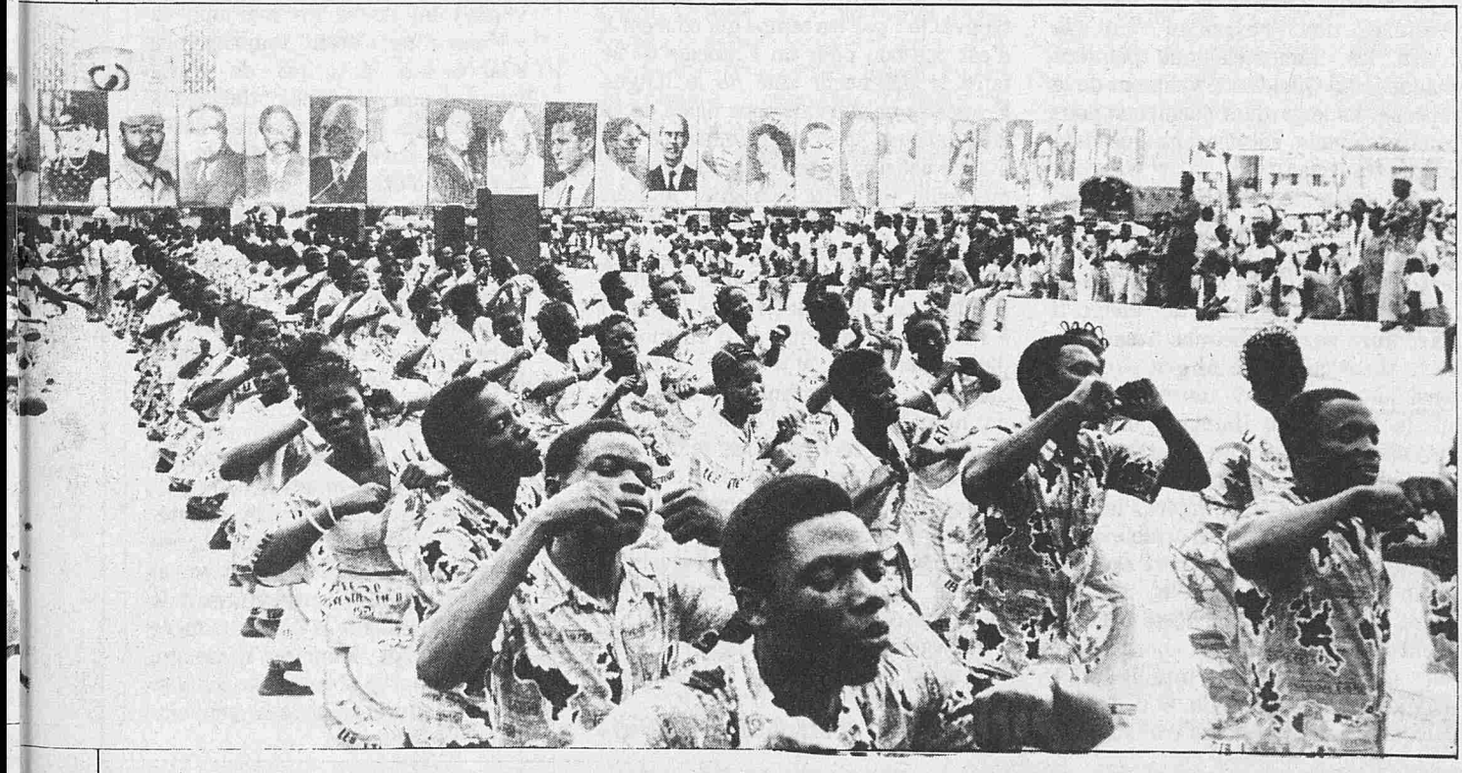
Un secrétaire intérimaire

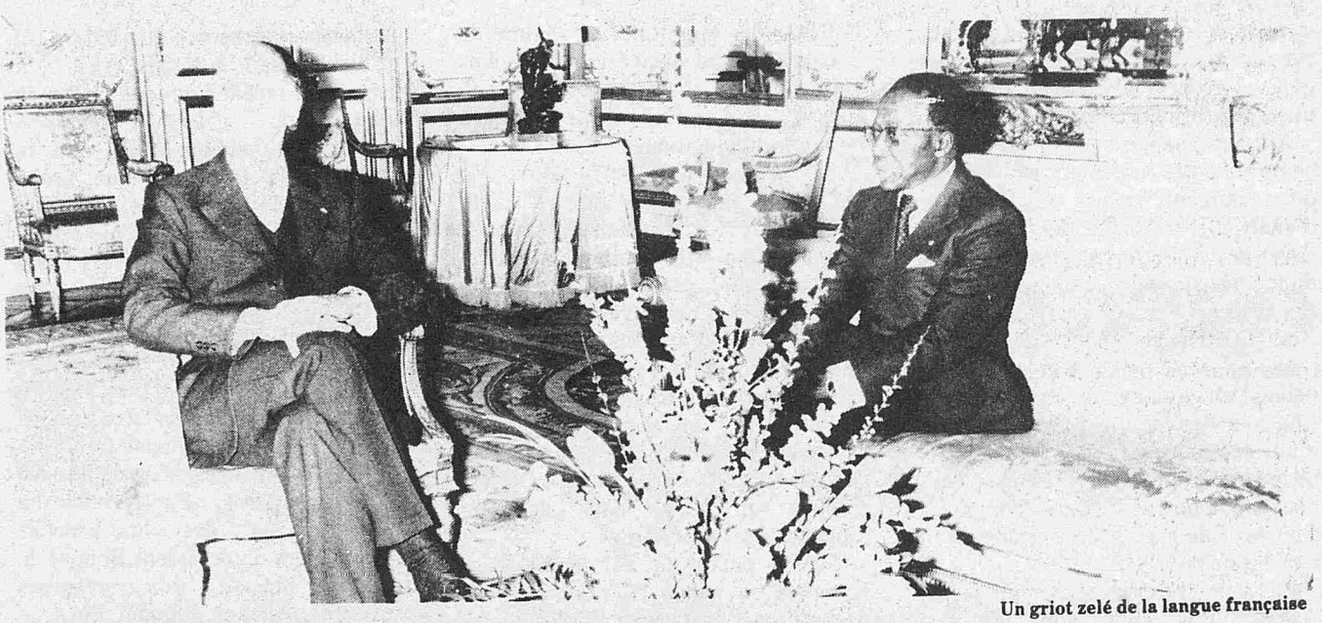
Quant au nouveau secrétaire général de l'organisation, le choix se ferait entre l'ancien ministre gabonais des Affaires étrangères, Paul Okoumba (aujourd'hui l'un des plus proches collaborateurs du président Bongo), le ministre malien des Affaires étrangères, Alioune Blondin Bèye, le Tanzanien Ahmed Salim Salim, ancien candidat de l'Afrique au secrétariat général de l'ONU ou l'actuel secrétaire général adjoint de l'organisation, le Nigérian Peter Onu.

Il semble exclu — malgré certaines rumeurs contraires — que l'actuel secrétaire général, le Togolais Edem Kodjo soit à nouveau candidat.

En ce qui concerne la représentativité du gouvernement Hissène Habré, elle ne pose pas problème, sinon peut-être encore à la Libye qui, dans cette affaire, risque d'être isolée.

Hubert Fagla





Un griot zelé de la langue française

Senghor au delà du folklore

Senghor est un élève patient et appliqué. Séminariste à à N'Gazobil, où il se destinait à la prêtrise, les bons pères finirent par le renvoyer pour manquement à la discipline ; Khagneux à Louis Le Grand, il échoua au concours d'entrée à Normal Sup. et dut se contenter de la Sorbonne d'où il sortit néanmoins agrégé en 1935. Aspirant secret au prix Nobel, les académiciens d'Oslo pendant des années l'ignorèrent superbement. Cette fois-ci, il vient de prendre une revanche sur le destin : les immortels qui pointent chaque jeudi Quai Conti viennent de le repêcher en le gardant parmi eux pour bons et loyaux services rendus à la langue française.

Poète de génie, dont les amples versets ont une résonnance claudélienne, nourri d'ingrédients puisés dans le terroir Sérére, Senghor aurait pu se contenter de cette mâne des dieux. Il s'aventura sur les chemins hasardeux de la théorique et se forgea alors un label qui ne fut pas de tout repos pour lui : la Négritude. Immense mélange de vieilles recettes d'ethnologie coloniale revue et corrigée par un « *theillardisme* » mal digéré, le tout arrosé d'un mythe indécrottable quasi zoologique du Nègre intuitif face au blanc rationnaliste. « *L'émotion est nègre. La raison est Hellène* ». Cette aventure lui coûtera fort cher : boudé par presque toute l'intelligentsia Africaine, traité de vendu, et de traitre la lyre du poète président commence à emettre de sérieux grincements. Senghor ne se découragea pas pour autant ; il reprit bravement son bâton de pèlerin et élargit son champ d'action : apparurent alors des mots nouveaux qui auraient fait le bonheur des chansonniers : *Négrité, Arabité, Francité,* que voulez-vous ? On n'est pas grammairien pour rien.

Malin comme tout, il n'oublia pas la carte d'identité première et ajouta dans sa besace le terme Francophonie. On lui saura gré de cette dernière trouvaille : par les temps qui courent il n'est pas bon pour un Français de se faire le défenseur zélé de la langue Française en Afrique sous peine de se voir accusé de néocolonialiste ou d'impérialiste. Senghor se chargea à merveille de cette besogne, le tout couronné d'accents universalistes qui achevèrent de donner à notre bonhomme une stature d'humaniste. Humaniste. Oh ! Il le fut à sa façon. Il a rêvé d'une Afrique et d'un monde plein d'harmonie ou tout ne serait que dialogue de civilisations. Voltaire était un humaniste et il l'exprime d'une manière concrète avec les réalités de son temps. Il fut l'adversaire acharné du supplice de la roue. Senghor lui, ne parlera jamais du sort des millions d'Africains torturés ou assassinés. Pire, il ne nous donna même pas un dictionnaire Ouolof, Sérére ou Peul.

Je vous le répète, Senghor mérite vraiment d'entrer à l'Académie Française.

Macoudou N'Diaye

BREVES

Par tradition le mois de juin est celui réservé aux problèmes Nord-Sud. Ainsi ont lieu à Belgard, la tenue de la sixième CNUCED, à Rome la conférence de la FAO, l'ouverture de l'ONUDI, et à Paris l'OCDE se penche sur l'aide à l'agriculture des PVD.

COTE D'IVOIRE :

Suite aux événements intervenus tant dans le pays que chez ses voisins au cours de mai-juin, le « *Vieux* » ne s'étant toujours pas adapté aux autorités de Paris depuis mai 81, ces dernières n'ayant pas su se montrer assez compréhensives, FHB a décidé que la seule solution qui lui restait est celle déjà rodée par le Zaïre et le Gabon, allez-voir à l'extérieur notamment aux USA, où il séjourne au moment même où s'ouvre le sommet de l'OUA. Ainsi pourra-t-il faire de la surenchère vis à vis de Paris.

HAUTE-VOLTA :

Après le limogeage de Sankara, et sans doute pour montrer comment il entendait conduire la Haute-Volta, il vient de faire une chose particulièrement significative et dont on devrait reparler avant la fin 83 : l'amnistie a été prononcée en faveur de Maurice Yameogo, figure historique voltaïque, ce dernier recouvre donc ses pouvoirs et droits civiques.

La mort de Diallo Telli racontée

DIALLO TELLI (1925-1977)

En achevant de lire le livre de Amadou Diallo qui relate dans les moindres détails les circonstances exactes dans lesquelles Diallo Telli, l'ancien secrétaire général de l'OUA fût arrêté, de la haine que lui portait le dictateur de Conacky, jaloux de tout prestige qui peut égaler le sien, des conditions de sa détention au sinistre camp Boiro, de sa mort ignoble et atroce au fond d'une geôle par 45° de fournaise, l'on ne peut s'empêcher d'émettre ce jugement : Terrible !

On savait la mégalomanie de Sékou Touré, s'affublant de « *responsable suprême de la révolution* » de « *camarade stratège* » de sa paranoïa pour les complots réels et imaginaires, de son machiavelisme, mais l'on ne pouvait soupçonner le degré d'horreur atteint dans le cycle infernal qu'il a déclenché sur la Guinée en 25 ans de pouvoir absolu.

L'indignation et le dégoût qu'on peut légitimement éprouver sont à la mesure de l'immense blessure morale de beaucoup de patriotes africains qui ont eu foi en celui qui fit le nique à De Gaulle, soulevant la fierté de tout un continent.

L'Histoire bégaie toujours. Au départ, deux hommes que tout oppose, Diallo Telli un intellectuel brillant entièrement dévoué à la cause de l'Unité Africaine, Docteur en droit, sorti des universités françaises, magistrat, ancien secrétaire général du grand conseil de l'AOF, premier Africain à occuper ce poste sous l'ère coloniale. Diallo Telli réunissait tant de dons, modeste et sincèrement respectueux de la démocratie.

En face, Sékou Touré, autodidacte formé à l'école de la CGT française, tribun hors pair et qui sait électriser les foules, personnage cynique qui n'hésite pas à recourir à la violence pour parvenir à ses fins, usant de la rhétorique révolutionnariste, édifiant le mensonge en art politique, et surtout ayant le don de l'amalgame qui lui servira lors des nombreux complots tissés de temps à autre pour liquider adversaires ou personnages trop populaires qui le gênent, ou servant simplement de boucs émissaires, sacrifiés au nom d'une politique qui a conduit au naufrage d'un pays. Sékou Touré est un mélange de Staline et de Vichinsky tout à la fois « *grand théoricien et grand inquisiteur* ».

Tout commence en 1958. De Gaulle faisant la tournée des capitales africaines dans le cadre de son projet de référendum, arrive à Conackry. Sékou Touré qui a forgé un parti puissant et omniprésent, et éliminé tous les autres et qui prêche le « *non* » au référendum. Ayant le goût des déclarations fracassantes, il se heurte à un De Gaulle paternaliste et courroucé. La rupture sera consommée entre la France et la Guinée qui accède à l'indépendance en Septembre 1958. Tout s'enchaîne très vite ; la jeune république qui avait soulevé l'enthousiasme de tout un continent tombe dans le marasme d'une économie super étatisée et qui tourne vite au désastre. Devant les difficultés du régime, l'opposition extérieure relève la tête et c'est l'ère des complots où ne fut pas souvent absente la main de l'ancien secrétaire général de l'Elysée pour les affaires africaines, Jacques Foccart. La machine infernale se met en place : ce fut d'abord le complot des enseignants ou « *intellectuels tarés* », en 1965 d'autres suivirent ; les rangs des premiers compagnons de « *Révolution* » commencent à se dégarnir. En 1969, une fournée emporta Keita Fodéba, ministre de la Défense et créateur des célèbres ballets d'Afrique Noire, Kaman Diaby chef d'Etat major de l'armée et de beaucoup d'autres froidement exécutés après des tortures effroyables et des aveux radiophoniques. En 1971, une autre fournée suivit après l'échec du débarquement des opposants guinéens financés par les autorités portugaises qui voulaient en même temps abattre le PAIGC, installé à Conackry. Des pendaisons publiques eurent lieu dont celle d'une femme, Mme Loffo Camara, ancien ministre des Affaires Sociales de Magassouba Moriba et d'autres compagnons souvent amis du chef d'état guinéen.

En 1972, après huit ans passés à la tête du secrétariat de l'OUA où il acquit une stature internationale, par ses qualités de diplomate et d'organisateur, Telli Diallo rentre en Guinée malgré les nombreux conseils de prudence qui lui prodiguèrent ses amis. Il préféra retourner dans son pays pour se mettre à la disposition du gouvernement guinéen comme il l'avait fait en 1958. Il n'en sortira plus vivant. La logique infernale se met en place. La popularité tant à l'intérieur de la Guinée qu'auprès de l'opinion publique africaine de Diallo Telli, portait ombrage à Sékou Touré qui le fera surveiller et lui interdire toute sortie du territoire guinéen jusqu'à son arrestation et sa mise à mort programmée par le bourreau de Conackry en 1977 dans ce qu'il appelle le « *complot Peul* ».

Aujourd'hui, qui se souvient de Diallo Telli, mort dans l'indifférence générale avec la complicité et la lâcheté de ceux-là même qui, hier au temps de la splendeur, lui vouèrent une admiration sans bornes ? Telli a été tout simplement broyé par une machine effroyable au service de l'ambition démesurée d'un seul homme : le dictateur Sékou Touré.

Macodou N'Diaye

« La mort de Diallo Telli » par Amadou Diallo. Editions Karthala.

TEXTE FARID
DESSIN LARBI
LES BEURS
ALI BABA BAR
COUSCOUS A TOUTE HEURE
JAMBON-BEUR ET CAPTAIN-MOHAMED IN CONCERT
SALUT LES BEURS ! CEUX QU'EN ONT MARRE DU FOLKLORE ET DES DOMINOS, YA JAMBON BEUR ET CAPTAIN MOHAMED QUI PASSENT A COTE !!
C'EST GRATUIT !
GRATUIT !!
DU ROOOOOOCK !!
LE ROCK MAGHREBIN ÇA PÈTE BIEN !!
JAMBON-BEUR
EN KABYLIE ON FAIT DU ROCK & ROCK ROCK
HÉ !!
CASSE TOI GIGOT !
BING
DU ROCK-KABYLIE..
TOI TU VAS MORFLER !!
ATTENTION ! JE FAIS DU KUNG FU !!

ET MAINTENANT
CAP'TAIN MOHAMED
ET SES MOHAMEDETTES !!
CGT
SI T'AS LES BOULES PETIT BOUGNOULE
BOURRE TON SANDOUICHE PLEIN DE HASHICHE...
BOURRE TA CHÈCHIA PLEIN DE CHICHA...
CAP'TAIN MOHAMED
BING!
TOC
BROOOOOOOOOOOC
BANZAÏ !!
LE SQUATT S'ÉCROULE TIRONS NOUS !!
LE LENDEMAIN..
HÉ LES BEURS ! Y'A COUSCOUS-CASSOULET QUI PASSE À BELLEVILLE ÇA VOUS DIT ?
PICERIE
ON PRÉFÈRE LES DOMINOS !!
FARID + LARBI

Clin d'oeil

Si le titre de cet article peut laisser subsister quelques doutes, nous voudrions d'emblée éliminer toute équivoque. Nous voulons, par ces quelques lignes, rendre compte de lectures récentes mais nous ne prétendons, en aucun cas, faire un panorama de la saison ni même nous livrer à une quelconque sélection. Notre propos témoigne du hasard des rencontres, il se veut une simple dérive au fil des livres... (1)

Parmi quelques livres africains

La littérature congolaise ne manque pas d'auteurs de talent. Derrière leur incontestable leader littéraire, Tchicaya U Tam'Si *(2)*, de nombreux poètes, dramaturges, romanciers ont choisi cette voie pour s'exprimer. Une nouvelle preuve de la vitalité de cette littérature nous est donnée cette année.

Poète un instant échappé du côté de la nouvelle (*Chroniques* puis *Nouvelles chroniques congolaises (3 et 4)*, Jean-Baptiste Tati-Loutard est, avec *Le dialogue des plateaux (5)*, de retour à la poésie. L'auteur des *Poèmes de la mer* et des *Racines congolaises* qui se définissait lui-même comme un « *poète de l'élément plus que de l'évènement* » semble vouloir inverser cette proposition avec ce sixième recueil.

Les fonctions officielles ont sans doute donné au poète de nouvelles orientations... La phrase liminaire du recueil donne le ton : « *La poésie n'existe que parce que la nature est imparfaite* ».

Henri Lopes, pour sa part, demeure fidèle à la prose avec son dernier livre « *Le pleurer-rire* » *(6)*. Au centre de ce roman la, tristement boufonne, figure de Tonton Bwakamabé Na Sakadé, ancien baroudeur des guerres coloniales devenu maître d'un état africain (parfaitement imaginaire comme on peut le penser). « *Eclairé* » dans son despotisme par « *un oncle* », Gourdain, ce tyran multipliera les décisions arbitraires, les fastes inutiles et coûteux, les injustices de toutes sortes et les répressions sanglantes. Grâce à une structure éclatée qui rompt avec le classicisme habituel, l'auteur parvient à rendre plus captivante cette impitoyable dénonciation. Si le Père Ubu peut être évoqué à la lecture de ce livre car le burlesque et l'absurde y ont effectivement rendez-vous, on ne peut toutefois oublier que, parfois, la réalité a des allures qui la font prendre pour une fiction. Comme Henri Lopes l'exprimait dans le titre, les larmes percent derrière le masque du rire.

Du même pays, décidemment « *grand producteur* », il faut ajouter le roman de Sylvain Bemba, « *Le soleil est parti à M'Pemba* » et la nouvelle pièce de Maxime N'Debeka *(7)*.

C'est avec les victimes que se situent deux auteurs maliens : Ismaîla Samba Traore avec « *Les ruchers de la capitale* » *(8)*, et surtout Ibrahima Ly avec « *Toiles d'araignées* ». Avec ce roman, Ibrahima Ly dénonce avec une force convaincante le martyr vécu par une fillette qui, pour avoir refusé le mariage avec un septuagénaire choisi

pour elle par sa famille, est condamnée à la prison. Effroyable et tragique rencontre de l'innocence avec le monde des exclus, des damnés parmi les damnés. L'univers carcéral décrit par Ly défie toute notion élémentaire d'humanité et le destin douloureux et poignant de son « *héroine* » ne peut laisser indifférent.

C'est le rire que choisit Eliane Bakel pour dénoncer dans une comédie bouffonne *Monsieur le Ministre (9)* la corruption régnant parmi les fantôches qui détiennent parfois les pouvoirs politiques. Un employé des pompes funèbres ayant entendu à la radio son nom parmi ceux des ministres récemment nommés, il est immédiatement courtisé par ceux qui le méprisaient et rapidement ses dettes deviennent des créances. Mais l'homonymie réserve parfois quelques surprises... Derrière l'énormité du rire, il y a dans ce livre un accent critique qui dans sa simplicité n'en acquiert peut-être que plus d'efficacité. « *Le théâtre a fourni la parole et le rire à ceux qui ne savent plus pleurer* » écrit Nagandu sur la 4ème de couverture de ce livre qu'il semble avoir parfaitement saisi...

Deux livres écrits par deux Sénégalaises s'observent au-delà des mots : *Le collier de cheville (10)* de Adja Ndeye Boury Ndiaye qui, comme l'indique la page de garde aurait pû s'intituler « *50 ans de vie quotidienne à Dakar* ». Il s'agit d'un témoignage attentif issu d'une observation minutieuse des petits riens au travers desquels l'originalité et la banalité se mêlent pour former le quotidien. Dans un autre continent, dans un autre monde, Ken Bugul évoque dans *Le boabab fou (11)* l'exil difficile d'une jeune femme qui ne parvient pas à assumer ce que l'auteur résume par cette formule : « *être femme — être un enfant sans notion de parents — être noire et être colonisée* ».

RESTAURANT CAMEROUNAIS

LA SAVANE

7 rue Marie Stuart 75002 Paris

Ouvert de 18h à 6h du matin

FERME LE MARDI

Tél.233.83.77

Métro : Halles - Etienne Marcel

Sentier - Réaumur Sébastopol

Edition enfantine : une denrée rare

Devenue dans son éloignement celle que l'on exhibe, « *la négresse après les lionceaux et les singes avec les masques Dogon et d'Ifé* ». Elle connaîtra une douloureuse descente aux enfers de l'absolue solitude sans qu'aucun artifice ne parvienne à lui procurer une réelle évasion.

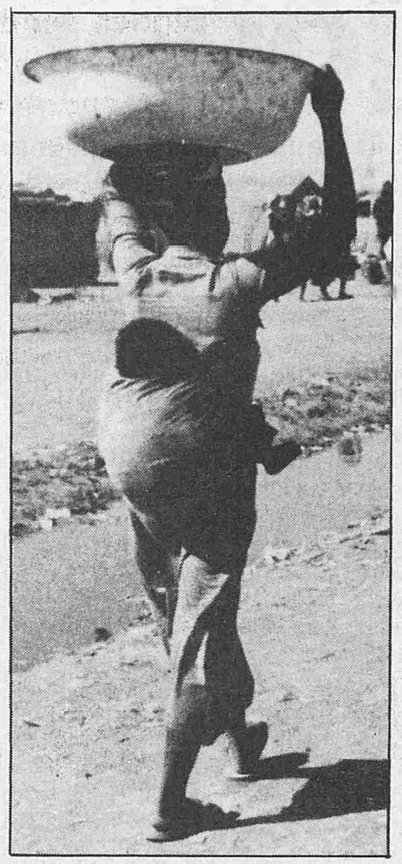
Tandis que Ken Bugul partait en Belgique dans l'espoir d'une rencontre avec un ailleurs prometteur c'est au sein même de son Cameroun natal que Gabriel Mfomo est allé recueillir les 45 contes ewondo qui composent *Au pays des initiés*. Comme le précédent *Soirées au village (12)*, il ne s'agit pas d'un livre à lire d'un seul tenant. Il est préférable en effet de distiller son plaisir et de savourer avec raison ces courts textes, de quelques lignes ou de quelques pages qui plus que de procurer une simple distraction parviennent à interroger sur quelques questions essentielles. A signaler dans la même collection *Les contes haoussa du Niger* de J. Pucheu et *Les nuits de Zanzibar* de H. Tourneux.

Les livres destinés aux enfants et écrits par des Africains demeurent une « *denrée* » suffisamment rare pour saluer avec plaisir l'initiative des éditions NEA+Edicef et Présence Africaine qui toutes deux ont créé une collection « *Jeunesse* ». Nous retiendrons de ces deux collections le livre de Williams Sassine, *L'alphabête (13)*. Le romancier guinéen avait déjà séduit par son roman *Le jeune homme de sable (14)* et il a ici composé un recueil de 26 contes. 26 comme 26 lettres de l'alphabet que l'auteur récite avec bonheur de A à Zèbre.

A destination d'un plus jeune public encore, l'Ivoirien Jean-Marie Adiaffi propose *La légende de l'Eléphanteau (15)* : Adjo Blé une petite fille « *avec ses grands yeux profonds de rêve, ses longues tresses, sa petite voix mélodieuse, son pagne aux mille couleurs de caméléon* » aime un jeune éléphanteau. Elle lui offrira son foulard, il lui donnera l'une de ses défenses mais les familles s'opposent à leurs rencontres... Les illustrations d'Assane N'Doye viennent agréablement accompagner les 50 pages de ce récit.

Afin de compléter ce trop rapide survol, qu'il nous soit permis de signaler le très récent (avril) numéro spécial du *Magazine littéraire* consacré aux écrivains d'Afrique noire et le dernier numéro de la revue *Notre librairie* (Ed. Clef 34 rue La Pérouse 75016) qui peut être un instrument de découverte et de sensibilisation à ces littératures.

Bernard Magnier



(1) Si l'on fait la part des limites de nos connaissances et de l'oubli, certains livres ne figurent pas dans cette liste pour diverses raisons : certains ont déjà été présentés dans ces colonnes (« Les méduses » de Tchicaya U Tam'Si dans le n°72 et « Les ruchers de la capitale n°75), d'autres ont bénéficié de grands moyens de diffusion et quelques autres seront peut-être l'objet d'autres comptes-rendus.
(2) Les Méduses : Albin Michel, (3) P.J. Oswald/L'Harmattan ; (4) Présence Africaine ; (5) Présence Africaine ; (6) Présence Africaine ; (7) Présence Africaine ; (8) L'Harmattan — voir Sans Frontière n°75 ; (9) Silex ; (10) N.E.A. ; (11) N.E.A. ; (12) Karthala, les deux volumes ; (13) Présence Africaine coll. « Jeunesse » ; (14) Présence Africaine ; (15) L'Amitié/G.T. Rageot.

Amérique latine

Souffler n'est pas jouer

Ils nous viennent de «là-bas» et ont tous en commun un format:le best-seller.Seulement voilà:il y a la littérature sud-américaine authentique et celle qui singe elle-même.

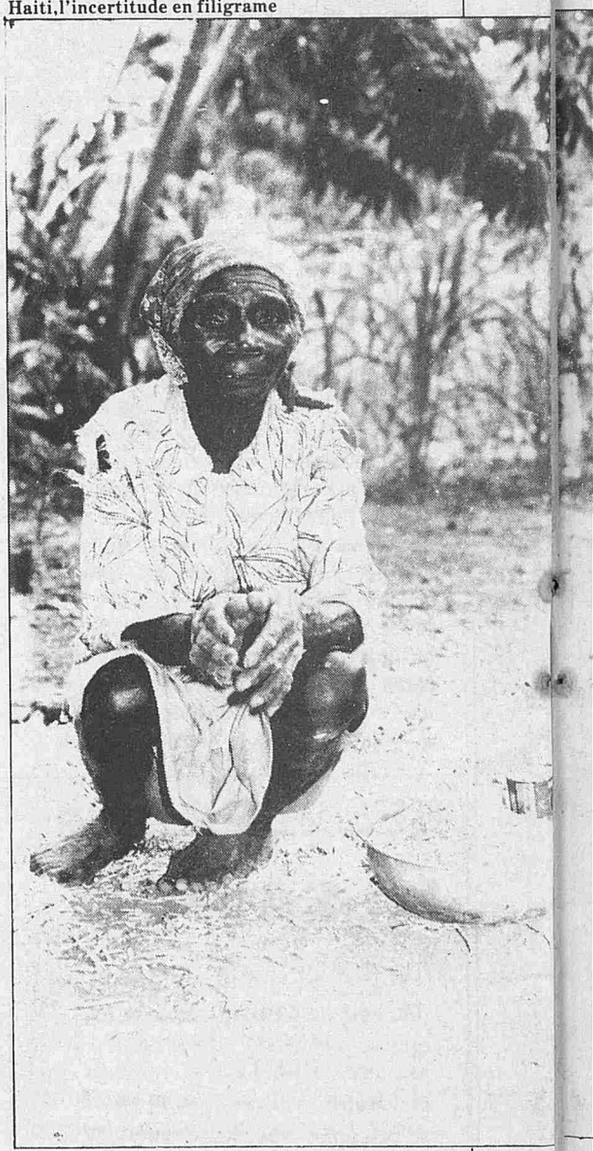
Lorsqu'un Carlos Fuentes vous assène « *Terra Nostra* », par exemple, il ne reste plus au lecteur qu'à évoquer le second degré pour expliquer l'incontestable obscurité d'une oeuvre aussi brillante qu'indigeste. La plupart des détenteurs érudits de cet ouvrage n'ont d'ailleurs jamais pu achever leur lecture. De là à tout brûler après « *Cent ans de solitude* » de Marquez, je dis non ! Ce serait ignorer le souffle certain du genre littéraire créé par les Sud-Américains. Même si souffler, n'est pas jouer...

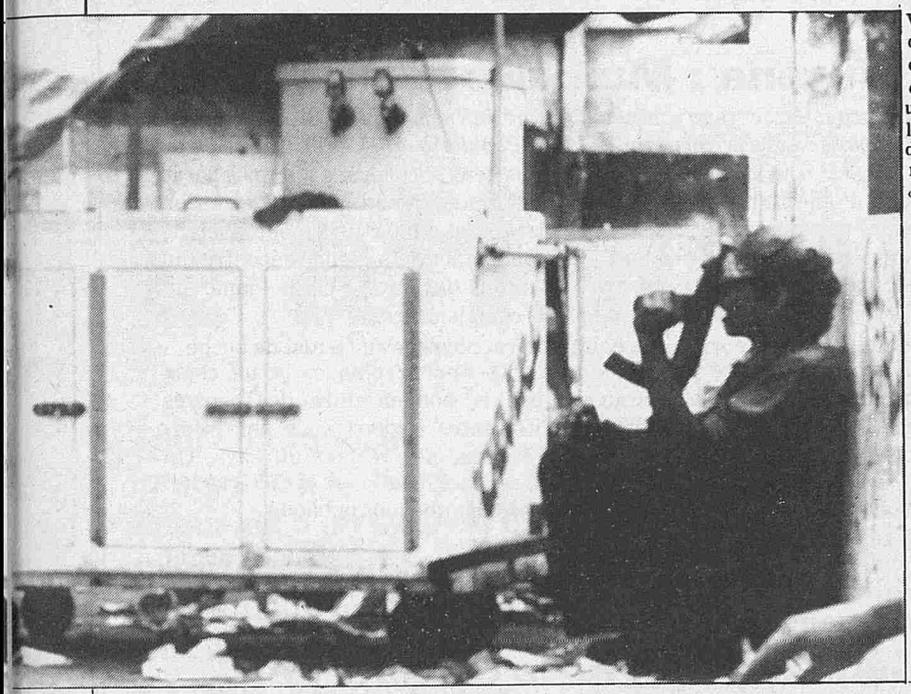
Prenons la nouvelle. Depuis le 19e siècle, (Maupassant, Poe et les Russes) et sauf, dans sa version policière, elle avait pris un sacré coup de vieux. Elle doit son check-up aux autres auteurs latino-américains. Entre les années quarante et quatre-vingt, ils sont les seuls à développer un genre littéraire des plus difficiles mais aussi des plus percutants puisqu'à la fois poétique, fantastique et anecdotique. Les Editions Belfond ont d'ailleurs publié cette année une anthologie de la nouvelle hispano-américaine, sous la direction de Ruben Bareiro Saguier et d'Olber Gilberton de Léon. Vous y trouverez quelques joyaux et vous découvrirez à quel point, dans cette région du monde, l'écrivain pullule. Histoire de ne pas toujours se contenter des valeurs reconnues comme Garcia Marquez.

S'ils font preuve de quelque retenue dans la nouvelle, par contre dans le roman, ils s'éclatent. Entendez : ils déversent des fleuves de verbes et d'images. Ainsi, Mario Vargas Llosa, l'un des plus grands écrivains péruviens, qui vient de publier, chez Gallimard, « *La guerre de la fin du monde* ». Thème : le Brésil au moment de la révolution républicaine, la société coloniale du 19e siècle et la résistance d'un petit village, Canudos, aux mains d'un étrange prophète. Des personnages fort bien campés, un livre superbement écrit mais Diable ! Que ne l'a t-on réduit de moitié ! Non pas que je n'aime pas les pavés. Du même auteur, j'ai lu « *La Conversation à la Cathédrale* » (600 pages) dont je garde encore un souvenir ému. Un ouvrage plein d'inspiration, d'idées, de rebondissements. A lire donc, toute l'oeuvre de ce Péruvien, même si le Brésil lui a tourné la tête.

Autre livre passé quasiment inaperçu : « *La Mauresque* » d'Eduardo Manet (Gallimard). J'ai même parié qu'il serait primé et j'ai perdu. Qu'à cela ne tienne ! « *La Mauresque* » est un ouvrage subtil sur la société cubaine et le destin étrange d'une passionaria venue d'Espagne pour devenir la quérida (« *amante oficielle* ») d'un grand seigneur débouté par un changement politique. C'est surtout dans ma mémoire, une extraordinaire explosion de couleurs, de vie, de féminitude, bref : la plus pure et la plus totale des séductions. Chez le même éditeur, rappelons « *L'amour n'est pas aimé* » d'Hector Bianchiotti. Il n'a pas eu les honneurs de nos critiques et s'en est passé fort bien puisque cité comme « *l'un des meilleurs livres* » de l'année. Quant à moi, et je le regrette car l'auteur est fort sympathique, j'ai craqué avant la fin, portant la critique fatale de « *nombrilisme* ». Culture « *macho* » oblige mais Dieu que je suis mauvaise langue !

Haiti,l'incertitude en filigrame





Violence et dechirures d'un continent, une présence lancinante dans le roman «Latino»

Dans la série des bons crus, « *Fils d'homme* », d'Augusto Roa Bastos, chez Belfond (voir critique). Il parait que ce livre s'est mal vendu ce qui en dit long sur la situation de la littérature aujourd'hui. De la bonne, en tous les cas...

Enfin, « *la famille Vortex* », de Jean Metellus (chez Galimard également) décrit « *l'exil long et ennuyeux* » des haïtiens dans un « *style baroque qui l'apparente à la grande littérature latino américaine* ». Sur le même thème, l'ouvrage de Jean-Claude Charles paru chez Stock : « *De si jolies petites plages* ». Il s'agit de la quête initiatique d'un exilé qui refait le chemin à l'envers : Paris, New-York, Haïti. Un ouvrage essentiel sur la diaspora haïtienne et l'espace indicible de l'exil qui draine ses propres valeurs, sa propre éthique. Rappelons également les poésies d'Aimé Césaire, publiées au Seuil : « *Moi, laminaire...* » : « *Il y a des volcans dont l'embouchure est à la mesure exacte de l'antique déchirure...* ».

Enfin, les nouvelles de Carlos Fuentes « *Les eaux brûlées* » (Gallimard). Indiscutablement lisible et même très beau. Et bien sûr, le dernier ouvrage de Gabriel Marquez : « *Les feuilles dans la bourrasque* ». Peu de noms nouveaux, donc, dans cette production littéraire qui reste celle des grands classiques. Est-ce à dire que dans cette partie du monde, la créativité stagne comme en Occident ou hésite-t-on, en France comme ailleurs, à traduire de nouveaux auteurs ? Quand on sait que même l'ouvrage de Roa Bastos s'est mal vendu, la seconde explication parait plus probable. Nous ne manquons pas seulement d'écrivains, mais nous manquons de lecteurs. Nous ne manquons pas seulement de découvertes, mais aussi de découvreurs. Ceux qui ne sont pas atteints par cette maladie partageront avec plaisir l'extraordinaire tendresse qui parcourt l'écriture d'Eduardo Manet, le seul auteur inconnu traduit cette année. Une tendresse souvent absente d'une littérature très politique mais somme toute, peu sentimentale et qui tend, parfois, à s'oublier dans des schémas qu'elle a produit et dont elle ne parvient plus toujours à se libérer.

Fabienne Messica

AUTRES PARUTIONS :

« *L'Etincelle* ». Mario Benedetti. Ed. Belfond.

« *Un homme et sa pensée* ». Marcus Garvey. Ed. Caribeenes.

« *Rires et pénitences* ». Octavio Paz. Ed. Gallimard.

« *La plantation* ». Renaldo Arenas. Ed. Le Seuil.

REEDITIONS EN POCHE :

« *Le livre de sable* ». J.L. Borgues. Folio. Ed. Gallimard.

A PARAITRE AUX EDITIONS CARIBEENNES :

« *Le jeune antillais face à la migration* ». Sainte Rose.

« *Antilla retrouvée* ». Jean-Claude Bajeux.

LITTERATURE ENFANTINE :

« *Les aventures de Chabin l'espiègle* ». François Kichenaffamy.

FILS D'HOMME

Premier volet d'une trilogie comprenant « *Moi le suprême* » (Belfond 1977) et le « *Procureur général* » (à paraître), « *Fils d'homme* » est réédité pour la première fois en France dans sa version intégrale. Cette édition, plus complète que la première, corrige une première version dont la traduction française a été violemment contestée par l'écrivain.

Comme de nombreux romans latino-américains, « *Fils d'homme* », s'enracine dans un village qui porte toutes les marques de l'histoire du Paraguay. La présence guarani, le règne des prêtres, des encomendéros (propriétaires terriens) puis des juntes militaires sont autant de strates inscrites sur la terre du village. Indomptable, la culture populaire identifie Dieu et l'homme, puisque Dieu est fils d'homme et que les Karais, sortes de prophètes guaranis, étaient des hommes. Pour ce peuple du Paraguay, comme pour les guaranis, le paradis est sur la terre et demeure l'objet inaltérable d'un éternel combat. Mais la révolution a remplacé les quêtes messianiques d'antan.

C'est cette continuité entre des rites archaïques et l'épopée moderne révolutionnaire qui sert d'épine dorsale au roman. Entre le personnage de Gaspar Mora, le lépreux qui dédia au village un Christ à son image, et la révolution, il existe une sorte de lien d'espèce. Désespérée, massacrée, la révolution renait de ses cendres en un mouvement incessant. Etouffée pendant quelques années par la fièvre nationaliste qui jette dans une guerre meurtrière Paraguayens et Boliviens, la voilà qui renait, portée par quelques survivants et unijambistes. Autant de Christ à la mode guarani.

Dans ce contexte politique de violence et de terreur, des destins se croisent et s'embrassent dans la fulgurance d'un instant. Ainsi naissent les fils d'homme, témoignages d'un bref instant d'amnistie, dans la lumière d'un brasier emporté par l'histoire. Enfants portant le lourd héritage de siècles de tourmente et la promesse, sans cesse renouvellée, d'une autre révolution.

« *Fils d'homme* » a le souffle « *à bout de souffle* » d'une Amérique Latine haletante, sous les feux des totalitarismes et des nationalismes. Elle vit encore...

« *Fils d'homme* ». *Augusto Roa Bastos. Belfond.*

De la guerre ...

Le narrateur suit l'itinéraire banal et tragique d'Albin, et raconte son histoire tantôt à la troisième personne tantôt à la première personne.

Ibin est un jeune instituteur. Il exerce dans une petite école de l'île de France. Il vit avec sa mère. Il est doux et pacifique, poète. Appelé en Algérie, il se retrouve dans un camp opérationnel, entre Alger et Tunis. Ce qu'il sait de la guerre : on y égorge et on torture.

Avant de partir, il va dans un bordel. Pas de date précise. On sait seulement après plusieurs courts chapitres qui racontent le long voyage jusqu'à Alger puis Tizi Ouzou, qu'il sera affecté à un camp militaire stratégique où on torture.

Dans le camp, les anciens d'Indochine appellent les maquisards les *« Viets »*. Ils feront tout pour gagner la guerre. Albin sait qu'on torture et que les prisonniers sont abattus. Les soldats français sont des criminels de guerre. Il renonce à son grade d'Aspirant, il demande à rentrer en Métropole. Il sera jugé par un tribunal militaire à Alger. Le convoi qui l'emmène à Alger, menottes aux poignets, est attaqué par des maquisards. Albin et le lieutenant ne sont pas tués. Ils vont vivre plusieurs jours dans une grotte avant d'être découverts par des rebelles. Ils épargnent Albin. Le lieutenant est tué et mutilé. Une opération de représailles s'ensuit. Deux rebelles sont faits prisonniers : ce sont eux qui ont mutilé le lieutenant. Albin de retour au camp se retrouve dans la position des soldats français vengeurs. C'est lui qui torture les prisonniers qui l'ont épargné.

Avant de se suicider d'une balle dans la tête, Albin écrit une lettre à sa mère qui ne lui parviendra pas. Il parle de guerre civile. D'un ton tranquille et placide, il dit qu'il a torturé alors qu'il avait crié au camp quelque temps auparavant : *« je hais la torture »*.

Albin, le jeune instituteur, rêveur, abandonné dans la guerre d'Algérie ne meurt pas *dans* la guerre, mais *de* la guerre, une guerre coloniale une guerre policière contre une population civile.

L.S.

« Les serpents » de René Bourgeade. Editions Gallimard.

Algérie : Multiples facettes

Un remarquable ouvrage consacré à l'Algérie vient de paraître aux éditions « *Complexe* » dans la collection « *Pays et Populations* ». Les deux auteurs de cet ouvrage, J.P. Durand et H. Tengour ; tous deux sociologues ; animés par le même souci d'objectivité, tentent de rendre compte des multiples facettes d'un pays déchiré par plusieurs siècles de colonisation et qui, actuellement, cherche encore sa voix entre modernisme et tradition. Il fallait une telle rencontre (un étranger ayant vécu en Algérie et « un enfant du pays ») pour donner un ouvrage d'une telle teneur, impartial et sans complaisance.

Différent des guides touristiques habituels, cet ouvrage au format de poche est abondamment illustré par des documents iconographiques et un choix judicieux de textes. On n'y trouvera pas la nomenclature des centres touristiques, hôtels et restaurants des différentes régions mais une information utile, notamment pour un immigré coupé des réalités du pays. Un ouvrage de référence précieux, qui trouvera sa place, aussi bien chez le particulier soucieux d'en savoir plus, que dans les bibliothèques publiques.

Hamid Targui

« L'Algérie et ses populations » Editions Complexe, de J.P. Durand et H. Tengou R. Diffusion française : Presses Universitaires de France.

Ceux à qui on ne la raconte pas

Qui sont les gusses ? Appelés, rappelés de la guerre d'Algérie, ce sont des hommes qui n'ont pas choisi la carrière militaire. Comme G. Mattei, envoyé en 1956 dans un camp opérationnel d'Algérie, par mesure disciplinaire. En effet, il a participé avec 400.000 rappellés à une contestation publique de la guerre.

Largement autobiographique, le roman de G. Mattei s'ouvre sur le mouvement des appelés et se termine sur la journée de massacre des Algériens en Octobre 61 en France. Un récit fort, passionné, violent. Sans complaisance ni pudibonderie. Tout est dit, notamment les évènements de Kabylie et les guerres de représailles effectuées par les militaires. Il s'agit plutôt d'une guerre de flics et de tortures que d'affrontements militaires. Une guerre contre révolutionnaire où de jeunes soldats deviennent tortionnaires ou déserteurs.

Audacieux, désespéré, lucide, voici un des premiers romans « éclairant » sur la guerre d'Algérie. Tous ceux à qui on ne veut pas la raconter devraient lire la *Guerre des gusses.*

« La guerre des gusses ». G. Mattei. Editions Balland. **Leila Sebbar**

négrissima

POUR CEUX QUI AIMENT LES CHEVEUX CREPUS ET FRISES

NEGRISSIMA PRODUIT DE COIFFURE DE QUALITE

SALON DE COIFFURE
INSTITUT DE BEAUTE

Joséphine Jouffret

62 rue Claude Bernard 75005 Paris
Tél. : 535.44.88 M° Censier-Daubenton

Un livre, un procès

L'affaire Papon

Tout commence, lorsque le « Canard Enchainé » en date du 6 mai 81 titre à la Une : « Quand un ministre de Giscard faisait déporter les juifs : Papon aide de Camps ».

Nous sommes à la veille du second tour des élections présidentielles ; et il va sans dire que cela provoque un certain remou dans toute la classe politique, mais qui ne transparaitra pas vraiment. Quant au gouvernement de Mr Barre, il s'enfermera dans un mutisme total. Elections ou solidarité gouvernementale obligent ?

Mais le ministre Papon se sentira obligé de répondre : (...). *Le Canard Enchainé, chez qui j'ai fait opérer un contrôle fiscal me cherche des poux dans la tête (...)* ».

Pourtant, le *Canard* publie deux documents en fac-similé signés Maurice Papon. Le premier, est un ordre de réquisition « *du nombre de gendarmes nécessaires pour escorter un convoi d'israélistes transférés du camp de Mérignac au camp de Drancy le 2 février 1943* ».

Le second, est un arrêté du préfet régional, signé Maurice Papon secrétaire général sur papier officiel à en-tête du « *Service des Questions Juives* ». Mais pour M. Papon ce ne sont que des poux dans sa tête !

Mais pourquoi, aura-t-il fallu attendre quarante ans pour savoir ? C'est à cette question centrale, qu'a tenté de répondre Michel Slitinsky dans son livre « *l'Affaire Papon* ». Agé de cinquante-huit ans, Michel Slitinsky est un des rares rescapés de Bordeaux des rafles anti-juives ordonnées par Papon. Il n'a que dix sept ans, le 19 octobre 1942, quand la police française se présente en pleine nuit au domicile de la famille Slatinsky. Il réussit à s'échapper, après avoir frappé un policier, il rejoindra la résistance.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE — Bordeaux, le 22 MARS 1943 — 194

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Section : Questions Juives

LE PREFET REGIONAL, PREFET de la GIRONDE

à Monsieur l'INTENDANT de POLICE BORDEAUX

Objet: Arrestations de juifs

En exécution d'instructions télégraphiques du Ministère de l'Intérieur, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien faire procéder à l'arrestation immédiate des juifs ci-après désignés:

BLEUER Antoine, né le 8.10.1878 à Mirobur domicilié 10, rue du Pont de la Mousque à Bordeaux
KATZ Martin, né le 18.3.1896 à Ilk-Vitka domicilié 48, rue Ausone à Bordeaux
GASPAR Ernest, né à Dès le 9.2.1899 domicilié 65, rue Ferbos à Bordeaux
BRAUN Simon, né à Ungvar le 16.4.1898, domicilié 53, cours de l'Yser à Bordeaux

tous de nationalité hongroise.

Vous voudrez bien, également, assurer le transfert de ces juifs au camp d'internement de Drancy (Seine) avant mercredi 24 courant.

Je vous serais obligé de vouloir bien me tenir informé de l'exécution de ces mesures.

LE PREFET REGIONAL,
Pour le PREFET:
le Secrétaire Général

C'est parce qu'il ne s'est pas laissé aveugler par la haine ni par aucun esprit de vengeance que Michel Slitinsky a pu écrire ce livre, qui est sans conteste une contribution importante à la compréhension d'une des périodes les plus noires de l'Histoire de France contemporaine. Vingt ans de recherches avec pour seule obsession que l'oubli ne soit plus la mémoire de ce pays. Mais Maurice Papon ne l'entendra pas de cette oreille puisqu'il poursuivra en justice l'auteur du livre et demandera purement et simplement la saisie de l'ouvrage. Il n'obtiendra seulement que la disparition de certains passages de la préface signée par Gilles Perrault. Dans sa seconde édition de « *l'Affaire Papon* », c'est l'ordonnance de référé du tribunal de grande instance de Paris qui tient lieu de préface ; afin que le lecteur puisse se faire une idée assez complète de ce qu'était la première.

Quand à l'ancien ministre de Giscard, il est inculpé depuis janvier 83 de « *Crimes contre l'Humanité* ». Au service du Maréchal, puis à celui du Général, voici ses « *hauts faits d'armes* ».

Bordeaux 1942/1944

Mille-six-cent-quatre-vingt-dix israélites — dont quatre vingt et un enfants — sont déportés, dans les camps de la mort, par les bons soins de Maurice Papon, alors, Secrétaire général de la préfecture de Bordeaux.

Paris, 17 octobre 1961

Pour protester contre le couvre feu qui leur est imposé depuis le début du mois par Maurice Papon Préfet de police, des dizaines de milliers d'Algériens — avec femmes et enfants — manifestent pacifiquement dans les rues de la capitale. La répression sera terrible : deux-cents morts, quatre-cents disparus, douze mille arrestations.

Paris 8 février 1962

Une manifestation anti OAS appelée par les partis de gauche — sauf la SFIO — est réprimée dans le sang, par les flics de Maurice Papon. On relèvera huit morts, écrasés contre la grille du métro Charonne.

Telle pourrait être, la carte de visite, avec les états de service — d'un loyal serviteur de l'Etat : Maurice Papon.

Incroyable, — sordide —, tableau de chasse en l'espace de deux générations, le temps de deux guerres...

Alors, comme dit l'auteur : « *Il ne fait pas bon être juif à Bordeaux en 1942, Algérien à Paris en 1961, anti-fasciste à Paris en 1962* ».

Farid Aïchoune

« L'Affaire Papon », Michel Slitinsky. Editions Alain Moreau.

Présence de Senac

Il y a dix ans, l'Algérie perdait, dans des conditions non encore élucidées, l'un de ses poètes les plus féconds, Jean Sénac.

Jean Sénac *(1)* était entré en poésie comme on entre en religion. La poésie était sa destinée. « *Dieu nous a chargé d'une mission, Dieu nous a tracé notre chemin. Il faut que se fasse sa divine Volonté. Ce sera dur, mais l'Eternité est au bout !* », répondait-il le 12 octobre 1945 à sa mère qui lui écrivait : « *J'ai bien peur que ta vie de poète ne soit cause de ton malheur* ».

Camus et Char furent ses maîtres et amis. Son oeuvre, placée sous le signe d'un soleil fraternel qu'aucune douleur n'a jamais pu obscucir, est traduite dans une dizaine de langues. L'Algérie, avec sa rocaille et ses plages, ses blessures et ses colères, ses rêves et ses désillusions, était la seule vraie patrie de son coeur. Jérôme, le personnage principal du *Soleil Interdit (2)*, derrière qui se profile le portrait moral et politique de Jean Sénac, nous donne la mesure et l'intensité de cet attachement. Parlant de l'action que ce jeune Français d'Algérie mène à leurs côtés contre le colonialisme, Omar, un militant nationaliste, rappelle :

C'est incroyable !
Je me souviens de cette conversation avec Jérôme ; je lui posais une question extrême pour l'éprouver :
« Si l'on te commandait, pour le bonheur du peuple, de tuer ta mère, le ferais-tu ? »
Sans hésiter, il répondit : « oui »,
puis, l'exaltation téméraire passée :
« Non, je crois que j'essaierais dans une lutte bouleversante, de tuer en elle les principes qui sont mauvais ».
« Et si tu n'y parvenais pas ? »
« Alors je crois que j'essaierais de l'isoler ».

Mais quelle tragique destinée : Jérôme et Malika qui s'aiment sont tués à la fin par le père de Malika, aveuglé par l'injustice et la douleur !

Pour « *authentifier* » Jérôme et réaliser par un acte concret son intégration dans la lutte algérienne, Jean Sénac fut pris par un « *désir violent* » d'abattre, un soir de décembre 1958, Lagaillarde, député ultra d'Alger, reconnu dans un café de St-Germain-des-Prés (cf Journal 58).

L'amour de Jean Sénac pour la terre et le peuple algérien était plus fort que toutes les malveillances et les mesures d'ostracisme que lui valurent sa sincérité, son courage, sa valeur littéraire et son nom qui n'était ni arabe ni berbère.

Dis-leur qu'avec eux seuls le
Regard est possible.
Ici nous naviguons dans les entrailles du requin.

Cette « *lettre* », il l'adressait de Paris, où il se trouvait momentanément, à Jean Pélégri de passage à Alger (cf. *Dérisions et Vertige).*

L'Algérie bruit dans la poésie de Jean Sénac comme une espérance de bonheur toujours renouvelée.

(...) Sur le rempart avec mon peuple,
Je maintiens un brin de jeunesse, comme du jasmin, pour le regard.

Orpailleur de la vérité, saccageur des territoires interdits, Jean Sénac savait depuis toujours que le poème est « à la merci d'un cran d'arrêt ». Mais il savait aussi que, au-delà de la mort, sa voix continuerait à vibrer entre le cri de révolte et l'appel d'un lendemain éblouissant fondé sur le triomphe du « corps total », *(3)* « *le corpoème* ».

L'heure est venue pour vous de
m'abattre, de tuer
En moi votre propre liberté, de nier

La fête qui vous obsède. Soleil frappé, des années saccagées
Remontera
Mon corps.

Jean Sénac, lui qui était si populaire à Radio-Alger *(4)*, lui qui a tant fait pour l'image des lettres algériennes, est mort dans l'indifférence quasi générale des médias nationaux et des officiels du pays dont beaucoup furent ses amis durant les années difficiles de la guerre de libération. Mais est-il vraiment mort ? Reposant face à la mer, face à ce bleu dont ses pages sont envahies, il chante toujours « l'atelier immense du soleil » *(5)*. Ce chant est repris et répercuté par les jeunes poètes qu'il a guidés par ses conseils fraternels et fait connaître *(6)*. Ils sont toujours sur la brèche ; leur feu et leur exigence premiers demeurent intacts. D'autres qui ne connaissent de Sénac que ses poèmes sont venus les rejoindre au coeur de ce chant d'espoir et de refus.

Intensément présent dans le souvenir de ses amis et de tous ceux qui l'ont approché et aimé, Jean Sénac continue à vivre par son oeuvre, celle déjà connue et l'autre qui attend depuis dix ans de nous brûler la langue et qui arrive sans une ride, fraîche et lumineuse.

Après la parution de *Jean Sénac vivant (7)*, la jeune et dynamique maison d'édition *Actes Sud* nous donne un recueil inédit, *Dérisions et Vertiges*. De son côté, Edmond Charlot, ancien éditeur à Alger, s'apprêterait à publier à Pézénas un fragment du journal intime de Sénac (janvier-juillet 1954). Parallèlement à ces

publications, les archives communales de Marseille organiseront en septembre une exposition avec un colloque pour rendre hommage au poète du soleil et de la mer. Sensiblement à la même époque, sous le titre *l'Affaire Jean Sénac,* Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, journaliste au *Monde,* publiera chez Jeanne Laffitte (Marseille) un ouvrage bien argumenté dans lequel il s'interroge sur la mort de son ami.

Jean Sénac est plus que jamais présent à son temps et à son peuple. Des études consacrées à son oeuvre sont en cours, et nous espérons, pour donner à cette oeuvre toute sa plénitude, que d'autres publications de textes inédits suivront.

Rabah Belamri

(1) Né le 29 novembre 1926 à Béni-Saf (Ouest algérien), dans une famille populaire d'origine espagnole, Jean Sénac a été assassiné à Alger dans le nuit du 29 au 30 août 1973.

(2) « Le Soleil Interdit », tragédie en trois actes, écrite entre 1953 et 1958, encore inédite.

(3) C'est dans « Avant-Corps » (Gallimard 1968) que l'idée de corps total, depuis longtemps pressentie, trouve sa pleine expression. Procédant des profondeurs de l'être et de l'infini cosmique, de la chair et de l'âme, le corps total est :

(Corps savant, corps sauvé,
Corps sacré, corps-poème !)
Le corps et le poème renforceront leurs liens jusqu'à se fondre en « corpoème ».

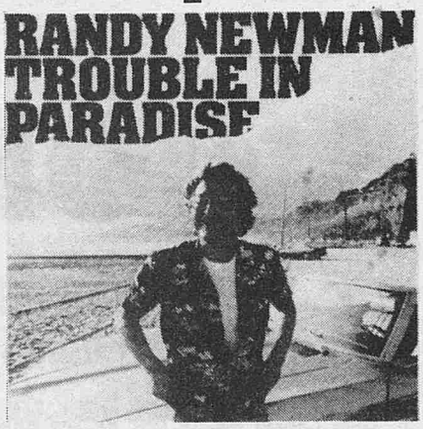
(4) Jean Sénac qui fut le plus jeune metteur en ondes de Radio-Alger (1949) croyait dans l'efficacité de la radio pour porter la poésie au public. Après l'indépendance (1962), il revint sur les antennes algériennes où, jusqu'en 1972, il donna régulièrement des émissions sur la poésie, très appréciées par les auditeurs.

(5) « Ils (les poèmes) chantent à longue voix nourrie et pure le paysage de l'atelier immense du soleil, atelier qui a la nuit pour toiture et l'homme comme exploit décevant et merveilleux » (avant-propos de René Char à « Poèmes », premier recueil de Jean Sénac publié chez Gallimard en 1954 dans la collection Espoir dirigée par A. Camus).

(6) « Anthologie de la nouvelle Poésie algérienne », un essai et un choix de textes de Jean Sénac (Paris, St-Germain-des-Prés, 1971).

(7) « Jean Sénac vivant » (St-Germain-des-Prés, 1982), comprend deux recueils de poèmes, « A-corpoème » (inédit) et « Les Désordres » (déjà publié), un essai de Jean Déjeux ainsi que de nombreux hommages, témoignages et documents.

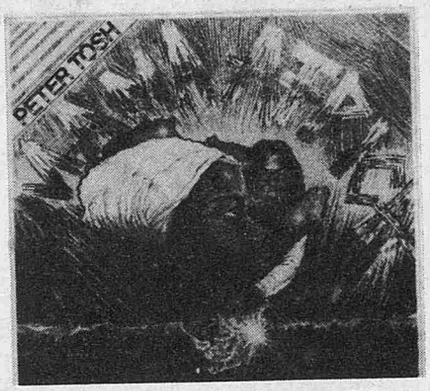
Selection Disques



• **Randy Newman** c'est l'homme qui a fait la musique de Ragtime, c'est l'homme qui parle des petites gens qui se bidonne des attitudes des petits bourgeois dans *I love L.A.* Le meilleur moment de ce disque *« Noel a Cape Townou »* les aventures d'un petit rouquin rempli de bière. Dommage qu'il n'y est pas de traduction de ces textes. (LC 0392)

• Pour **Bob,** juste pour vous dire que vous avez eu raison de l'acheter, il est de la même trempe que *« Survival »* et *« Uprising »* (ses deux monuments). ISLAND - ILPS 9760).

• **Van Morrison.** Que dire ? Il fallait y être. Le griot blanc était au Casino de Paris le 20 de ce mois. A titre de consultation son dernier disque. (MERCURY 811140-1).



• **Peter Tosh** implore *« Mama Africa ».* Il y a de quoi, il s'est encore fait damer le pion par la sortie simultanée du disque hommage à Marley. Ce disque est très rock, style mais surtout *« Johnny is good ».* (RDC 2005).

• **Khélifi Ahmed** chanre de la musique bedouine du Sud Algérien. Deux fluttes de roseau (gasba) un bendir et une voix de tenor vous ballade de la steppe au fin fond du désert.

• Elégante et raffinée, la voix du tenor Blideen **Dahmane Ben Achour** s'inscrit dans le plus pur style de la musique classique algéroise (Andalouse) : le chanteur nous interprette deux noubast (mode musical). (Club du Disque Arabe)

ANletBN

« Paris est une ville où le couvre feu commence à 22h »

Linton Kwesi Johnson

La voix de la communauté noire

L.K.J. s'exprime en créole, son poème « l'Angleterre est une pute » est devenu le premier hymne de la classe ouvrière noire. S.F. l'a rencontré dans le ghetto black de l'Ilôt Châlon.

SANS FRONTIERE : *Tu es poète, critique musical, et tu es aussi sociologue. Les musiciens Sud-Africains sont aussi concernés par cette forme de travail « multimédias ». Quels sont vos points communs, et comment expliques-tu cela ?*

LINTON KWESI JOHNSON : C'est une question difficile, je ne suis pas très au courant des activités des musiciens Sud-Africains. Je ne connais que Dollar Brand et Masekela, que vous connaissez certainement aussi. Quant à moi, j'ai toujours été attiré par l'écriture. J'ai été journaliste, j'écrivais à propos du reggae, pour la presse musicale. Puis, j'ai écrit pour le magasin Race Today. En même temps, je récite mes poèmes, et je fais des disques. Je suis heureux de pouvoir associer les deux aspects, texte-musique. Les mouvements révolutionnaires ont besoin de bases culturelles solides. C'est important pour nous d'être impliqués dans ces différentes activités : poésie, musique et production de disque.

S.F. : *Quel est le but de tes poèmes ?*

L.K.J. : J'écris des poèmes dans le but de stimuler, de communiquer des idées, d'exprimer des sentiments, une manière de penser, de sentir, ainsi que *« l'Esprit »*, et pour insuffler une force spirituelle à notre combat.

S.F. : *Peux-tu nous parler des rastas ?*

L.K.J. : Le mouvement Rastafarian a débuté dans les années 30, en tant que mouvement politique. Et comme tous les mouvements anti-coloniaux paysans qui n'ont pas d'avant-garde intellectuelle, ils sont basés sur une symbolique religieuse. Et c'est ainsi qu'étaient les rastas. Après l'indépendance, l'accent s'est porté sur l'aspect religieux. Evidemment, ce mouvement a été rendu populaire par la musique. Et dès qu'une chose devient populaire, elle perd de sa puissance. Les gens sont aussi attirés par les aspects superficiels tels que les dreadlocks, et le fait de s'habiller en rouge, jaune et vert. De plus, à l'intérieur même du mouvement, il y a différentes tendances : les rastas religieux, les rastas sans dread locks ; les rastas des douze Tribus, les Ashanty Dreads, les Nyabinghi, qui sont des guerriers du style : *« Mort aux oppresseurs blancs ou noirs »*.

Les Natty Dread sont les jeunes qui veulent s'identifier aux rastas, alors ils se font des nattes. Rasta a donné au Reggae son côté mythique (sic) et son image. C'est d'ailleurs cela qui crée la confusion à propos de la musique reggae, vue par les Européens : ils identifient le Rasta au Reggae, et inversement. Mais la musique reggae n'est pas si limitée. Du point de vue du mouvement révolutionnaire, le rasta n'a pas grand chose à offrir.

S.F. : *Quelles sont les différences entre le reggae anglais, et celui de l'Ile ?*

L.K.J. : L'Angleterre est une société industrielle avancée, avec différentes tensions, différents sentiments, et de ce fait, le son est différent. Les jeunes gens qui font de la musique reggae en Grande Bretagne sont exposés à une plus grande variété de musique populaire. Alors, ils sont influencés par ces musiques et ces influences se retrouvent dans la musique qu'ils créent. Par contre, le reggae jamaïcain est dans la tradition des racines. Mais ce qui se passe maintenant, c'est que de nombreux chanteurs de reggae jamaïcain sont de plus en plus influencés par le *« Lovers rock Style »* qui est importé d'Angleterre. C'est toujours du reggae, mais surtout fait par des chanteuses qui vous offrent du reggae doux *« layed back love song »* ; c'est la contribution des jeunes femmes noires au reggae, parce qu'avant, en Jamaïque, la musique était dominée par les hommes. Il y a eu quelques femmes chanteuses comme Rita Marley ou Martha Griffith, mais ici en Angleterre, pour la première fois, des jeunes femmes développent leur propre moyen d'expression. Ce Lovers Rock Style est un phénomène Reggae importé d'Angleterre.

S.F. : *J'ai appris que Marley devait enregistrer tes poèmes, qu'en est-il ?*

« Brixton London SW2 »

Photo Amadou Gaye

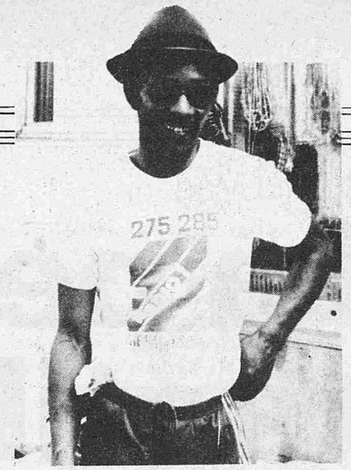
L.K.J. en conversation dans un restaurant de la Gare de Lyon

L.K.J. : Non... Je l'ai rencontré en 77, alors que je travaillais dans un centre culturel noir au Nord de Londres. Il était venu tourner une séquence pour un film. A cette époque, je venais d'écrire un article pour Melody Maker, et son manger était déçu par ce que j'avais écrit. Bob venait de composer une chanson intitulée *« Smile Jamaïca »*, totalement en désaccord avec tout ce qu'il avait écrit auparavant. Ça m'a semblé surtout une chanson de propagande. Dans cette chanson, Bob disait que tout était super en Jamaïque, alors qu'il déclarait juste avant : *« Si vous êtes le gros chêne, nous sommes la petite hache, et nous allons tout brûler et tout piller cette nuit »*. Bref, nous nous mîmes à parler, et il me reprocha d'être aussi politisé, d'insister toujours sur le côté politique des choses. Je lui ai répondu : *« Je suis un animal politique »*. Je lui ai remis quelques poèmes à lire, et au bout d'un moment, il lâcha : *« Peut-être que je mettrais en musique un de tes poèmes »*. Mais peut-être a-t-il dit ça pour me faire plaisir, je ne sais pas.

S.F. : *Cette histoire avec Marley se situe juste après qu'on ait attenté à ses jours à Kingstone. Ceci explique peut-être cela ?*

L.K.J. : Un artiste a besoin de changer de style de temps en temps, sinon, il risque de se dessécher. Les problèmes politiques peuvent avoir une influence sur lui. Mais, à cette époque, il était très amoureux d'une *« particular lady »* dont je ne veux pas dire le nom. Ceci explique peut-être cela aussi.

S.F. : *Denis Bovell est un grand bonhomme de la musique reggae en Angleterre. Peux-tu nous en dire plus ?*



L.K.J. : Denis Bovell est un homme orchestre. Il joue de plusieurs instruments, il a été un des co-fondateurs du groupe Matumbi. Il a été le premier ingénieur du son à maîtriser le vrai, l'authentique *« reggae sound »*. Les ingénieurs du son anglais avant lui n'arrivaient pas à maîtriser le son de la basse et de la batterie... ça a coûté pas mal de H.P. Pendant 3 ou 4 ans, vers les années 75, on lui doit presque toute la production de reggae venant d'Angleterre. Il est l'un de ceux qui ont favorisé l'émergence du *« Lovers Rock Style »*. C'est aussi un très bon parolier. C'est en effet un très grand monsieur de la musique reggae. On a travaillé ensemble pour tous mes albums, pour le son, pour la production. C'est vraiment une force de la musique reggae.

S.F. : *Le Denis Bowell Bud Band est en tournée avec toi, est-ce ponctuel, ou travaillez-vous tout le temps ensemble ?*

L.K.J. : On travaille ensemble, mais seulement depuis l'année dernière. Je me suis toujours produit avec des bandes magnétiques, et je récitais ma poésie dessus. Mais au bout d'un moment, j'ai réalisé mes limites. Denis a quitté le Matumbi pour former le D.B. Bud Band. Je me suis dit pourquoi ne pas m'associer au *« Bud Band »*. De ce fait, le *« Bud Band »* s'exprime, et moi avec eux.

S.F. : *Pour conclure, Thatcher de nouveau pour 4 ans ?*

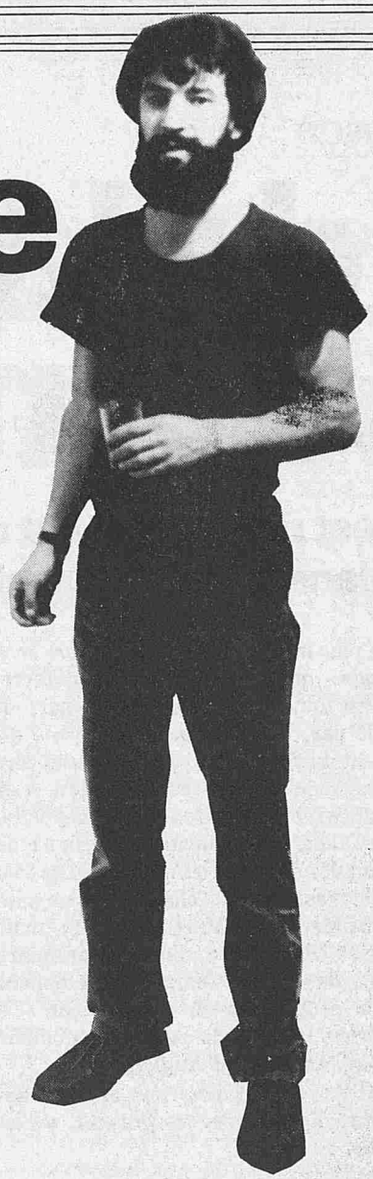
L.K.J. : C'est sans surprise, l'opposition est totalement désorganisée, et l'électorat n'a aucune confiance en elle. Aucun des partis en lice n'a de réponse à proposer à tous les problèmes qui se posent au monde occidental en ce moment. Les périodes où les réactionnaires pavoisent précèdent toujours des temps de changements radicaux.

Propos recueillis par

Birame N'Diaye

Rachid Madani

La peinture tactile



Rachid Madani est né en 1954 à Tlemcen en Algérie. Il vit depuis 8 ans en Europe (2 ans en Autriche et 6 ans à Strasbourg) où, après des études d'art, il a organisé de nombreuses expositions de son travail plastique. Ses deux dernières expositions s'intitulaient : Peinture-Contact. Rachid Madani s'explique.

SANS FRONTIERE : ***Tu es Algérien et artiste vivant et travaillant en France. Comment vis-tu en tant qu'artiste immigré ?***

RACHID MADANI : Ça me dérange un tout petit peu quand on me pose toujours la question : comment vis-tu en tant qu'artiste immigré. J'estime qu'il ne faut pas toujours voir l'immigration comme un mal en soi... je suis venu en Europe pour terminer mes études commencées en Algérie, et je trouvais qu'il y avait en France, certaines choses qui répondaient à mes besoins immédiats, je voulais apprendre, avoir une scolarité...

S.F. : ***Est-ce qu'il se pose pour toi des problèmes spécifiques du fait de tes origines algériennes ?***

R.M. : Non... je ne pense pas... je vis dans un circuit qui ne m'a jamais fait sentir que j'étais différent... je vis avec une génération qui ne se soucie pas du passé, certes douloureux entre les deux pays... mais se préoccupe de problèmes surtout esthétiques et artistiques... mon problème n'est pas seulement un problème d'artiste immigré, je me considère comme jeune artiste et me place dans une perspective internationaliste. Mon problème touche l'art en général dans le monde, même si mes références immédiates sont en France... Je participe à une « *révolution* » artistique de mon époque et je me sens en communication avec des jeunes artistes de toutes nationalités, Algériens, Français ou autres...

S.F. : ***Quels apports pourraient avoir tes origines dans ton travail ?***

R.M. : ... J'estime qu'on a toujours quelque chose en soi qu'on ne peut ni nier, ni rejeter, un apport culturel dû au fait d'être né quelque part... Au niveau de mon travail, cela se ressent très bien, par exemple, beaucoup de gens trouvent devant mes toiles quelque chose de chaud... Par ailleurs, si ma peinture est autant visuelle que tactile, c'est peut-être parce que je viens d'un monde où les gens se touchent beaucoup...

Mon attitude rejoint celle du voyageur

S.F. : ***Il y a absence de figuration réaliste, mais on remarque dans tes toiles, la présence constante de matériaux divers : du sable, du tissu, des pierres.***

R.M. : Quand j'utilise les tissus par exemple, c'est pour moi, un problème tout à fait technique... C'est pour parler de la toile qui est, elle-même, tissu. En général, on utilise le tissu comme surface à animer, moi, j'essaie de mettre le tissu en relief pour qu'il devienne un élément esthétique... Quant au sable, en général, les gens me rétorquent, c'est parce que tu viens d'Algérie, or je viens de Tlemcen, ville située très loin du Sud... Le sable est un élément commun, banal ; pour moi, c'est un élément qui répond à mes besoins, il est malléable et façonnable à volonté et puis, il a ce côté rugueux comme le grain de la peau...

S.F. : ***Ces éléments et les titres de tes toiles évoquent les origines, les tiennes, mais aussi les origines de la vie, de l'humanité...***

R:M. : ... Un de mes anciens professeurs, Camille Hirtz, a parlé à propos de ma peinture, lors d'une exposition récente, d'archéologie humaine... Cependant, j'ai toujours dit que ça ne me dérange pas du tout que les gens changent les titres de mes toiles, d'autant plus que la plupart d'entre eux ont été proposés par des amis et connaissances... Pour ma part, quand je travaille, je n'ai pas de titre en tête, mon seul souci étant de faire cohabiter certains matériaux avec lesquels j'ai une certaine sympathie...

S.F. : ***Tu n'éprouves donc pas le besoin de nommer, de baptiser ?***

R.M. : ... Quand je faisais une peinture symbolique où il y avait une certaine représentation, je me souciais des titres, mais plus maintenant... Mon attitude actuelle rejoint un peu celle du voyageur qui part parce qu'il a envie de voyager et non pour rapporter des éléments matériels des lieux.

→

A la maison de l'UNESCO

Concerto afro-arabe

Un vrai dialogue s'est engagé entre les artistes Noirs et Arabes à l'occasion du festival des cultures extra-européennes *« Dialogues à travers la musique »* Afrique, Caraïbes, Etats Arabes.

L'évènement s'est produit le 4 mai à la Maison de l'Unesco. Au cours d'un concert qui a réuni des artistes-musiciens représentant diverses parties du monde.

L'Unesco, organisateur de ce concert en collaboration avec l'Association *« Dialogue, racines africaines »*, entendait ainsi, à la faveur de cette soirée, permettre aux amateurs et professionnels d'accéder à une expression au sein de laquelle, traditions et recherche, tout en conservant leur originalité particulière, restituent un langage intelligible à tous les hommes.

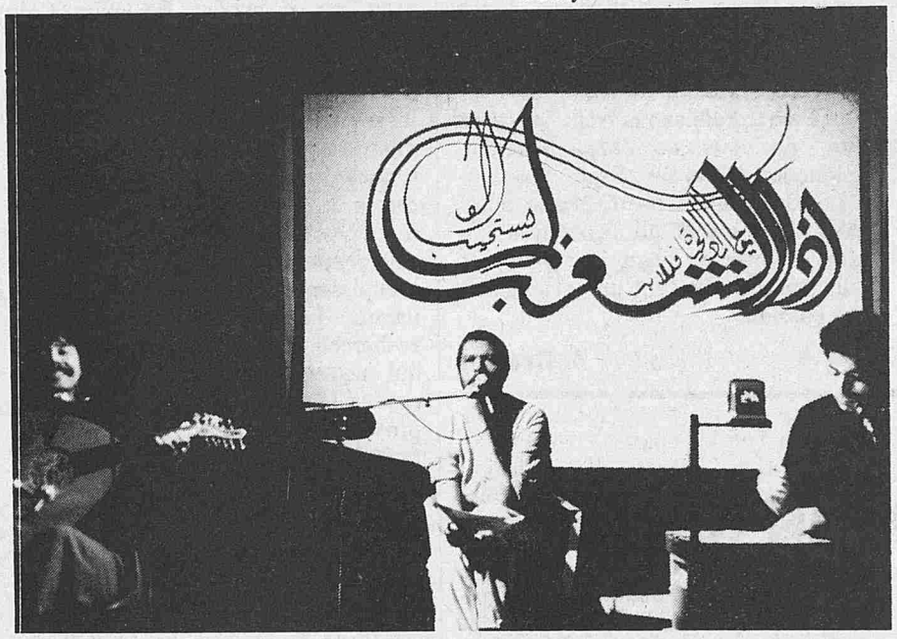
Autant dire que cette soirée fortuite a été celle des convergences musicales en même temps qu'elle s'est révélée être un symbole de dialogue des peuples. Car, au-delà des barrières linguistiques, l'Afrique, les Caraïbes et le monde arabe ont parlé et transmis le même message : celui de la paix qui a vibré dans le coeur de ce public venu nombreux assister à cette rencontre au sommet des cultures afro-arabes.

Il y avait, pour agrémenter cette soirée d'échange culturel, d'une part, la musique arabe représentée par deux groupes qui soulèvent les foules par les temps qui courent : celui de Fawzi Al Aied de l'Irak qui exhale les douces odeurs de Bagdad et qui a su traduire, par ses mélodies, l'espoir des exilés. Ainsi que le Lemchaheb du Maron dont on dit qu'il chante le désert et le béton, dans un style qui allie merveilleusement la tradition et le modernisme.

Puis, la musique noire dont deux de ses ambassadeurs ont marqué d'un cachet indélébile, cette manifestation. Il s'agit d'abord de celui que l'on nomme déjà, le virtuose du piano moderne : Chico, la nouvelle révélation de la musique antillaise qui a tenu le public en haleine par des talents exceptionnels à manier les touches de son gigantesque piano. Et, pour terminer en beauté, on a revu cet artiste africain de renom qu'on ne présente plus. J'ai nommé Manu Dibango qui a émerveillé la salle, tant par l'originalité de son rythme que par le style chorégraphique de ses danseuses qui, comme dirait l'écrivain Henri Lopes, savent parfaitement exprimer de leur corps, l'harmonie des rythmes africains.

B.D.

Fawzy el aied,une présence remarquée...



→

S.F. : ***Tu parles à propos de tes toiles de Peinture-Contact, peux-tu préciser ce que tu entends par là ?***

R.M. : ... En 1977, je me suis posé la question, est-ce qu'une peinture est seulement visuelle ou est-ce quelque chose de tactile. Et j'ai commencé alors à mettre un certain relief dans ma toile pour casser cette surface qu'on creuse habituellement par une perspective ; ce qui donne envie d'aller, de rentrer dans la toile... J'ai renversé cette perspective pour la rendre « agressive », pour détruire la distance entre la toile et le spectateur et créer un contact par les yeux... quand les choses sont en relief, on a envie de les toucher, de les contourner.. J'ai fait une expérience en 1982, à Strasbourg, lors d'une exposition : j'avais déplié un tissu sur lequel j'avais disposé tous les matériaux composant une toile frontale... on pouvait marcher sur cette toile, de préférence pieds nus, et on avait en même temps que la sensation visuelle, une sensation tactile au niveau des pieds... La Peinture-Contact, c'est aussi une tentative d'instaurer avec le public, un dialogue, un échange...

S.F. : ***Dernière question. La question rituelle, l'absence de figuration dans ta peinture, s'explique-t-elle par le fameux interdit musulman de la représentation ?***

R.M. : Non... Je ne pense pas... Je ne m'embarrasse pas de cet interdit... Ma peinture est telle qu'elle est par nécessité individuelle intérieure.

Propos recueillis par notre correspondant à Strasbourg

Slaheddine Dchicha

Poésie

Badr Chaker Es-Sayyab

Les poèmes de Djaykour

Badr Chaker Es Sayyâb (1926-1963) est l'un des plus considérables parmi les poètes arabes novateurs qui ont révolutionné la poésie arabe forme et sens, image et structures à partir des années 50, l'abouchant fortement à la poésie universelle. Le mouvement déclenché par le groupe Tammouz, dont le poète iraquien fût l'un des initiateurs décisifs, s'est notamment exprimé par l'intermédiaire de la revue et des éditions Sh'Ir, fondées et animées à Beyrouth par les libanais Youssef El Khâl, Adonis et autres « *porteurs de feu* » comme les a baptisé Salah Stétié dans un essai célèbre et souvent cité.

Salah Stétié et Kadhem Jihâd, qui signent cette traduction de poèmes de Djaykoûr, ont voulu en faire une véritable recréation en langue française des grandes élégies lyriques de Badr, élégies tournant toujours, de la naissance à la mort, autour du village natal du poète, lieu de son enracinement humain et mythologique, dans ce triangle sacré défini par la conjonction du Tigre et de l'Euphrate. Pourquoi les poèmes de Djaydour, choisis et sélectionnés dans l'ensemble de l'oeuvre ? Parce que, plus que d'autres textes, ils sont porteurs, à travers une intensité lyrique qui apparente Badr aux principaux formulateurs du « *questionnement* » poétique de la vie et de la mort, (Novalis, Hölderlin, Rilke, etc), ils disent la vérité irradiante et blessée d'une âme reconnaissable au seul grain de la voix entre toutes.

Cette traduction est publiée par le Calligraphe, jeune maison d'édition qui fait son chemin et qui a pour vocation la publication des créations littéraires des pays exa-européens et notamment celle du Monde Arabe et de l'Amérique latine.

Le Calligraphe a déjà publié trois autres titres :

— Hussan ibn Mansur al Hallaj : Diwan ; traduction de Louis Massignon.

— Chants carya du Bengale ancien de Prithwindra Mukherjee.

— Pedro Salinas : la voix qui t'est due, prologue de Jorge Guillem, traduction de Bernard Sesé.

Le Calligraphe se distingue aussi par l'aspect esthétique de ses livres, en effet la mise en page, le support et l'illustration dénotent une originalité, une passion.

A. Brahim

Essai

Le poids d'une langue

Le rapport qu'entretient A. Khatibi avec la langue française est un rapport charnel. Tantôt il la célèbre en jouissant d'un plaisir purement esthétique, tantôt la considère comme une possession. La vraie limite qu'il lui trace tout au long de son errance à l'intérieur d'un essai, *Amour Bilingue* — titre en lui-même révélateur — passe à travers un érotisme qui ressemblerait plutôt à une religiosité sexuelle.

Au coeur de l'écriture, l'espace poétique est traversé par un espace érotique. L'auteur ne pénètre l'espace poétique que pour être lui-même pénétré par l'espace érotique. Cette démarche traduit en fait un désarroi. Affranchi par le démon de sa langue maternelle qui représente pour lui l'interdit, Khatibi aimera la langue française d'un amour controversé. Celle-ci le libère tandis que l'autre le castre. Il l'aime pourtant, mais paradoxe, dans une autre langue. Inlassablement, il veut s'édifier sur deux plans : la langue maternelle et la langue française. Comment alors habiter l'une sans que l'autre n'intervienne ? Cet état conduit Khatibi à une situation de conflits et d'inceste.

Les quelques réflexions sur la bilangue que nous livre ce dernier amènent à une question fondamentale que nous avons ici à poser : peut-on être deux à la fois ? Khatibi s'en sort par le biais d'une érotique de classe et entretient avec cette idée un rapport vital. Il semble que ce qui est important à ses yeux en plus du fait qu'il ait voulu se situer, c'est de développer autour de ce thème, un esprit nouveau d'ouverture.

Nourredine Bousfiha

« Amour Bilingue » Fata Morgana, 1983.

THÉÂTRE

Om Saad, Om courage

Qui a dit que Ghassan Kanafani est mort d'une voiture piégée, un été beyrouthin de l'an 1972 ? Je l'ai surpris au *Lucernaire*. Il était caché dans la trappe du souffleur, et posément dictait le texte d'Om Saad (tiré de ses *contes de Palestine)*. Les yeux à hauteur du plancher, il voyait la scène sobrement décorée comme un camp de réfugiés : l'écrivain est assis à une table, une radio serine des bleues d'Abdelwahab, entrecoupés de communiqués de guerre. Le conteur se souvient. Il nous parle d'Om Saad. Il devient Om Saad, cette mère qui a été de tous les exodes, de tous les exils sans jamais oublier les oliviers de Ramallah. Sans jamais se résigner. Om Saad, Om courage, mémoire vivante de tout un peuple dépouillé de tout, mais gardant un espoir tenace jusque dans la boue des camps. « *Comme une branche de vigne desséchée qui n'a pas besoin de grand chose pour renaître à la vie* ». Il nous parle de ceux qui rejoignent la Résistance, ceux qui croupissent dans les prisons. Ceux qui partent vers l'exil des émirats à la recherche d'une fortune éphémère et qui meurent aussi dans ces mirages dorés. Merci à Hicham Rostom de prêter sa voix à tous ces destins, avec toute la mesure qui convient. Merci au T.A.T. (Théâtre-Action-Tréteaux) de jouer la tragédie d'un peuple sans tragique !

Mengouchi

Om Saad. Lucernaire, 53 rue N.D. des Champs 75006 Paris. Tous les jours à 18h30.

Pasolini et l'Afrique

Ludwig Trovato, jeune réalisateur français qui a présenté le film «Catalyse» au festival d'Epinay dans la première quinzaine du mois d'Avril, s'intéresse particulièrement à la recherche et la promotion d'une écriture cinématographique différente.

Il veut également sensibiliser les gens sur un cinéma «africain» fait par des européens et qui est libéré de toute condescendance et de toute aliénation culturelle.

C'est dans ce cadre que se place un article sur Pasolini.

L'Afrique de Pasolini, à travers le scénario « *Il padre selvaggio* » *(1)* (qu'il n'a pas eu l'autorisation de tourner) et les repérages faits en Tanzanie « *Appunti per un Orestiade Africana* » (Carnets de notes pour une Orestie Africaine), *(2)* est surtout le lieu d'une nostalgie d'un monde mythique, d'un état qui précède la civilisation, qui possède le sens de la terre, un monde du sacré, qu'il appelle « *barbare* » et qu'il oppose à la condition petite bourgeoise des civilisations européennes.

Donc, une situation archaïque — mais menacée par le néo — capitalisme — qu'il cherchera aussi dans le sud de l'Italie, « *Africaine* », enracinée dans sa terre, peuplée par un sous-prolétariat qui vit dans un site entre le monde paysan et la pré-industrialisation.

La transposition en Tanzanie de l'Orestie d'Eschyle se présente sous forme d'un projet de mise en scène des trois tragédies (recherche des personnes, Agamennon, Oreste, Cassandre, Electre. Discussions avec des étudiants africains sur la forme que prendra le film).

Ce reportage-fiction est pour Pasolini, l'occasion de nouvelles contradictions, à savoir dans son éthique poétique, le besoin de montrer un peuple entier dans la réalité de sa tradition et de sa culture, mais qu'il a trouvé en transformation, avec les apports de la poussée technologique et les dangers des modèles européens.

Le monde du passé, certes, mais Pasolini était aussi un cinéaste moderne et c'est justement par le mélange de styles qui s'opérait dans ses films (utilisation des mythes, musique païenne, visages du passé mais personnages de la réalité) et l'architecture des plans (influence de la peinture du Quattrocento) et leur montage, qu'il crée sa propre vision du monde, en introduisant dans la mythologie, sa narration poétique, politique et contemporaine.

Pasolini filmait contre la méthode néo-réaliste, qui selon lui, glorifiait un personnage ou un groupe de personnages, afin d'en faire des héros (les gros plans « *idéologiques* », les plans d'ensemble et les plans généraux étant descriptifs et didactiques). Dans ses films, il choisit un mode de représentation qu'il définit comme étant la langue de la réalité, où les gros plans se succèdent, viennent couper les plans d'ensemble, où tous les mouvements d'appareil sont analytiquement sentis.

Enfin, une logique d'images ne respectant pas la trame narrative, une lecture de la réalité tout à fait essentielle pour l'esthétique et la poésie de ses oeuvres.

(1) « Il padre selvaggio », écrit en 1963, traduit en français. « Le père sauvage », Paris, les Formes du Secret 1980.

(2) Le film « Carnets de notes pour une Orestie Africaine », réalisé en 1970, de 65 minutes, distribué dans les cinémathèques, devait faire partie d'un documentaire sur les pays du tiers-monde. (Notes pour un poème sur le Tiers-Monde) en Afrique, en Amérique Latine, dans les pays arabes et en Inde (Court-métrage « Appunti per un film sull'India »).

Mario Vargas Llosa

Il a le sourire épanoui, le verbe précis, la passion du réel, de l'humain, du pays. C'est un des plus grands écrivains péruviens, qui commence à travailler très jeune comme journaliste.

L'épopée latino-américaine

M. Vargas Llosa. Photo J. Robert

Son oeuvre est très diverse, coulée dans la multitude des réalités qu'elle reflète, tout à tour humoristique, poétique, éclatée, linéaire. Parfaite, de toute façon. C'est l'un de ses ouvrages les plus mineurs (*« La tante Julia et le scribouillard ». Gallimard)* qui le fait connaître en France. Son dernier livre *« La guerre de la fin du monde »* est un fantastique roman d'aventure sur le Brésil du 19e siècle où l'auteur donne libre cours à une vocation épique souvent réprimée.

SANS FRONTIERE : ***Comme vous le racontez avec humour dans la* « Tante Julia et le Scribouillard », *vous avez fait vos débuts dans le journalisme. Qu'est ce que cette expérience a apporté à l'écrivain ?***

MARIO VARGAS LLOSA : Un apport énorme. J'ai commencé à travailler très jeune et je continue à collaborer à des journaux. Sans ce métier, je n'aurais pas écrit la moitié de mes oeuvres. C'était le seul moyen, au Pérou, de rencontrer des milieux sociaux très divers, très étanches et isolés. Cette réalité multiforme investit mes romans. J'ai un pied dans la rue et je ne serais jamais un écrivain dans sa tour.

S.F. : ***Dans vos différents ouvrages, vous témoignez de plusieurs aspects de la société péruvienne (vie citadine, rurale, etc.) Cela explique t-il la diversité de votre oeuvre ?***

M.V.L. : Bien sûr. La littérature latino-américaine est à l'image de pays où cohabitent des sociétés très diverses et fermées. Des régions côtières aux Andes, c'est une multitude de cultures et de langues. En plus de l'influence indienne, le Pérou a un noyau de culture africaine très marquant. Les Japonais et les Chinois jouent également un rôle très important. Le Pérou polyculturel est victime d'une désintégration énorme. Ce mélange, ces sociétés dont la conformation évolue sans cesse est très propice au développement de la littérature. L'écrivain jouit d'une grande liberté au sein d'une société aux traditions multiples. Et la littérature reflète cette vitalité qui, elle seule, justifie un quelconque optimisme sur l'avenir de ce continent.

S.F. : ***Vous êtes également auteur de théâtre et d'essais, notamment sur Flaubert. Quel rôle joue la littérature occidentale dans votre oeuvre ?***

M.V.L. : Elle joue un rôle important mais elle est *« retraduite »* selon des concepts qui nous sont propres. Notamment, nos racines indiennes.

S.F. : ***En Europe, le roman est en perte de vitesse. Vous renouez avec la grande tradition de la fresque romanesque. Comment expliquez-vous cette exubérance de la littérature sud-américaine ?***

M.V.L. : L'excès verbal est lié certainement à l'influence espagnole. Et puis le monde que nous décrivons est foisonnant, tourmenté. Ce fourmillement adhère parfaitement à un genre excessif comme le roman. La littérature est aussi un moyen de reconnaissance.

S.F. : ***Votre dernier roman est le premier à parler d'un pays étranger, le Brésil. Pourquoi ce choix ?***

M.V.L. : Parce que ce village, Canudos, qui se révolte au 19e siècle contre la République, est très représentatif de l'Amérique Latine. Il s'agit de malentendus idéologiques aboutissant à un massacre dans une société divisée en strates imperméables les unes aux autres. Avec les seules clés idéologiques, vous ne pouvez rien comprendre. Ces fanatiques barbares réactionnaires étaient très généreux. Ces progressistes étaient barbares. Pour exprimer cette complexité, j'ai dû inventer un genre nouveau.

S.F. : ***Pourquoi cet aspect* « roman d'aventure » *par ailleurs absent de votre oeuvre ?***

M.V.L. : Parce que la vie en Amérique Latine est une épopée.

Propos recueillis par

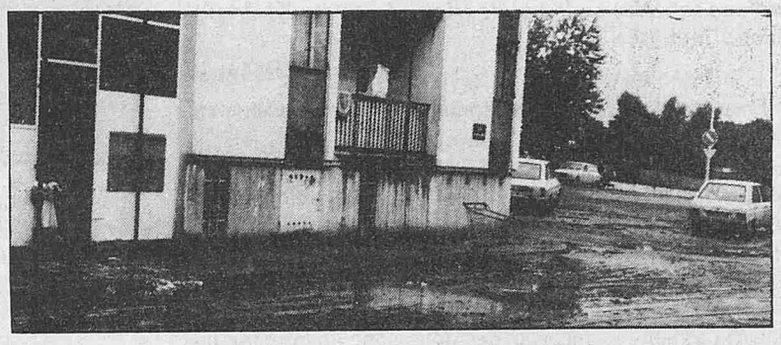
Fabienne Messica

« La ville et les chiens » et « la maison verte »de Mario Vargas Llosa ont été réédités en poche chez Gallimard. Dernier ouvrage : « La guerre de la fin du monde ». Gallimard.

Des questions à débattre ...

Pourquoi, je me décide à vous écrire aujourd'hui ? Je ne cherche pas trop à le savoir. Je précise que je suis lectrice de *S.F.* depuis le début de sa parution : j'apprécie en général les informations qui me permettent de me renseigner sur ce qui se passe dans les autres régions de France.

J'habite avec mon mari (Gérard) Hélène et Solange, nos deux filles, dans un quartier de Reims qui s'appelle Wilson. Je suis responsable animatrice bénévole d'une Association de ce quartier qui regroupe des bénévoles mais dont la particularité est de travailler en direction et avec les différentes populations étrangères. (Je précise que j'écris cette lettre à titre personnel et pas au nom de notre Association). La vie de ce quartier dépotoir et le rôle que j'y joue sont très importants pour moi, puisqu'ils m'ont permis de m'ouvrir, de me modifier, de comprendre et peut-être d'accepter la différence. Voilà 11 ans que nous habitons ce quartier **défavorisé, voilà 4 ans que notre** Association existe et que petit à petit je me suis sentie un peu responsable.



• Voici rapidement la situation de notre quartier : 2.000 logements, une population étrangère assez importante (entre 30 et 40%). Les différentes **ethnies sont : français, maghrébins, turcs, espagnols, protugais, sénégalais, capt-vert etc.**

• D'autres précisions sur la situation sociale — économique et politique du quartier. Nous avons eu de 1977 à 1983 une municipalité de gauche (P.C.P.S.) avec un maire communiste (Cl. Lamblin). **Dès le début cette municipalité** proposé un projet de réhabilitation Habitat - vie Sociale (H.V.S.) pour les logements H.L.M. (1.500), des espaces verts, un équipement socio-culturel. La municipalité a su créer une certaine animation (euphorie même !, aidée de la **cellule P.C. du quartier). Cependant** plusieurs associations se sont créées dont : le club prévention (3 éducateurs) la C.N.L. (Amicale des locataires) et notre association.

Nous avons participé à l'animation culturelle pendant la fête du quartier. Pour nous cela a été une chance de montrer nos objectifs : promotion sociale et culturelle de *tous* les habitants. Notre but n'a jamais été de plaquer des actions mais permettre des rencontres si bien que nous avons travaillé cette fête plusieurs mois avant de présenter une exposition de masques, réalisés par : les membres de l'ass., quelques **familles maghrébines et des enfants de** l'Ecole, où nous allions une fois par semaine pour des activités manuelles. Je ne vous donne pas en détail le contenu de cette fête, mais pour la **première fois un artiste arabe A. Ben** Dhiab, entrait dans notre quartier et présentait son concert en plein air. Les réactions ont été diverses.

• La réhabilitation H.V.S. n'a pas eu **lieu. En mars, la municipalité est** devenue R.P.R. Nous allons inaugurer seulement en fin d'année 83 un centre socio-culturel qui se transformera en M.J.C. (Maison pour Tous qu'ils disent !).

PROLIFERATION DE SPECIALISTES

Mais ce que je peux vous affirmer **c'est que les éducateurs sont toujours** là. Au centre social, les assistantes sociales ont été doublées, on trouve toujours et plus que jamais : consultations de nourrissons, vaccinations, cours d'alphabétisation, cours de couture, de cuisine, d'économie sociale etc... pour tout le monde. (Mais il vaut mieux savoir lire et écrire le français pour bénéficier des cours de couture).

Nous avons aussi une M.J.C. (excentrée du quartier, comme le centre social) : en 4 ans, nous sommes au **3ème Directeur de la M.J.C. et depuis** l'année dernière un poste supplémentaire d'animateur permanent a été créé, le directeur ne pouvait pas faire face à tout. Remarque pour 1983 : à l'AG. 21 votants dont 5 de la même famille !

Je ne veux pas généraliser, laissant croire que tous les travailleurs sociaux ne font pas face aux problèmes, mais je constate que dans notre quartier la prolifération de ces spécialistes qui **assistent petits et grands, apporte** peu de changement à la situation du quartier. En effet la misère, le chômage les échecs scolaires sont toujours là, dans un quartier toujours aussi mal entretenu par les organismes logeurs. Plus précisemment les écoles sont aussi à l'image du quartier. Respect de la culture, ouverture de l'école, préoccupation des familles défavorisées cela les enseignants ne connaissent pas. Nous sommes pourtant déclarés Zone Prioritaire : l'Education Nationale récupère cette situation sans oser proposer ... sans approfondir leurs problèmes : seul résultat concret : deux classes ont bénéficié de 3 semaines à la neige, 3 semaines à la mer. Voilà le cercle est presque fermé (ou le ghetto comme disent les spécialistes) : pas complètement puisque notre Association a toujours été face à ces différentes structures, quand nous pouvons nous faire entendre. Je vous donne quelques actions ou activités importantes et choisies en fonction des habitants : — Lumpen — théâtre en plein air par le Jacquerie, Justino aime Rosalie — théâtre pour les enfants de l'école ; la troupe Nedjma ; Amachaou marionettes, animations scolaires avec Fawzi Al Eydi et un mini-concert dans l'école. Echange culturel avec la Tunisie pour 20 enfants (de différentes nationalités). Avant ce séjour de 15 jours, il y a eu correspondance avec des **tunisiens d'une école de Gabès, nous** avons dans ce sens préparé l'accueil dans les familles. Nous avons lancé cet échange avec l'école pensant que les enseignants allaient se sentir concernés par l'interculturalisme !!! Par le projet ils ont été vite emballés mais la suite n'a pas été aussi réjouissante pour nous. Profit d'un séjour en Tunisie de 15 jours payés par notre Association.

→

Hommage à Najet

Cette missive, est avant tout un hommage à une amie, et à toutes les adolescentes magrhébines, mortes d'avoir tout simplement voulu *exister*.

L'adolescente magrhébine, ne cesse trop souvent d'être la proie d'un combat pour affirmer et imposer son statut « *d'être* ». Malheureusement, il arrive que ce combat devienne beaucoup trop difficile à assumer et,... une fois de plus, une adolescente meurt ! Mais pourquoi, pourquoi ?

Najet, 18 ans, est décédée un samedi de printemps : elle s'était empoisonnée. Ma peine est trop grande, je ne peux rester silencieuse. Il me faut crier à l'injustice : pour toutes celles, qui, comme elle, ont craqué, qui comme elle, avaient voulu vivre de la manière dont vivent les jeunes de leur âge.

Je me souviens qu'elle chantait merveilleusement bien, quelle jolie voix elle avait !!! Il est vrai que la naissance d'une petite fille dans une famille, n'est, hélas encore trop souvent, pas accueillie avec joie.

Ainsi son malheur était d'abord d'être née fille, puis, d'avoir voulu exister en tant qu'égale à l'homme. Bref, son désir de s'émanciper n'a pas arrangé les choses ; bien au contraire !

« *Les filles et les garçons sont des cadeaux de Dieu* » (sourate XL 1449) Mais alors pourquoi tant d'injustice ?

Yasmina, Orléans

PS : *Je souhaite de tout coeur que cette lettre soit publiée ; remerciements et longue vie à Sans Frontière.*

Heureusement pour les 20 enfants, cela a été vécu différemment, pour la plupart il reste des liens d'amitiés, des correspondances continuent. Encore une fois, les enseignants et les travailleurs sociaux ne se sont pas sentis concernés pour valoriser une culture. Depuis deux ans existent des Ateliers pour les femmes de nationalité différente : entre 2 et 4h. — 4 fois par semaine ou seulement quand elles le désirent, elles viennent coudre, ou tricoter à la machine, mais aussi apprendre à faire de la dentelle, des galons, (les turques apprennent aux autres) nous avons eu l'occasion de tisser des tapis comme au maghreb, faire la cuisine selon son pays, tout se passe d'une manière simple et on n'est pas obligée de délivrer son identité pour se rencontrer. Deux animatrices (et non 2 prof.) assurent l'apprentissage de la couture et de la machine à tricoter. Je peux vous assurer que l'on sait tricoter ou coudre sans savoir lire et écrire le français. Cette expérience ne pourra être renouvelée l'année prochaine faute de subventions.

• Je n'ai pas besoin de vous dire que nos subventions ne sont pas élevées : la municipalité : 1ère année 500 F, puis l'année dernière 23.000 F. ARPEC (Formation Régionale des Ecoles Privées) Ateliers 80.000 F. (2 ans) DRAC (séjour en Tunisie) 18.000 F. F.A.S. (séjour en Tunisie 9.000 F). Comme tout le monde peut le constater, nous essayons de vivre avec un peu de moyens financiers. Contrairement à ce que vous pourriez croire l'objet de ma lettre n'est pas de recevoir des dons pour augmenter nos subventions.

Mais voici mes questions :

- Pourquoi les nombreux millions distribués pour — redresser — réanimer — ré-éduquer les cités dépotoirs n'ont-ils pas l'efficacité désirée ?

Un peu plus de « pouvoir » aux habitants

- Pourquoi ces professionnels spécialisés ne font-ils pas face aux problèmes des habitants ?

- Pourquoi les décisions ne sont-elles pas prises avec les personnes concernées... ? J'ai des exemples fréquents où je me retrouvais « seule » (française parmi les français) en tant que responsable d'Ass. et habitante du quartier.

- Pourquoi le gouvernement n'impose-t-il pas les décisions prises envers les cités dépotoirs. (par ex. : l'Education Nationale : Z.P. interculturalisme dans l'école). Souvent les moyens existent déjà localement, il suffit d'ouvrir les fenêtres et les portes des Ecoles pour respirer autre chose que de vieilles traditions. Des formations existent (CEFISEM) mais l'enseignement doit être motivé pour travailler dans un quartier de ce genre.

Actuellement, je ne vois pas d'aboutissements positifs si des petites Ass. comme les nôtres n'ont le droit à la parole sous prétexte que nous sommes des habitants d'un quartier dévarorisé. Donc nous sommes incompétants et non qualifiés pour résoudre nos problèmes. En conséquence on donne le pouvoir à des structures, des administrations avec des moyens financiers importants qui sacralisent encore plus leur domination.

Je suis consciente que donner un peu de « pouvoir » à des habitants de quartier, c'est prévoir des jours différents pour les travailleurs sociaux.

Je souhaite que cette lettre soit éditée sans *S.F.* et donne l'occasion de réflexions à différents niveaux : administrations, éducateurs, enseignants et surtout aux personnes de toutes nationalités habitants dans les cités dépotoirs.

Nicole Ouvrard

IMMIGRITUDE

GUIDE PRATIQUE

Si vous ne voulez pas perdre vos droits à la sécurité sociale, votre travail, vos titres de séjour ou de travail, prenez toutes les précautions qui suivent :

Si votre carte de séjour ou votre carte de travail se termine pendant vos vacances, régularisez votre situation avant de partir.

mais sachez que :

— les travailleurs immigrés qui ont une *carte de séjour temporaire* ne peuvent quitter la France plus d'un mois.

— les *Algériens* qui ont un certificat de résidence, peuvent partir au maximum six mois.

— les travailleurs immigrés qui ont une *carte de résident (*ordinaire ou privilégié) peuvent s'absenter de France sans limitation, à condition de ne pas se trouver absent au moment du renouvellement.

— les *chômeurs* peuvent partir un mois, mais avec l'autorisation de l'Agence Locale pour l'Emploi.

CE QU'IL FAUT EMPORTER EN VACANCES AU PAYS :

— les cartes de séjour, de travail, de sécurité sociale.

— l'adresse de votre centre de paiement de la sécurité sociale en France.

— les dernières fiches de paye, ou l'attestation annuelle d'activité.

— un titre de congé établi par le patron.

— un formulaire de la sécurité sociale correspondant à votre nationalité.

SI VOUS TOMBEZ MALADE DANS VOTRE PAYS PENDANT LES VACANCES :

— demandez au médecin de faire deux certificats médicaux.

— envoyez un certificat médical et le titre de congé à la sécurité sociale de l'endroit où vous êtes en vacances, en indiquant : votre numéro de sécurité sociale français, l'adresse où vous êtes malade votre adresse en France, l'adresse de votre centre de sécurité sociale.

— envoyez l'autre certificat médical au patron par *lettre recommandée.*

— répondez rapidement aux convocations qui vous sont adressées par la sécurité sociale de votre pays.

ATTENTION : il n'y a prise en charge que si la maladie se déclare *pendant* les congés légaux. (Les congés sans solde, les jours de récupérations ne sont pas considérés comme congés légaux).

SI VOUS NE POUVEZ PAS RENTRER EN FRANCE A LA DATE PREVUE :

— prévenez le patron par *lettre recommandée (avec accusé de réception).*

— prévenez la caisse de sécurité sociale de l'endroit où vous êtes en vacances.

— *demandez au consulat de France le plus proche une autorisation de prolongation d'absence.*

ATTENTION : si le patron vous autorise à partir plus d'un mois en vacances, demandez-lui une autorisation écrite pour être sûr de retrouver votre travail au retour.

— photocopiez tous vos papiers de séjour et de travail avant de partir en vacances, et laissez-les à un ami en France.

— gardez toujours une copie de toutes les lettres que vous envoyez à votre patron, à la sécurité sociale, à la préfecture, au consulat...

(G.I.S.T.I. 46 rue de Montreuil 75001 Paris tél. 367.04.06).

Le Zouti : édité par L'ATAIF — Association des Travailleurs Haïtiens en France — *59 avenue Daumesnil Paris 12e.*

Dans le Zouti n°4, on peut trouver : les recettes d'Haïti : comment faire le plat poulet à l'haïtienne.

La littérature et contes populaires haïtiens et d'autres informations tournées vers les réfugiés politiques haïtiens. Il est proposé à l'ensemble de la diapora haïtienne de contribuer à Zouti en envoyant gratuitement : articles, poèmes, contes, blagues haïtiens, etc.

Solidarité avec les immigrés.

— *« Vous dites que les immigrés volent le travail des français et vous dites aussi que ce sont eux les chômeurs, faudrait savoir » ?*

Ricochet 12 : 10 rue Evrard Paris 12e. Feuille d'information locale réalisée par des centres d'animation et des associations du XIIe.

Pourquoi *Ricochet ? :* son but est de combler le hiatus qui existe entre les habitants d'un quartier et l'animation qui leur est proposée.

Reflet du Mouvement associatif du 12e Ricochet se veut l'initiateur de rencontres, le catalyseur d'échanges, le promoteur de connaissances diverses.

— *« Je me comprend ». (Wolinski).* En tout état de cause, la réponse est pour le moins nébuleuse. Pour retrouver vos marques il y a le mensuel de la Fasti *« expression immigrés français ».* Le numéro 4 a justement pour thème *« Contre le racisme ».*

Amitiés

Remercient l'ensemble des associations qui les ont aidés à obtenir (difficilement après 15 mois d'attente) leurs cartes de séjour et de travail salarié.

Courage et merci. Maintenant nous recherchons du travail.

Mamadou Aly
Amadou Dia
Mawdo — Boudy
10 Passage Brunoy
Paris 12e

Cartes postales

Souhaite correspondre et échanger avec toute personne (Africain et autres). Parle mal Français, Peulh du Sénégal.

Adjidiou Anne
16 rue de Chalon
Paris 12e

Thé à la menthe

Je suis Algérien de 21 ans, parlant le berbère, vivant dans les hautes montagnes de Kabylie.

Je voudrais correspondre avec vous afin d'échanger les idées dans les domaines socio-culturels, et scientifiques. Echanger des idées aussi sur l'histoire de nos deux pays respectifs.

Je suis passionné par le football, la musique et les aventures en montagne et à degré moindre ping-pong et le cinéma.

Bonne instruction en langue française.

Aberkane Nacer
Village de Tighzert
Poste Ighil — Bouzerou
Commune Beui — Douala
Tizi — Ouzou
Algérie

Peuple en marche. Peuple en marche, un journal qui n'est utilisé que comme soutient à une logistique à une idée force : non à une aide au Tiers monde par des organisations gouvernementales.

Les modalités de l'aide trahissant une profonde méconnaissance tant du Tiers monde que des rapports Nord-Sud. Ainsi une aide alimentaire devient une aide au développement de la faim.

CIDIM:
Information
et Débat

Marseille. A deux pas de la Gare Saint Charles, un centre vit à l'unisson de son quartier ; à coups de rencontres, d'imprévu et d'espoir.

Une association au peigne fin

Créé il y a trois ans, le CIDIM (Centre d'Information, de Documentation sur l'Immigration et le Maghreb) a émergé dans un climat où les associations immigrées sont encore prohibées, et dans une ville où le racisme est à fleur de peau, et originalité première, dans un souci d'indépendance des institutions et structures officielles. Des immigrés, maghrebins prenant l'initiative, reste une Histoire que beaucoup digèrent mal...

Revers de la médaille : le coût de cette autonomie : faiblesse des moyens financiers, matériels compensés comme il se peut par la volonté, l'abnégation. La promotion de la langue arabe, berbère enseignées plus d'une année à des immigrés et français sera assurée par le bénévolat. Une situation bien connue.

Cette première, à Marseille, a fait du CIDIM un point de passage ; de rencontres et de confrontations. La sollicitude d'associations en gestation, de groupes informels estompera quelque peu les prérogatives initiales du centre. Aujourd'hui encore, alors que les associations immigrées se multiplient, libérant le centre de son *« auréole avant-gardiste »*, les rencontres-débats, la confrontation prennent le pas sur *« la documentation et l'information »*. *« Non contradictoire »* affirment les responsables du centre *« la doc mise en place même limitée fournit des éléments pour approcher les thèmes abordés dans les espaces libres hebdomadaires »*. Une animation qui culmine avec la tenue de rencontres mensuelles où sont parfois conviés des *« spécialistes »*. Les locaux s'avèrent alors exigus pour contenir l'assistance présente à *« les Femmes et l'immigration »* *« les immigrés et les municipales »*

La jonction de l'information sur le Maghreb est manifeste depuis la parution en octobre 82, d'une revue de presse recensant tous les articles de la presse française concernant le Maghreb *. Une parution prisée... par les lecteurs de l'autre côté de la méditérannée : ils y retrouvent ce que la censure terre...

Souhaitable alors que d'adjoindre à cette publication une partie *« Immigration »*. Une manière de raccorder *« ceux de là-bas »* et *« ceux d'ici »*. *« C'est déjà envisagé, mais cela demande encore plus de moyens »*.

C'était en janvier 1983, avec Leïla Sebbar et des groupes de femmes de Marseille

Le CIDIM tout comme tout un chacun sait que les moyens doivent être mis en oeuvre. Les initiatives des différentes communautés immigrées ne peuvent que préfigurer des changements dans la cité Phocéenne. Des enjeux de taille ...

F.B.

**** Le Maghreb dans la Presse Française :** abonnement de soutien à partir de 100F, à l'ordre du CIDIM, 9 rue de la Rotonde 13001 Marseille.*

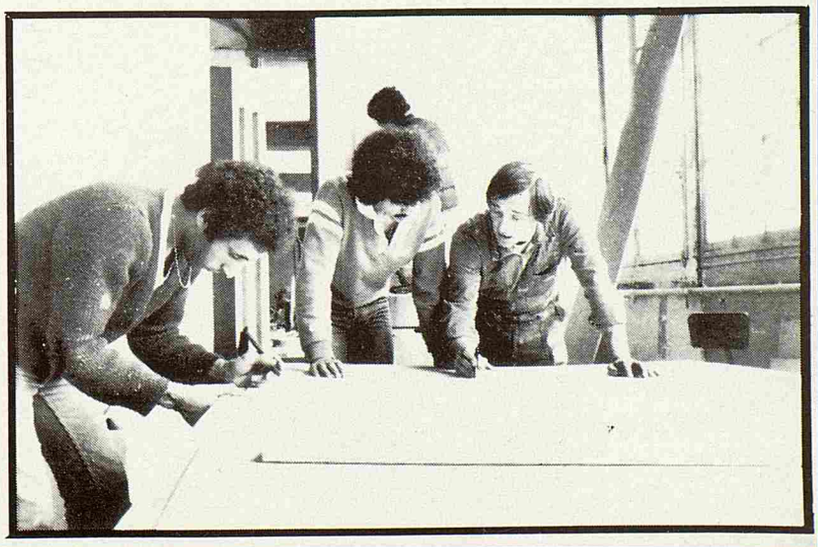
RENCONTRES — DEBATS

Jeunes immigrés et jeunes français musulmans : UN AVENIR COMMUN

Le CIDIM vous invite à venir débattre tout une journée sur ce thème, le *samedi 2 juillet à partir de 14 heures*, avec la participation de représentants, de groupes et d'associations de Français-Musulmans et de jeunes immigrés.

Pour toutes informations s'adresser au CIDIM 9 rue de la Rotonde 13001 Marseille tél.(91)62.58.93.

Bondy-Scoop: Une coopérative multiculturelle



En 1980, Belkassem, l'animateur d'une cité à Bondy (Lattre de Tassigny) décide de créer une coopérative avec des jeunes maghrébins de la cité et des ouvriers de Montreuil au chômage. A Bondy, comme à Montreuil, c'est l'enthousiasme. L'association « Accueil et Promotion » ***où travaille l'animateur décroche une subvention de 20.000 francs. Le projet : une réinsertion sociale à travers la création d'une coopérative en bâtiment. C'est, pour les jeunes de Bondy, la possibilité d'apprendre un métier tout en participant pleinement à un projet collectif. En deux ans, l'histoire de la coopértive a été mouvementée mais aujourd'hui, elle a les reins*** « plus solides » ***et elle ouvrira prochainement un magasin Hi-Fi à Bondy. Espace multiculturel, lieu de convergence des destins les plus divers, la coopérative de Bondy, c'est la rencontre d'un projet à vocation sociale et... de l'entreprise.***

PHOTO DU MOIS

Photo Anacleto

UN ÉTÉ A BELLEVILLE...